

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

Les Impôts Directs en Bulgarie Depuis l'Affranchissement Jusqu'en 1922

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(*Sciences juridiques*)

Présentée et soutenue le mercredi 31 Janvier à 2 heures.

par

Marcel HÉROIN

Président : M. ALLIX, professeur.

Suffrageants : { M. NOGARO, professeur.
 { M. DOLLEANS, Chargé de cours.

PARIS

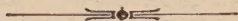
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

1923

Les Impôts Directs en Bulgarie
Depuis l'Affranchissement
Jusqu'en 1922

Thèses de Doctorat



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Les Impôts Directs en Bulgarie Depuis l'Affranchissement Jusqu'en 1922

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le mercredi 31 Janvier à 2 heures.

par

Marcel HÉROIN

Président : M. ALLIX, professeur.

Suffragants : { M. NOGARO, professeur.
M. DOLLEANS, Chargé de cours.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

1923



AVANT-PROPOS

Pendant de longues années la France a accordé la plus large confiance à la Bulgarie. Pour lui permettre une mise en valeur rapide de son territoire, elle lui a prêté maintes fois des sommes importantes. Elle a encouragé ses ingénieurs, ses commerçants, ses hommes d'affaires, ses missionnaires, à y fonder des entreprises privées, à y investir des capitaux considérables à montrer au jeune peuple oriental le chemin du progrès et de la civilisation. Et cependant, la France injustement attaquée a vu, en 1915, la Bulgarie se ranger aux côtés de ses ennemis. Par cette intervention, la guerre a été prolongée, de quelques années peut-être, et la Russie livrée au chaos et à l'anarchie.

Le Traité de Neuilly a imposé à la Bulgarie vaincue, la charge de réparer dans une faible mesure, les ruines qu'elle a causées. Cependant trois ans après la signature de la paix, elle se déclare incapable de faire face à ses engagements, tandis qu'une certaine presse française, que l'on voudrait croire indépendante, chante sur un mode attendri les éloges de la « Nouvelle Bulgarie ». Ces éloges, décernés souvent à la légère sur des informations insuffisantes, risquent de causer dans l'avenir de graves déceptions. Au moment où une orientation nouvelle des États européens se dessine, il nous a paru qu'une étude portant sur les impôts directs bulgares présenterait en France un certain intérêt. Les finances

publiques d'un pays sont, à juste titre, considérées comme l'un des facteurs de sa vitalité. L'examen de leur évolution permet de se rendre compte des progrès accomplis, des tendances politiques, économiques et sociales qui s'y manifestent. En Bulgarie, les impôts directs, par suite de la répartition de la population, prennent une importance toute particulière, ainsi que nous aurons l'occasion de le remarquer. Nous avons donc retracé sommairement leurs transformations de 1879 à 1922. Cette étude permettra peut-être de vérifier si la politique suivie par ce pays en matière fiscale, et particulièrement dans les réformes apportées aux impôts directs, démontre la bonne volonté dont il ne cesse de se prévaloir, tout en se déclarant insolvable. Quelques éclaircissements pourront être apportés à cette question.

Il n'existe à notre connaissance aucun ouvrage récent sur cette matière. Une thèse de 90 pages environ, présentée à une université allemande par M. Ivan Drennkoff (*die Steuerverhältnisse Bulgariens*—Halle an S/ 1900) nous a aidé pour la partie historique. D'autre part, un ouvrage du Dr Weiss Bartenstein « *Bulgariens « Volkswirtschaft und ihre Entwicklungsmöglichkeiten* » (Berlin 1918) traite incidemment des impôts directs. Nous y avons puisé également de précieux renseignements.

Pour toute la documentation générale, principalement pour celle portant sur la période actuelle, nous avons été obligé de procéder à de longues recherches et à un examen de toutes les lois et de leurs modifications.

Une opinion fréquemment répandue en France sera souvent infirmée dans cet ouvrage. Habitant ce pays depuis 18 mois, nous avons pu nous renseigner sur place et vérifier minutieusement toute la documentation pour laquelle nous avons d'ailleurs indiqué les références.

Le peuple bulgare possède de nombreuses qualités, qui ont été maintes fois reconnues : patience, amour du travail, etc. Elles lui permettront, nous l'espérons, de supporter les épreuves à venir, que lui prépare la politique fiscale actuelle.

Puisse aussi cette étude mettre quelques Français à même de mieux connaître les institutions de ce pays bulgare si intéressant, et de corriger les erreurs de certains journalistes insuffisamment renseignés. La diplomatie orientale est habile, elle trompe souvent. Il serait utile, préalablement à toute publication sur une question étrangère, de connaître le pays et d'avoir pu juger sur place l'œuvre des gouvernements et des législateurs. Bien des désillusions, semblables à celles de 1915, seraient ainsi évitées.

Nous avons essayé dans cette étude d'être aussi impartial que possible.

M. H.

Sophia, le 15 mai 1922.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547504_0092

INTRODUCTION

Avant d'aborder l'étude de la législation financière d'un peuple, il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur le cadre dans lequel elle doit s'appliquer. Les lois fiscales ne peuvent être considérées comme un produit de la raison pure. Créées pour satisfaire aux besoins de l'État, elles s'harmonisent peu à peu avec les conditions économiques du pays. Les déplacements de la richesse, les préoccupations politiques et sociales du moment, y font apporter, brusquement parfois, des modifications considérables. Des pays neufs copient souvent, un peu servilement, les innovations tentées en cette matière à l'étranger. Malgré tout, les institutions anciennes laissent leur empreinte.

La Bulgarie, longtemps soumise aux Turcs qui lui avaient imposé leurs lois, ne fut libérée qu'en 1878 et ce n'est qu'en 1908 que de principauté vassale, elle fut érigée en royaume indépendant. Il nous paraît donc utile, avant d'entreprendre l'exposé de ses impôts directs, d'esquisser très rapidement l'histoire de sa formation territoriale, et de donner quelques renseignements sur sa situation économique actuelle. La survivance de certaines particularités de son système fiscal apparaîtra ainsi plus facilement.

§ I. — *Formation historique et territoriale de la Bulgarie*

Asservis depuis le ^{xiv}^e siècle, les Bulgares, malgré des révoltes sanglantes, n'avaient pu se libérer du joug turc. En 1877, soutenus par la Russie qui espérait grouper un jour autour d'elle tous les Slaves, les paysans bulgares se soulevèrent. Les Turcs vaincus, la paix fut signée à San Stephano le 3 mars de l'année suivante.

« La Principauté de Bulgarie, soumise vaguement à la
« suzeraineté ottomane, s'étendait de la Mer Noire aux
« monts d'Albanie, du Danube à la mer Égée. Elle
« englobait à peu près toute la Macédoine et ne laissait
« aux Turcs en Europe que Salonique, la presque île de
« Chalcidique, la province d'Andrinople et Stamboul.
« L'empire de Siméon-le-Grand était reconstitué (1). »

Les Puissances occidentales ne virent pas sans appréhension un pareil accroissement de l'influence russe dans les Balkans. Bismarck, pour sauvegarder les intérêts de l'Autriche-Hongrie qu'il considérait comme l'avant-garde de la colonisation germanique en Orient, convoqua un congrès des principales Puissances qui s'ouvrit sous sa présidence à Berlin, le 13 juin 1878, et dont les travaux aboutirent au Traité du 13 juillet suivant.

« La Bulgarie était morcelée en trois tronçons. Le
« premier, la Macédoine, était remis au Sultan. Le
« deuxième, la Thrace septentrionale, limitée par le
« Rhodope, le Balkan, la vallée de l'Arda et la province
« d'Andrinople, devait former, sous la dénomination
« peu logique de Roumélie Orientale, une province jouis-

(1) R. P. Guérin Songeon, *Histoire de la Bulgarie* 1914, page 300.

« sant de l'autonomie administrative et soumise à un
« gouverneur chrétien nommé pour 5 ans par la Porte.
« Le troisième ou Principauté proprement dite, resserré
« entre le Danube et le Balkan, diminué des territoires
« de Nich, Pirot et de la Dobroudja (1), avait l'auto-
« nomie politique mais demeurait tributaire de la
« Turquie (2). »

La Roumélie Orientale et la Principauté de Bulgarie devaient bientôt se réunir. En 1885, une bande de paysans proclama à Philippopoli l'union des deux Bulgaries. Le prince de Battemberg, gérant de la Principauté, se déclara à Tirnovo : « Prince de la Bulgarie du Nord et du Sud ». Les Serbes envahirent la Bulgarie, remportèrent quelques succès mais furent battus à Slivnitza. Une paix imposée par les Puissances fut conclue à Bucarest le 3 mars 1886 et reconnut l'union des deux Provinces.

La Bulgarie demeurait toujours vassale de la Turquie. Divers incidents, la pression de la population et aussi son ambition, amenèrent en 1908 le Prince Ferdinand à proclamer à Tirnovo l'indépendance de la Bulgarie (5 octobre 1908). La complicité de l'Autriche qui s'annexait à pareille époque la Bosnie et l'Herzégovine était certaine (3). Il y eut quelque émotion en Europe, mais des sacrifices pécuniaires et l'habileté politique du Roi Ferdinand empêchèrent la naissance des conflits possibles et apaisèrent les esprits. La Bulgarie était dès lors définitivement constituée en royaume indépendant.

(1) Partie Nord de la Dobroudja.

(2) R. P. Guérin Songeon, *op. cit.*, page 300.

(3) Revue de France. Juin 1921. Philippe Crozier : L'Autriche et l'avant-guerre.

En 1912, pour délivrer la Macédoine et la Thrace encore sous le joug, la Serbie, la Roumanie, la Grèce, le Monténégro et la Bulgarie réunis, déclarèrent la guerre à la Turquie, la vainquirent et lui imposèrent la paix de Londres. Des dissensions longtemps dissimulées éclatèrent chez les vainqueurs. Seule contre ses anciens alliés, la Bulgarie fut contrainte à déposer les armes et à conclure la paix à Bucarest. La Bulgarie abandonnait la Dobroudja (1) à la Roumanie mais recevait au Sud des territoires pris à la Turquie qui lui donnaient un accès à la mer Égée (2). En 1915, le traité de Constantinople signé avec la Turquie améliorait ce débouché (3).

Enfin dans la guerre européenne, la Bulgarie se rangea aux côtés des Puissances centrales. Le Traité de Neuilly signé le 29 novembre 1919 lui a enlevé divers territoires. Elle a cédé à la Serbie partie des territoires de Vidin-Koula, Tsaribrod, Trin, Bocilegrade (4) et à la Grèce, partie des régions de Pachmakli, Pétrich, Stroumitza (5).

(1) 7.525 kilomètres carrés avec 290.000 habitants (*Bulletin statistique du Royaume de Bulgarie*).

(2) Thrace et Macédoine Orientale 25.257 kilomètres carrés avec 660.000 habitants.

(3) La Bulgarie acquérait (régions de Demotica, Soflou, Orta Keuy) 2.100 kilomètres carrés avec 58.000 habitants.

(4) 1.554 kilomètres carrés. — 62.130 habitants environ.

(5) 9.298 kilomètres carrés. — 265.000 habitants environ.

L'article 48 du Traité de Neuilly stipule que : « Les Principales Puissances alliées et associées s'engagent à ce que la liberté des débouchés économiques de la Bulgarie sur la mer Égée soit garantie. Les conditions de cette garantie seront fixées ultérieurement. »

Cette issue sur la mer est considérée comme une nécessité vitale par la Bulgarie resserrée entre des voisins puissants et la Mer Noire. Cette question, qui n'a pas encore été tranchée, fait l'objet des plus vives réclamations du peuple bulgare contre le Traité de Neuilly.

Ces modifications territoriales ont eu leur répercussion sur l'économie et sur les finances de la Bulgarie. Les gouvernements se sont bornés à soumettre les nouveaux territoires acquis, aux lois fiscales en vigueur dans le royaume et les répartitions d'impôts n'ont pas été modifiées. Les inégalités et les difficultés apportées par ce régime, qui devait être provisoire, se sont avec le temps montrées de plus en plus grandes. Nous verrons au cours de cette étude les réformes qui ont été récemment accomplies en vue d'un remaniement financier, tant pour apporter plus de justice entre les contribuables des divers départements bulgares, que pour donner satisfaction à certaines conceptions politiques qui se sont fait jour.

Le tableau ci-dessous montrera l'importance des modifications territoriales de la Bulgarie depuis son érection en principauté.

Années	Territoire kilomq.	Population
1880	63 .972	2 .007 .919 (1)
1886 (après annexion de la Roumélie) ..	96 .345	3 .087 .474 (1)
1910	»	4 .337 .513 (2)
Fin 1913 (après le Traité de Bucarest)	114 .077	4 .894 .000 (2)
Fin 1915	116 .177	5 .095 .700 (2)
1920 (après le Traité de Neuilly)	105 .323	4 .861 .439 (2)

(1) Kiril G. Popoff. *La Bulgarie économique 1879-1911. Études statistiques.* Traduction française Sophia 1920, pages 4 et 5.

(2) *Bulletin statistique de la Direction de la Statistique du royaume de Bulgarie*, n° 5, mai 1921. La population dans le royaumed'après le recensement du 31 décembre 1920.

§ 2. — *Economie de la Bulgarie*

Le dernier recensement du royaume de Bulgarie a eu lieu le 31 décembre 1920. Il accuse une population de : 4.861.439 habitants sur un territoire de 105.323 kilomètres carrés. La densité moyenne atteint donc 46,2 habitants par kilomètre carré. La population s'accroît très rapidement. Malgré les guerres continuelles, le taux moyen annuel de 1887 à 1920 s'établit au chiffre de 1,30 %.

La Bulgarie est avant tout un pays agricole. Sur 4.860.000 habitants, 20 % ou 970.000 environ ont été recensés dans les villes et 3.890.000 ou 80 % dans les villages. Il faut remarquer qu'une grande partie des habitants des villes s'occupent exclusivement de travaux agricoles (1).

C'est aussi un pays de petite propriété. Le tableau ci-dessous fera voir la répartition de la terre d'après le recensement de 1908 (2).

Propriétés, hectares	Nombre	%
0,5	180.304	19,3
0,5 à 1	113.446	12,2
1 à 2	131.148	14,1
<i>A reporter</i> : 424,898		45,6

(1) Voici la répartition des villes en Bulgarie :

	Nombre
Jusqu'à 10.000 habitants	51
de 10.000 — à 20.000	15
de 20.000 — à 50.000	6
de 50.000 — à 100.000	2
plus de 100.000 —	1
TOTAL	75

(2) Kiril G. Popoff, *op. cit.*, page 95.

Propriétés, hectares	Nombre	%
<i>Report</i> :	424.898	45,6
2 à 3	86.500	9,3
3 à 4	68.343	7,5
4 à 5	57.772	6,2
5 à 7,5	106.598	11,4
7,5 à 10	67.512	7,2
10 à 15	67.610	7,2
15 à 20	26.718	2,9
20 à 30	17.304	1,9
30 à 40	5.017	0,5
40 à 50	1.933	0,2
50 à 100	2.223	0,2
100 à 200	592	0,06
200 à 300	154	0,02
300 à 500	99	0,01
500 et au-dessus.....	91	0,01
Total	933.367	100,0

Il est permis de penser que pendant la période 1908-1920, la répartition des terres n'a pas dû sensiblement se modifier. M. Popoff remarquait que dans la période précédente (1897 à 1908) le rapport entre le nombre des propriétés de diverses étendues n'avait presque pas varié et que c'était à peine si l'on remarquait une légère tendance à un plus grand accroissement des petites propriétés, c'est-à-dire un plus grand parcellement.

Depuis l'arrivée au pouvoir du parti agrarien en 1919, tous les efforts semblent être faits pour restreindre encore l'étendue de la propriété. Une loi publiée au

Journal Officiel du Royaume le 12 mai 1921, a limité en principe la propriété foncière, à l'étendue que peut exploiter un agriculteur par son travail ou par celui des membres de sa famille. Le droit à la « propriété foncière basée sur le travail », lorsque la terre est cultivée par le propriétaire lui-même, a été limité à 30 hectares ou à 10 hectares, suivant que celui-ci est chef de famille ou célibataire. Ce droit a été restreint à 4 hectares lorsque le propriétaire n'exploite pas lui-même.

Il ne rentre pas dans le cadre de cette étude de rechercher si l'accroissement des richesses de la Bulgarie est facilité par ce régime de propriété parcellaire. Bien que les coopératives agricoles soient très nombreuses et que des banques aient été créées pour venir en aide aux cultivateurs, il ne semble pas que l'augmentation de la production agricole corresponde aux progrès possibles. Le but poursuivi par cette mesure est avant tout d'ordre politique.

Les principales richesses de la Bulgarie résident dans la production agricole et l'élevage. Les céréales représentent en valeur plus de 70 % de la production agricole totale. On peut évaluer à plus de 17 milliards de leva, sur la base des prix du marché bulgare au 1^{er} janvier 1922 (1), la valeur de la production des céréales (grains et paille). Cette estimation n'est d'ailleurs donnée qu'à titre d'indication et ne peut être retenue comme rigoureusement exacte.

(1) Au 1^{er} janvier 1922, les cours de la Bourse de Sophia étaient les suivants : Dollars : 141 leva. — 100 francs français : 1145 leva. — Livre Sterling : 600 leva.

Dans ce pays de culture extensive, l'élevage des buffles, des bœufs, moutons, chèvres et porcs est très prospère.

L'industrie est encore à l'état rudimentaire. L'industrie domestique ne sert qu'aux besoins de la famille. Les corps de métiers sont très peu développés (1). Quant à la grande industrie, elle a pris naissance entre 1887 et 1900. D'après des renseignements remontant à 1911, il existait en Bulgarie 345 établissements industriels avec une production annuelle de 122 millions 5 leva (2).

Avec M. Popoff, « on peut admettre que les capitaux mobilisés dans l'industrie atteignaient en 1911 les chiffres suivants (3). »

	Capital millions de leva	Production annuelle millions de leva
1 ^o Industrie domestique	—	120 — 130
2 ^o Métiers	20	200 — 250
3 ^o Grande Industrie	91	121
Total	111	441 — 501

Les renseignements pour le commerce intérieur sont très insuffisants : « la plus grande quantité des objets « consommés par la population reste en dehors du « commerce. Les producteurs consomment eux-mêmes

(1) Kiril G. Popoff, *op. cit.*, page 314.

(2) Kiril G. Popoff, *op. cit.*, page 328.

(3) Kiril G. Popoff, *op. cit.*, page 292.

En 1911, le leva était à peu près au pair du franc or.

« la majeure partie de leurs produits, sans que ceux-ci
« fassent l'objet d'un échange quelconque. »

« La grande masse de la population rurale consomme
« des céréales et autres aliments qu'elle produit elle-
« même et emploie des vêtements et des ustensiles qu'elle
« confectionne avec ses propres matières premières. »

« On peut admettre que la moitié de la population
« bulgare vit, s'habille, nourrit son bétail et satisfait
« aux besoins de son ménage avec ses propres pro-
« duits (1). »

En dehors de cette consommation, M. Popoff estime
« avec une grande marge d'exactitude que le commerce
de la Bulgarie n'a pas été inférieur en 1911 à
3.000.000.000 de leva avec une moyenne de 682 leva
par habitant ».

Enfin le commerce extérieur a atteint en 1911 un
montant total de 383.979.000, comprenant 184.634.000
leva pour les exportations et 199.345.000 leva pour les
importations. Pour l'année 1911, les produits agricoles
ont constitué les 4/5 de l'exportation totale.

Les renseignements préliminaires pour 1920 indiquent
pour les exportations une valeur de 1.642.998.900 leva
et pour les importations un montant de 2.213.830.000
leva (2). Les exportations des produits agricoles for-
maient la plus grande partie : tabac 835 millions,
céréales 525 millions, peaux 134 millions, fruits et

(1) Kiril G. Popoff, *op. cit.*, page 398.

(2) Bulletin statistique mensuel n° 6, juin 1921. Ces chiffres
ont été déterminés d'après le taux moyen du marché. En 1920
le cours du franc français a oscillé à la Bourse de Sofia entre
4 et 5 leva 20.

légumes 80 millions de leva etc...

La production agricole constitue donc la source principale des richesses de la Bulgarie. Le rapide exposé qui précède permettra de donner à chacun des impôts étudiés ci-après, sa place exacte dans l'économie financière du pays. Nous aurons l'occasion de remarquer que la législation fiscale semble souvent dictée par des considérations purement théoriques ou par les intérêts du parti au pouvoir.

La législation des impôts directs, importante dans les finances de tous les pays, devient capitale en Bulgarie. Tandis que les impôts directs atteignent, malgré des phénomènes de répercussion inévitables, les classes de la population auxquelles ils sont destinés, les taxes et impôts de consommation, qui prennent dans ce pays un développement considérable, laissent la population agricole à peu près indifférente. Le paysan bulgare, comme nous l'avons déjà mentionné, subvient à tous ses besoins et à ceux de sa famille au moyen de ses propres produits. Il n'achète, dit-on, que le sel nécessaire à sa consommation.

Au moment de son érection en Principauté, la Bulgarie s'attacha à conserver le système d'imposition turc, tout en tentant d'y apporter les modifications indispensables. En 1894-1895 une grande réforme fiscale s'opéra. Elle formait encore jusqu'aux dernières années la base de la législation en vigueur. Cependant avec l'arrivée au pouvoir du parti agrarien, des modifications profondes ont été introduites, qui marquent une orientation nouvelle de la politique financière.

Nous aurons donc à étudier successivement :

1^o Le régime des impôts directs en Bulgarie au moment de sa libération et les modifications qui y furent apportées de 1880 à 1894.

2^o La grande réforme fiscale de 1894-1895 et les impôts directs en vigueur jusqu'à ces dernières années.

3^o Enfin les nouveaux impôts qui ont été introduits depuis 1919.

Nous essaierons ensuite de voir les améliorations qui pourraient être apportées à certains impôts particulièrement importants, et de déterminer, dans notre conclusion, l'esprit et l'orientation de la nouvelle législation bulgare.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LE RÉGIME DES IMPÔTS EN BULGARIE AVANT LA LIBÉRATION

Il est extrêmement difficile de faire une classification des différents impôts perçus avant 1880 en Turquie. Le système d'imposition présente en effet un mélange inextricable d'impôts directs, impôts indirects, redevances, monopoles, tributs payés par les États vassaux, etc... En se basant cependant sur le caractère particulier de chacun d'eux et surtout en considérant les impôts auxquels ils ont donné naissance, on a pu présenter la classification suivante : (1)

A. — *Impôts directs* :

1^o Dîme (Oschour).

2^o Verguie (*a*) Impôt immobilier sur la valeur de
tous les biens immeubles (Emliak).

(*b*) Impôt sur le revenu (Temetouat).

(*c*) Impôt sur le loyer (Idjar).

3^o Impôt sur { *a*) Sur les brebis (Beglik).

le bétail. (*b*) Sur les porcs (Sertchim).

4^o Impôt militaire (Bedel Askérie).

(1) Voir Ivan K Drennkoff. Die Steuerverhältnisse Bulgariens. Halle a/S. 1900.

B. — *Impôts indirects* :

1^o Douanes.

2^o Accise sur le vin.

C. — *Impôt du timbre*.

D. — *Monopoles* :

a) Monopole sur le sel.

b) Monopole sur la poudre à canon.

c) Monopole sur le tabac.

Le Trésor Public jouissait en outre d'autres revenus : revenus du domaine, redevances, droits régaliens, etc...

§ 1. — *La Dîme* (Oschour)

L'origine de la Dîme est très ancienne. Primitivement imposée par les Seigneurs à tous leurs vassaux, elle fut bientôt perçue au profit de l'État. Il est toutefois à peu près impossible de fixer l'époque où cette transformation eut lieu.

Cet impôt, en principe perçu en nature et fixé au 1/10 de tous les produits du sol, portait notamment sur les céréales, le tabac, le vin, le coton, l'huile, la soie, etc... En pratique son taux variait fréquemment. C'était la source la plus importante des recettes publiques et lorsque la situation financière l'exigeait, le taux en était augmenté. Il fut même porté par voie législative à 15 % lorsque l'État turc renonça à son droit d'hérédité, en vertu duquel tous les biens des sujets ottomans, à défaut d'héritiers directs, lui faisaient retour. Aucune déduction d'impôt n'était accordée pour les charges de famille ou pour les frais de la production. L'égalité entre les contribuables n'était pas même envisagée. Au

moment de la libération de la Bulgarie, la dîme était fixée à 10 % du produit brut.

La perception de la dîme subit au cours des temps de grandes modifications. Perçue primitivement par l'Administration de l'État, ensuite par les Associations communales (1), elle fut enfin affermée à des particuliers.

La perception de la dîme par l'État donna des résultats déplorables. Les fonctionnaires ne possédaient ni les capacités ni la compétence suffisantes. Leur corruption érigée en principe et leur immoralité complète formaient un obstacle à la perception d'un impôt en nature quelqu'il soit. Rien ne rentra dans les caisses de l'État malgré la pression très dure exercée sur la population.

Des réformes furent apportées. La dîme devint un impôt de répartition converti en argent sous la direction des associations communales. Des contingents furent fixés successivement pour les gouvernements, les provinces, les départements et les communes, par les fonctionnaires des administrations supérieures. Les inconvénients qui existaient lors de la perception de la dîme en nature par l'État se retrouvèrent. D'autres apparurent. « La justice fut aussi fortement violée qu'elle peut l'être en Orient (2). » Les charges entre les provinces comportaient des inégalités et les injustices se répercutaient plus lourdement aux échelons inférieurs. Les Rajahs, nom donné par injure aux sujets turcs « non

(1) La Bulgarie formait sous le régime ottoman le Villayet du Danube et était gouvernée comme les autres provinces turques. Administrativement le villayet était divisé en Sandjaks et en Nahiés. Toutefois la commune a toujours joui d'une certaine indépendance vis-à-vis du pouvoir central.

(2) Ivan Drennkoff, *op. cit.*

croyants », étaient en butte à toutes les persécutions possibles. L'administration se trouva bientôt devant une difficulté insurmontable. L'impôt devait être converti en argent. C'était chose impossible dans les conditions économiques et sociales de la Turquie d'alors ; l'économie du troc était encore seule pratiquée ; l'argent n'avait en aucune manière le caractère d'un instrument d'échange. Les lamentables résultats obtenus conduisirent à l'abandon d'un pareil système, on fut obligé d'en revenir à la perception en nature, mais par un mode nouveau, celui de la ferme.

Diverses raisons semblent avoir déterminé l'adoption du nouveau régime. L'État allait se trouver débarrassé des opérations de perception. La rentrée d'une somme fixe dans ses caisses était assurée. Enfin de grosses économies pourraient être faites sur les traitements et gratifications des fonctionnaires chargés du recouvrement. Il est vraisemblable qu'en Orient, ces arguments aient pu sembler déterminants.

La perception de l'impôt devint donc une entreprise commerciale. Moyennant le paiement d'une certaine somme, les fermiers acquéraient la concession de la dîme, d'ordinaire pour une province. C'étaient habituellement des étrangers, grecs, arméniens, juifs, qui à leur tour abandonnaient leur droit à des sous fermiers. Leur bénéfice était rarement inférieur à 50 % et les gains se répercutaient au fur et à mesure des concessions successives. Les autorités turques d'ailleurs, moyennant l'honnête rétribution d'usage dans le pays, accordaient tout leur appui aux fermiers et entrepreneurs, et le taux légal se trouvait largement dépassé. Quelles que

fussent les récoltes, bonnes ou mauvaises, le bénéfice des traitants était toujours considérable. Il ne rentrait guère dans les caisses de l'État que le tiers ou le quart de ce qui était perçu sur le contribuable.

Malgré toute la pression exercée, les contribuables n'arrivaient pas toujours à se libérer de l'impôt qui leur était fixé. La loi prévoyait qu'en ce cas les arriérés porteraient intérêts au profit des fermiers. Une vaste opération d'usure s'organisa. Les entrepreneurs protégés par la loi réduisirent de plus en plus les paysans à l'esclavage.

Ce mode de perception de la dîme contribua certainement à maintenir l'agriculture en Turquie et dans les États vassaux assujettis par elle, dans un état de stagnation et même de régression lamentable. Quoique la terre en grande partie fût extrêmement fertile, aucun progrès ne fut accompli. L'objet de la dîme, son mode d'imposition, les conditions déplorables dans lesquelles était effectuée sa perception, décourageaient tous les efforts. L'unique ambition du cultivateur se réduisait à obtenir sa propre subsistance avec le minimum de frais et le minimum de travail. Toute la population agricole languit dès lors dans la misère sans faire aucun effort pour en sortir.

Si les chants populaires dénotent souvent — surtout chez les peuples de civilisation peu avancée comme les Turcs — l'état d'esprit général, on peut affirmer sans crainte que la misère était due en grande partie aux « exactions des traitants ». « On y rencontre souvent l'expression de la douleur la plus profonde, des exemples de la ruine des familles, dans lesquels les

« fermiers odieux forment le point de départ de l'ac-
« tion (1). »

Le système de la Ferme, malgré sa cruauté, fut cependant le plus fructueux pour l'État. Il subsiste encore de nos jours dans certaines provinces de la Turquie.

§ 2. — *La verguie*

La verguie apportait après la dîme les ressources les plus importantes au Trésor turc. Elle consistait dans la combinaison de trois impôts différents : un impôt immobilier (Emliak), un impôt sur le loyer (Idjar), un impôt sur le revenu (Temetouat).

L'Emliak était calculé sur la valeur de tous les immeubles bâtis ou non bâtis, soumis ou non à la dîme. L'Idjar portait sur la valeur du loyer de tous les immeubles bâtis ou non bâtis, ou du montant de la ferme. Une imposition multiple frappait donc les propriétés déjà soumises à la dîme. Les conditions économiques étaient à l'époque assez informes pour que cet inconvénient soit considéré comme négligeable. Le taux de l'Emliak et de l'Idjar variait assez fréquemment. Au moment de la libération de la Bulgarie, le premier était fixé à 4 pour mille de la valeur des immeubles, et le second à 4 pour mille de la valeur du loyer.

Par le Temetouat, les revenus de toute sorte étaient frappés d'un impôt de 3 pour cent. Les paysans y étaient toujours soumis. Des taux spéciaux avaient été fixés pour certaines classes de la population. Les journa-

(1) Ivan K. Drennkoff, *op. cit.*, page 8. La plupart des renseignements concernant la dîme et son mode de perception ont été puisés dans le livre de Ivan Drennkoff.

liers étaient taxés à 6 francs par an, les artisans de 16 à 32 francs, d'autres suivant la répartition de leur revenu ; les fonctionnaires de l'État devaient abandonner le cinquième de leur traitement. Cependant les établissements religieux musulmans et ceux fondés dans un but de bienfaisance en étaient exemptés.

L'estimation des biens soumis à ces impôts était faite par des commissions. Ce mode de détermination est encore appliqué actuellement en Bulgarie pour les impôts en vigueur. Elles étaient composées de fonctionnaires d'État, de contribuables notables et d'ecclésiastiques. Leurs séances étaient publiques. La justice n'y était cependant pas respectée. Formées en majeure partie de personnes appartenant aux classes les plus riches de la population, ces commissions s'exonéraient partiellement et frappaient très lourdement les classes moins aisées.

L'impôt était ainsi fixé pour six années. Les résultats obtenus ne furent pas brillants. Le temetouat donna en particulier des recettes insignifiantes. Le pays n'avait pas encore atteint un degré de développement suffisant pour qu'un impôt sur le revenu pût être équitablement perçu. L'injustice régnait en maître et la plus grande partie des recettes du temetouat était fournie par les classes les plus pauvres de la population. De nombreuses modifications furent tentées. Aucune d'elles ne donna de résultats satisfaisants.

§ 3. — *L'impôt sur les brebis (Beglik)*
et l'impôt sur les porcs (Sertchim)

L'impôt du beglik et l'impôt du sertchim frappaient, le premier les chèvres et les moutons, le second les

porcs. Ils étaient à l'origine perçus en nature. Le fisc prélevait à la manière de la dîme, un mouton ou une chèvre sur 10, un porc sur 10 (1). Les difficultés de perception firent ensuite convertir cet impôt en argent. La valeur totale des chèvres, des moutons et des brebis, et celle des porcs furent calculées en argent dans toute la Turquie. Le contingent à percevoir au titre du beglik et du sertchim fut fixé au dixième de chacune de ces sommes. La répartition de l'impôt eut lieu entre les provinces, les départements et les communes. Cette réforme amenait l'injustice. La valeur des brebis et des porcs était très différente suivant les provinces. Dans la répartition de l'impôt on n'avait nullement tenu compte de ce fait, il arrivait fréquemment que certaines contrées se trouvaient soumises à une charge au-dessus de leurs forces.

Plus tard l'impôt fut converti en une taxe fixe. Le taux fut fixé de 0,60 à 1 leva pour les moutons suivant les départements et 1 leva pour les chèvres. Les porcs furent frappés de 1 à 2 leva par tête. C'est sous cette dernière forme d'impôt de quotité que l'on retrouve actuellement, en Bulgarie, l'impôt du beglik.

§ 4. — *L'impôt militaire (Bedel Askérie)*

A ces impôts caractéristiques du système turc, s'ajoutait encore un impôt direct perçu sur tous les sujets non mahométans. Son origine se trouve dans le fait suivant : Seuls les Turcs « croyants » mahométans pouvaient être admis dans l'armée, les Turcs chrétiens

(1) Dans certains départements le gros bétail était soumis à la dîme.

ne l'étaient pas ; comme compensation ces derniers devaient payer l'impôt militaire ou Bedel Askérie.

Cet impôt était à l'origine un impôt de répartition. Le montant en était fixé par le Gouvernement, puis réparti par ses soins entre les provinces, et par les gouverneurs entre les diverses communautés religieuses. On tenait parfois compte de certains indices, comme l'âge ou la fortune de celui qui y était astreint.

Le Bedel Askérie fut ensuite converti en une taxe fixe de 6 leva par homme. Y étaient soumis tous les Turcs non mahométans, de sexe masculin, âgés de 15 à 60 ans. Plus tard l'âge minimum fut abaissé à 10 ans. Les nécessités fiscales obligèrent finalement le Trésor à imposer tous les enfants mâles sans distinction d'âge.

La Turquie s'étant engagée en 1856 par le Traité de Paris à établir l'égalité de tous ses habitants devant l'impôt. Cette prescription resta lettre morte et l'impôt militaire continua à être perçu en Bulgarie sur tous les sujets chrétiens jusqu'à la libération.

Tels étaient les impôts directs en Turquie en 1878. Parmi les impôts indirects, il faut encore mentionner le charab-gumruk, devenu plus tard l'accise sur le vin. Cet impôt était perçu sur la récolte du vin : 20 pour cent du produit brut étaient prélevés, à l'époque de la récolte, au profit du Trésor. Par exception aux principes suivis dans le régime turc, la quantité de vin destinée à la consommation du vigneron et à celle de sa famille était exonérée du prélèvement. Il existait donc une étroite parenté entre le charab-gumruk, la dîme, et tous les impôts portant sur les produits du sol. Dans l'époque

qui suivit la libération, cette accise sur le vin fut remplacée, en Bulgarie, par un impôt foncier particulier créé en 1881.

Il est à peine besoin de signaler que tous les impôts étudiés portaient sur le produit brut, et que seul le point de vue fiscal était considéré. Les besoins du Trésor turc étaient en effet très grands. Il ne venait à l'idée de personne que l'Etat en matière fiscale, pût se préoccuper de la justice ou du développement du pays.

Le tableau ci-après donnera une idée de l'importance relative des sources de revenus en Turquie. Il indique les recettes de l'État en 1875, un an avant la guerre Russo-turque.

A. — *Impôts directs*

		Livres turques
1 ^o Dîme		7.954.545
2 ^o Verguie {	Impôt sur le revenu Teme- touat	681.820
	Impôt immo- bilier Emliak {	2.963.370
	Impôt sur le loyer Idjar. .	
3 ^o Beglik et Sertchim		1.977.270
4 ^o Accise sur le vin (Charab-gumruk) ...		227.270
5 ^o Impôt militaire		757.170
Ensemble des impôts directs		14.561.445

B. — *Impôts indirects*

1 ^o Douanes	1.886.365
------------------------------	-----------

C. — *Monopole du tabac*

1.363.635

D. — *Timbres et taxes*

1 ^o Impôt du timbre	454.545
2 ^o Taxes pour la collation des titres	681.820
3 ^o Recettes diverses	618.150

E. — *Droits régaliens et domaines de l'Etat*

Ensemble 2.164.203

F. — *Tributs (1)*

742.485

Ensemble des recettes (2) :

Livres turques 22.522.760

= Francs 511.267.000

Un coup d'œil jeté sur ce tableau montre que les recettes des impôts directs seuls, en y comprenant l'accise sur le vin, produisaient plus de la moitié de toutes les recettes de l'État. La dîme fournissait à elle seule plus de la moitié des recettes des impôts directs et plus du tiers des recettes du budget total. Dès lors, l'importance de la dîme apparaît et il est certain que si toutes les sommes perçues à ce titre étaient rentrées dans les caisses de l'État, elles auraient suffi et au-delà à les remplir (3).

On peut également remarquer que les recettes des impôts directs sont en très grande partie fournies par des impôts sur la production. Le total des sommes perçues au

(1) Payés à la Turquie par les états tributaires.

(2) Ce tableau est emprunté à l'ouvrage de M. Drennkoff.

(3) Ivan K. Drennkoff, *op. cit.*

titre de la dîme, de l'emliak, du temetouat, de l'accise sur le vin, du beglik et du sertchim se monte en effet à 13.804.275 livres turques et forme plus de la moitié des recettes totales de l'État. Le seul impôt personnel, l'impôt militaire, ne rapporte que 157.170 livres turques (1).

Enfin si l'on recherche le chiffre d'impôt payé par tête d'habitant, la population atteignant 22 à 23 millions d'habitants, on trouve que cette charge se montait à une livre turque ou 25 francs environ. A première vue cette charge ne paraît pas exagérée. Les impôts payés à la même époque dans les pays de l'Europe Occidentale étaient en effet incomparablement plus élevés. Mais il ne faut pas oublier dans cette comparaison, que la presque totalité de ces impôts pesait presque exclusivement sur la terre et ses produits, et que la répartition était très inégale. Il faut également mentionner que les rajahs étaient cruellement opprimés tandis que toutes les faveurs du Gouvernement étaient réservées aux seuls croyants (1).

Tel était le régime des impôts en Turquie au moment de la libération de la Bulgarie. L'organisation des finances de la jeune principauté constituait un lourd problème, et cette œuvre était d'autant plus difficile qu'aucun renseignement précis n'existait, ni sur la richesse du pays, ni même sur le chiffre de la population.

(1) Ivan K. Drennkoff, *op. cit.*

CHAPITRE DEUXIÈME

LES IMPOTS DIRECTS EN BULGARIE DEPUIS LA LIBÉRATION JUSQU'A LA RÉFORME DE 1894-1895

L'Œuvre de la Commission Russo-Bulgare

L'administration de la principauté avait été confiée, pendant l'occupation du pays par les troupes russes et les négociations du Traité de Berlin, au Prince Dondoukoff, Commissaire Impérial Russe. Les pleins pouvoirs qu'il avait reçus à cet effet, devaient subsister jusqu'à la promulgation d'un règlement organique. L'œuvre la plus importante et la plus urgente à entreprendre consistait dans la réorganisation des finances. Le Traité de Berlin imposait en effet à la Bulgarie des charges assez lourdes. Elle avait à rembourser à la Russie la dette d'occupation, représentant les sommes que celle-ci avait avancées pour la guerre de libération (1).

Une Commission, formée en majorité de professeurs et de fonctionnaires russes et bulgares, fut chargée d'élaborer un système fiscal. Les impôts en vigueur sous

(1) Dr. W. K. Weiss-Bartenstein. (Bulgariens Volkswirtschaft une ihre Entwicklungsmöglichkeiten). Berlin 1918 p. 437. Cette dette se montait à 10.618.250 roubles = 26.446.639 francs. Elle ne fut totalement éteinte qu'en 1902.

La Bulgarie est encore débitrice à l'heure actuelle envers la Russie d'une partie de la dette de la Roumélie Orientale. Au 31 décembre 1914, celle-ci se montait à 25.294.276 francs (Exposé de M. Marco Turlakoff, Ministre des Finances du 23 février 1922 page 27).

le régime turc n'étaient pas facilement modifiables à cause de leur caractère spécial. La Commission se trouvait donc devant l'alternative suivante : Devait-elle conserver les formes d'imposition existant déjà et faire recouvrer pour le compte de la Principauté les sommes antérieurement perçues par le Trésor turc, ou au contraire, devait-elle inaugurer un régime nouveau et rénover entièrement la législation fiscale ? Cette dernière solution était pratiquement difficile à réaliser. Aucun renseignement, aucune statistique ne facilitaient la tâche. L'élaboration du nouveau système aurait dû être faite sans bases sûres et appuyée uniquement sur des conceptions théoriques. Les résultats en eussent peut-être été lamentables.

La mission des Délégués était rendue plus difficile pour plusieurs motifs. L'administration turque avait complètement cessé de percevoir les impôts dès le 6/18 juillet 1877 (1). Il est impossible d'obtenir des renseignements un peu précis en cette matière pendant toute cette période, jusqu'au règlement provisoire. Les documents officiels font défaut. Déjà pendant la guerre de libération, la perception des impôts avait eu lieu d'une manière tout à fait arbitraire, tantôt en nature, tantôt en argent, suivant les besoins. La plupart des contributions étaient versées en nature volontairement et servaient à la nourriture et à l'entretien de l'armée. Les territoires

(1) En Orient, le calendrier Julien est encore en usage. Il se trouve de 13 jours en retard sur le calendrier grégorien. Ce dernier n'a été adopté qu'en 1915 par la Bulgarie. Lorsqu'au cours de cette étude deux dates sont données pour un même fait, la première représente celle du calendrier grégorien, la seconde celle du calendrier Julien.

où la guerre avait été portée étaient incultes ou complètement dévastés. Les moissons avaient été incendiées, les villes et les villages brûlés pendant la retraite des Turcs. Le nombre du bétail avait considérablement diminué. Toutes les ressources du pays avaient été exploitées tour à tour par les armées russo-bulgares et turques.

La plupart des Turcs — qui formaient la classe la plus riche et partant la plus imposable — s'étaient expatriés, emportant avec eux le plus clair de leurs ressources. Quelques années après la guerre cependant, beaucoup d'entre eux réintégrèrent la Bulgarie et demandèrent à rentrer en possession de leurs propriétés ; de nombreux procès intentés à cette époque n'ont pas encore reçu de solution (1).

La Commission nommée par le Prince Dondoukoff s'attacha à conserver le système d'impôts turcs, tout en y apportant les modifications indispensables. Des administrations départementales et des administrations communales, chargées de la perception et de la répartition des impôts, furent créées. La détermination de la superficie, du produit de la valeur des immeubles bâtis et non bâtis et la fixation de l'impôt sur le revenu, furent confiées aux administrations communales.

Le système de la ferme fut aboli. Afin d'éviter les iniquités que comportait le régime turc, la perception de la dîme fut confiée aux administrations communales.

Le service militaire obligatoire fut décrété pour tous les citoyens en âge de porter les armes. Par suite l'impôt militaire fut aboli. Les monopoles du sel, du tabac et de

(1) Ivan K. Drennkoff, *op. cit.*, page 27.

la poudre à canon furent écartés. Par contre furent introduits : l'impôt sur la banderole du tabac, les accises sur l'alcool, le tabac, les boissons spiritueuses, les licences de vente et de fabrication pour ces mêmes articles. Toutes ces impositions existent encore actuellement en Bulgarie.

Du système turc furent conservés : la dîme, la verguie et l'impôt sur le bétail. Ces impositions formèrent la base du nouveau régime fiscal bulgare.

La constitution bulgare, œuvre de l'Assemblée des notables réunie à Tirnovo, fut votée le 16/28 avril 1879. Modifiée partiellement en 1881, en 1893 et en 1911, elle régit encore actuellement la Bulgarie. Le pouvoir législatif appartenait conjointement au Prince et à l'assemblée unique ou Sobranié, dont les députés étaient élus pour cinq ans au suffrage universel et direct. Le pouvoir exécutif était confié au Prince.

La constitution établissait pour tous les sujets de la Principauté l'obligation de payer l'impôt. Le budget devait être voté annuellement par le Sobranié. En outre, il était décidé « qu'aucun impôt, aucune taxe ne pouvaient être créés ou supprimés, augmentés ou diminués que par un vote de l'Assemblée nationale. »

MODIFICATIONS APPORTÉES AUX IMPOTS DIRECTS DEPUIS L'AFFRANCHISSEMENT JUSQU'A LA RÉFORME DE 1894-1895

La Commission nommée par le Prince Dondoukoff avait dû se borner à introduire dans le système fiscal légué par la Turquie, les améliorations indispensables

à la perception des anciens impôts dans la Principauté. Elle avait supprimé les contributions qui, comme l'impôt militaire, ne frappaient que certaines classes de la population et qui par là même étaient odieuses. Elle avait renoncé à élaborer un nouveau régime financier. Le défaut de statistiques et de renseignements sûrs, l'absence de fonctionnaires compétents, rendaient en effet impossible la refonte totale des contributions. Les mêmes difficultés rendirent vains tous les efforts des Assemblées nationales élues par la suite. Celles-ci tentèrent parfois de grandes réformes qui échouèrent. Sans bouleverser de fond en comble la législation existante, elles apportèrent cependant des améliorations souvent heureuses. Ce n'est qu'en 1894 et 1895 que se produisit la grande réforme fiscale qui dota la Bulgarie des impôts encore en vigueur jusqu'à ces dernières années. L'action du pouvoir législatif s'exerça tour à tour sur chaque impôt, sans que, semble-t-il, il y ait eu un plan général établi. Les diverses modifications et transformations apportées à chacun d'eux seront donc étudiées séparément.

§ 1. — *La Dîme*

Jusqu'en 1895, la dîme reste le plus important de tous les impôts bulgares. Elle est perçue suivant les années tantôt en nature, tantôt en argent. Ce dernier essai ne constitue d'ailleurs aucun progrès sensible comme l'eût été l'institution d'un impôt foncier. La dîme est toujours en effet, un impôt sur le produit brut du sol, sur les fruits de la terre. Elle ne se conçoit que pour la propriété cultivée. La propriété bâtie ne peut aucunement

y être soumise. L'impôt foncier, au contraire, constitue une charge pour la propriété elle-même et non pas en tant que productrice de fruits. C'est ainsi que la dîme est toujours supportée non par les propriétaires du sol, mais par les fermiers ou usufruitiers. L'impôt foncier est d'ordinaire mis à la charge du propriétaire. On a pu voir coexister en Bulgarie, sous le régime turc et dans la période qui suivit l'affranchissement, la dîme et une sorte d'impôt foncier l'Emliak, impôt immobilier qui faisait partie de la Verguie (1).

La Commission chargée par le Prince Dondoukoff de la réforme des impôts avait tout d'abord songé à convertir la dîme en un impôt payable en argent. Le fisc aurait perçu 10 % de la production de la terre. On se rendit bien vite compte que toute base manquait pour faire le calcul. Déterminer la superficie du sol et sa qualité, la production en fruits, les prix moyens des récoltes, etc.... était à ce moment, vu le manque complet de renseignements, chose impossible (2).

La première loi constitutionnelle sur la dîme dans la Principauté de Bulgarie fut publiée le 23 mai 1880. La dîme était toujours perçue en nature pour toutes céréales (froment, millet, maïs etc.....); mais elle était convertie en argent pour les prairies, les vignobles, les jardins fruitiers et potagers, les forêts, à cause des difficultés rencontrées pour la perception en nature. Des considérations purement monétaires avaient empêché d'étendre ce mode de paiement à tout le sol cultivé. La dîme frappait tous les possesseurs de fonds de terre (usu-

(1) Ivan K. Drennkoff, *op. cit.*

(2) Dr. W. K. Weiss-Bartenstein, *op. cit.*, p. 395.

fruitiers, fermiers, zadrougues (1). Le produit brut servait toujours de base au calcul. On ne prenait en considération, ni les frais de la production, ni les charges de famille. L'imposition était faite par les conseils des communes. La perception était effectuée également par les communes sous la surveillance des contrôleurs d'État.

Celle-ci n'allait pas sans grands frais ni ennuis pour l'État. Les instructions insuffisantes données aux contrôleurs amenèrent de grosses inégalités. Le mécontentement général se manifesta. De nombreux rapports officiels en font foi.

Une circulaire du Ministère des Finances de 1882 (2) permit au contribuable de se libérer de la dîme, soit en nature, soit en argent, aussitôt la moisson faite. L'évaluation de la récolte était opérée par les contrôleurs d'État et les autorités communales. Si le contribuable optait pour le paiement en argent, le dixième du produit ainsi constaté était estimé suivant les prix courants du marché ; l'impôt était payable immédiatement.

Aux inconvénients déjà signalés s'en ajoutèrent d'autres. Les prix des produits agricoles étaient très différents à l'intérieur du pays à cause des voies de communications inégalement développées. Ils variaient parfois du simple au double. En outre la fixation de l'impôt était laissée au libre arbitre des conseils municipaux. Cela était d'autant plus dangereux qu'aucun appel de leur décision n'était possible. Le nombre des mécontents alla

(1) La Zadrouga est une sorte de co-propriété familiale existant en Bulgarie depuis fort longtemps.

(2) N° 18633 (année 1882).

en s'augmentant. Dans un rapport de l'administration des finances de la Principauté, présenté à l'Assemblée Nationale, une critique très sévère du système fut faite (1).

En attendant les réformes indispensables, un projet de loi du 9 juin 1882 (2), mis en application avant même son adoption par l'Assemblée Nationale, prescrivait que la dîme serait perçue en argent « sur la base de la production moyenne du sol pendant les trois dernières années et suivant le prix moyen des céréales pendant cette période. » (3).

Les modifications qui avaient été amorcées par ce projet furent consacrées par la loi du 13 février 1883. La dîme portant toujours sur les produits du sol cultivé devenait un impôt de répartition. Le paiement en nature était abandonné. Les vignobles, forêts, prairies etc... gardaient leur impôt particulier.

Le montant total de l'impôt fut estimé en argent par une Commission, d'après la moyenne des dîmes en nature perçues pendant les trois dernières années. La répartition entre les communes fut faite sur les mêmes bases, par d'autres commissions composées de préfets de départements, de secrétaires des finances et des conseils départementaux. L'impôt fut réparti entre les contribuables d'après la superficie de leurs terres cultivées, par les Conseils des communes, auxquels furent adjoints des agriculteurs. Enfin une juridiction d'appel fut établie.

(1) Procès verbal de la 3^{ème} Assemblée Nationale en 1882. Dr. W. K. Weiss-Bartenstein, page 395.

(2) Projet de loi pour la conversion de la dîme en un impôt en argent.

(3) Ivan K. Drennkoff, *op. cit.*

Quoique non sans défauts, cette loi montrait un progrès incontestable. Elle resta en application pendant 6 ans jusqu'en 1889. Les événements politiques qui se succédèrent alors, détournèrent l'attention de l'Assemblée Nationale et de la population (— réunion des deux Bulgaries du Nord et du Sud, — guerre Serbo-bulgare, — abdication du Prince Alexandre de Battenberg, — dictature de Stambouloff etc...)

Des critiques cependant s'élevaient toujours contre la dîme. A l'Assemblée Nationale de 1885, un député rapporta que dans certaines contrées, l'imposition atteignait 3 à 4 leva par décare, tandis que dans d'autres endroits, elle n'était que de 15, 20 à 50 centimes. Il est facile de se rendre compte de l'inégalité d'imposition en comparant les chiffres du tableau suivant, qui donnent la charge moyenne par décare dans quelques arrondissements (1).

Dîme en argent

Arrondissements	Impôt par Décare	Arrondissements	Impôt par Décare
1. Lom	0,25	10. Varna	0,56
2. Vidin	0,34	11. Rahovo	0,74
3. Vratza	0,41	12. Silistra	0,82
4. Trin	0,46	13. Tirnovo	0,84
5. Kustendil	0,49	14. Sevlievo	1,19
6. Sophia	0,49	15. Routchouk ...	1,32
7. Lovetsh	0,41	16. Choumen	1,35
8. Pleven	0,53	17. Rasgrad	1,91
9. Sistow	0,56		

(1) Ce tableau est emprunté à l'ouvrage de M. Weiss-Bartenstein page 396. Les chiffres indiqués sont donnés dans

L'égalité semble donc n'avoir été que très relative entre les arrondissements. Entre les communes, l'injustice était encore plus frappante. Dans le département de Lom, la charge par déciare variait de 0,3 à 0, 65 leva ; dans celui de Vidin, de 0,19 à 1 leva 39. Dans celui de Varna, de 0,02 à 2 leva 20. Il ne paraît y avoir aucune explication plausible de ces inégalités. Souvent les arrondissements les plus riches étaient les moins imposés, et ceux où la terre était moins productive et où les conditions économiques — voies de communication, moyens de transport, débouchés — n'existaient qu'à l'état rudimentaire, étaient parmi les plus lourdement chargés (1).

Cet état de choses amena un phénomène assez curieux et qu'il paraît utile de signaler. Les récoltes de céréales de 1879 à 1881 avaient été exceptionnellement bonnes et la répartition de l'impôt qui avait eu lieu sur cette base, subsista ainsi qu'il a été dit jusqu'en 1889. Pendant cette période la population s'accrut rapidement, mais inégalement suivant les arrondissements. L'étendue des terres cultivées augmenta de même inégalement. L'on vit se produire le fait suivant. Une émigration se produisit à l'intérieur du pays ; les communes les moins favorisées, celles où l'imposition était très élevée et où la population n'avait que peu augmenté virent leurs habitants les abandonner pour des régions plus fortu-

ce livre comme étant l'imposition par hectare. Cela semble une erreur. Il suffit de rapprocher ce tableau de celui de l'impôt foncier indiqué dans le chapitre suivant. Il ne nous a pas été possible de contrôler les chiffres de M. Weiss-Bartenstein qui ont été pris dans « un rapport du Ministère des Finances sur la situation des impôts directs » de 1885. Les archives de ce Ministère ont été détruites dans un incendie en 1917.

(1) Dr. W. K. Weiss-Bartenstein, *op. cit.*, page 397.

nées. Les déserteurs se portèrent vers les régions où l'imposition était plus basse. Il en résulta un déséquilibre complet de la population dans l'intérieur du pays (1)

En 1885 l'union de la Principauté de Bulgarie et de la Roumélie Orientale fut proclamée. Les impôts différents dans les deux pays — la Bulgarie du Sud ayant conservé le régime turc — rendirent nécessaire l'unification du système.

Une loi du 26 janvier 1889 rétablit la dîme en nature pour une période de quatre années. Elle était la reproduction à peu près fidèle de celle de 1880. Dans l'esprit de ses auteurs, elle devait non seulement remédier aux inégalités qui soulevaient des protestations de plus en plus grandes, mais encore procurer un supplément de recettes (2). On voulait également éviter la désertion de certaines campagnes et gagner du temps afin de permettre l'élaboration d'un nouveau projet de loi.

Le 15 décembre 1892, une nouvelle loi, reproduction de celle de 1883, convertit de nouveau en argent la dîme en nature. La valeur des récoltes des années de 1889 à 1892 fut estimée sur la base de prix moyens fixés par le Ministère des Finances. L'impôt devait être perçu en argent dès 1893. Il est curieux de remarquer que, pendant les années qui servirent de base pour la répartition de la nouvelle dîme, la production des céréales fut de beaucoup supérieure à la normale. Pendant l'année 1891 en particulier la récolte fut extraordinaire, tandis qu'à

(1) Ivan K. Drènnkoff, *op. cit.*

(2) On en attendait une plus value de 7 à 8 millions de leva.
— Rapport du Ministre des Finances sur la situation des impôts directs.

l'étranger elle était très mauvaise (1). Le blé avait atteint un prix très élevé.

Cette loi resta deux ans en application; elle suscita des réclamations de plus en plus nombreuses. En 1895, la grande réforme fiscale écarta résolument la dîme et la remplaça par l'impôt foncier.

Il nous reste encore à dire quelques mots de l'impôt portant sur les forêts et sur les vignobles.

Les forêts étaient réparties en trois catégories. Celles qui rentraient dans les deux premières (forêts de l'État et des Communes) étaient totalement exemptées. Celles de la troisième catégorie (forêts privées) étaient soumises à la dîme. L'impôt évalué en argent correspondait à la valeur du dixième du bois coupé et travaillé, mais non du bois destiné à l'usage personnel. Les forêts nouvelles étaient légalement exonérées pendant 20 ans; elles rentraient ensuite dans le droit commun. Toutes furent assujetties en 1895 à l'impôt foncier.

L'accise sur le vin léguée par la Turquie fut perçue de la même manière pendant les premières années qui suivirent la libération et se montait à 1/10 du produit brut. Cependant 250 litres destinés à la consommation personnelle du paysan furent exemptés d'impôt. En 1881, l'accise fut abolie et remplacée par un impôt foncier particulier portant sur les vignobles.

Ceux-ci étaient répartis en deux catégories suivant leur qualité et leur situation géographique. La première était imposée de 5 leva par dulumc (2), la seconde de

(1) Ljessimoff. Page 93.

(2) Un dulumc : 1225 mètres carrés environ.

4 leva. En 1883, tous les vignobles sans distinction furent soumis à un impôt commun de 3 leva par 1000 mètres carrés. Ce régime subsista jusqu'à l'introduction de l'impôt foncier général en 1895.

Pendant les 15 années qui suivirent l'affranchissement, la législation de la dîme subit donc bien des modifications. Ces oscillations perpétuelles entre la perception en argent et celle en nature, montrent les difficultés rencontrées par les différentes assemblées pour réformer cet impôt. Vers 1879, la dîme en nature s'accordait avec l'état primitif de l'agriculture ; le manque de monnaie rendait son abandon difficile. La population agricole n'était pas encore définitivement fixée et des déplacements, pour causes politiques ou autres, avaient lieu fréquemment ; une grande partie du sol encore inculte se trouvait disponible. Mais dès que le calme et le travail libre eurent amené une certaine prospérité dans le pays, tous les inconvénients de la dîme en nature apparurent, de plus en plus odieux et néfastes.

Les réformes étaient cependant encore difficile à réaliser pour les raisons déjà signalées, manque de cadastre (1).etc... On ne pouvait toucher qu'avec beaucoup de circonspection à cet impôt. Il rapportait en effet au Trésor plus du tiers des recettes totales. Il fallait attendre que l'Administration bulgare ait pu se former et qu'elle rompît totalement avec les errements et la corruption des fonctionnaires turcs.

On trouvera en fin du volume, un graphique représentant les recettes du budget et celles des différents

(1) Il n'existe d'ailleurs pas encore actuellement en Bulgarie.

impôts bulgares de 1878 à 1895. On y remarquera l'importance de la dîme. On peut en outre y ajouter les observations suivantes : Tandis que les recettes procurées par la dîme en nature dépassaient d'ordinaire les prévisions, celles perçues au titre de la dîme en argent leur étaient inférieures ; le paiement de la dîme en nature s'effectuait avec moins de retard que celui de la dîme en argent. Par contre il était extrêmement difficile de prévoir au budget un chiffre quelconque pour les recettes de la dîme en nature. Non seulement le rendement de la récolte était inconnu, mais le prix des céréales sur le marché était très variable ; l'incertitude ne cessait qu'à la fin de l'année. A ce grave défaut, s'ajoutaient les suivants : La loi forçait les paysans à laisser les récoltes dans les champs exposées aux intempéries et à la destruction, jusqu'à l'achèvement des opérations d'estimation ou de perception. La base de l'impôt reposant sur le produit brut, les paysans se contentaient de cultiver les terres les plus faciles et abandonnaient celles qui, avec un peu de travail et des capitaux, auraient rapporté davantage. Toutes ces raisons ont nécessité l'abandon de la dîme et amené l'introduction de l'impôt foncier.

§ 2. — *La verguie*

La réforme de 1879 laissa subsister en Bulgarie les trois formes de la verguie. Cependant le taux en fut modifié. L'impôt sur la valeur immobilière (*l'emliak*) fixé sous le régime turc à 0,4 pour cent de la valeur des immeubles bâtis ou non bâtis, fut augmenté et varia

de 0,4 pour cent à 1 pour cent. L'impôt sur le loyer fut porté au taux de 3 à 5 pour mille. Mais en même temps un principe nouveau s'était fait jour : « Toutes les personnes qui tiraient leurs moyens d'existence et ceux de leur famille uniquement de leur propre travail, devaient être affranchies de l'impôt sur le revenu. » (1)

Afin de remédier aux injustices qu'aurait causées l'usage des anciennes listes turques, le Gouvernement provisoire nomma des commissions chargées de la répartition de la verguie. Chaque commission comprenait 5 membres : 2 conseillers de commune ou de département et 3 représentants des contribuables. Chaque habitant était tenu de comparaître devant cette commission et de déclarer oralement ses revenus ou immeubles imposables. Mais les contribuables avaient la majorité et on en ressentit bientôt les inconvénients ; 4 millions de recettes étaient escomptés pour l'ensemble de la verguie, le rendement atteignit à peine 1 million et demi de leva (2). L'expérience avait été par trop fâcheuse. On fut obligé de revenir aux listes de répartition turques. Jusqu'en 1885, des lois spéciales furent publiées pour chaque sorte d'imposition.

En 1885 l'imposition de la verguie fut réorganisée. Furent maintenus : l'impôt sur la valeur immobilière et l'impôt sur les loyers. L'impôt des patentes remplaça l'impôt sur le revenu aboli.

(1) Weiss-Bartenstein, *op. cit.*, page 400.

(2) A titre de curiosité, le Ministre des finances Karavelof rapporte qu'une maison fut estimée à 2 leva. Weiss-Bartenstein, *op. cit.*, page 400.

La loi des 15-27 janvier 1885 n'apportait aucune réforme capitale. Les principes antérieurs étaient maintenus. Étaient soumis à l'impôt sur la valeur immobilière : tous les immeubles bâtis et non bâtis, champs, prairies, jardins fruitiers et potagers, vignobles, forêts, terrains cultivés et non cultivés, sans distinction entre les immeubles soumis à la dîme et ceux qui ne l'étaient pas. Il frappait également tous les bâtiments. Des exemptions étaient accordés aux immeubles des écoles, hôpitaux, établissements de bienfaisance, églises, etc. Le taux de l'impôt resta fixé à 4 pour mille de la valeur de l'immeuble. Les listes d'imposition furent établies par des Commissions où l'État, les départements, les communes et les contribuables étaient représentés. Elles étaient en vigueur pour 5 ans.

Une statistique de l'année 1888 donne les renseignements suivants au sujet des immeubles bâtis (1).

1 ^o Maisons d'habitation	390.666
2 ^o Magasins	25.468
3 ^o Hôtels et auberges	767
4 ^o Cabarets et cafés	7.029
5 ^o Boulangeries	2.276
6 ^o Moulins	17.291
7 ^o Granges et greniers	66.882
8 ^o Autres bâtiments	167.844

Ensemble 678.221

(1) Weiss Barteinstein, *op. cit.*, page 401.

Quant aux propriétés non bâties frappées par cet impôt, la plupart étaient déjà soumises à la dîme ; il en résultait donc une double imposition qui ne pouvait se maintenir avec le développement du pays. Aussi en 1894, l'impôt sur la valeur immobilière fut-il définitivement abandonné.

L'impôt sur le revenu était resté fixé à 3 pour cent. Il fut remplacé dans la loi du 18-31 janvier 1885 par l'impôt des patentes, qui frappait toutes les capacités professionnelles et les revenus du travail. Les professions étaient réparties en cinq groupes : professions de fonctionnaires, professions libérales, professions commerciales, professions industrielles et métiers. L'agriculture en resta exonérée à cause des lourdes charges qui pesaient sur elle. Des instructions insuffisantes pour l'application de la loi amenèrent des inégalités. Lors de la réforme de 1894-1895, cette loi fut révisée et devint la loi de l'impôt sur les professions dont il sera parlé dans la deuxième partie de cette étude.

§ 3. — *Le beglik et le Sertchim*

Parmi les impôts turcs et à côté des impôts qui ont été étudiés ci-dessus, la Commission Russo-bulgare laissa subsister le beglik et le sertchim. Le premier s'est maintenu jusqu'à ces dernières années sans grandes modifications.

La première loi bulgare sur le beglik fut promulguée le 16-28 mai 1880 et ne resta en vigueur que quelques mois. Elle introduisait une gradation dans le taux de l'impôt. Dans les départements de la Bulgarie Orientale,

où l'élevage était plus développé et le sol et les conditions géographiques meilleures, l'impôt était fixé à 90 stotinki, par tête de mouton ; dans les régions occidentales, il était abaissé à 75 stotinki.

Cette loi fut remplacée par celle du 4-17 décembre 1880 (1). Les chèvres étaient frappées d'un impôt de 80 stotinki par tête et les moutons de 60 stotinki. Le sertchim (impôt sur les porcs) était fixé à 60 stotinki. Aucune exemption n'était accordée.

L'imposition était faite par les communes. Celles-ci en cédaient le produit par l'intermédiaire des Conseils de départements au Ministère des Finances. Les chèvres étaient plus lourdement taxées, car il y avait intérêt à en réduire l'élevage pour favoriser l'exploitation forestière (2).

A l'origine la perception du beglik avait lieu en hiver pour tout le territoire ; c'est le moment où tous les troupeaux sont rassemblés dans les plaines. Il était nécessaire que l'impôt fût recueilli partout à la même époque pour éviter les fraudes. Les troupeaux voyageurs sont en effet très nombreux en Bulgarie et dès la fonte des neiges, ils sont menés dans les pâturages des montagnes. Mais la perception de l'impôt en hiver présentait de graves inconvénients pour le fisc. Les naissances se produisent en cette saison et la mortalité est plus grande. Dans un esprit de justice la perception fut reportée au printemps (3).

Des exonérations furent ensuite introduites peu à

(1) Complétée par le règlement d'administration publique sur le beglik et le sertchim du 11 mars 1882. *J. O.* n° 26.

(2) Weiss Bartenstein. Page 399.

(3) Weiss Bartenstein. Page 399.

peu par voie législative. Une loi du 1-14 décembre 1891 exempta de l'impôt certaines espèces de brebis, importées pour la plupart et spécialement élevées pour la production de la laine. Cette faveur était accordée pendant 10 ans.

Telle était la législation du beglik et du sertchim vers 1894. Elle est encore en grande partie en vigueur à l'heure actuelle pour le beglik et nous retrouverons cet impôt dans la partie suivante de cette étude. Quant au sertchim, il n'a plus maintenant qu'un intérêt historique, il fut en effet supprimé en 1895.

Le graphique n° 1, que l'on trouvera en fin de volume, indique les recettes du beglik et du sertchim pour les années 1879 à 1895. Elles se sont élevées de 3.546.000 en 1879 à 5.623.000 en 1895. Le nombre des moutons, des chèvres et des porcs ne s'est sensiblement accru qu'en 1886 et 1887 (1), par suite de la réunion de la Bulgarie du Nord et de la Roumélie Orientale.

§ 4. — *L'impôt des routes et l'impôt militaire*

Il nous reste, avant de terminer l'étude de la législation financière bulgare de 1879 à 1894, à mentionner deux contributions personnelles : l'impôt des routes et l'impôt militaire. Il nous suffira de les voir très rapi-

(1) Voir Kiril G. Popoff. Op. cit. pages 251, 260 et 264. Voici le nombre des moutons, des chèvres et des porcs existant en Bulgarie :

<i>Années</i>	<i>Moutons</i>	<i>Chèvres</i>	<i>Porcs</i>
1886	6.492.688	1.154.318	
1890	7.137.272	1.447.414	
1892	6.897.887	1.332.080	461.725
1895	6.870.086	•	•

dement ; les recettes qu'ils ont fournies au Trésor pendant les années 1879 à 1894 sont peu importantes. Nous retrouverons d'ailleurs ces impôts dans la partie suivante de cette étude.

La contribution des routes fut instituée par la loi du 4-17 décembre 1880. Elle avait pour but de permettre la création des routes et la reconstruction de celles qui avaient été gravement endommagées pendant les hostilités. Le manque d'instruments monétaires rendait l'établissement d'un impôt en argent difficile ; un impôt personnel fut créé. Chaque sujet bulgare devait, à son gré, fournir quatre journées de travail en nature ou payer 8 leva ; tous les ressortissants majeurs de l'État y étaient astreints. Une loi du 18 février-3 mars 1883 abaissa l'impôt en argent à 4 leva c'est-à-dire à un lev par jour de travail. Cet impôt ne subit jusqu'en 1895 que peu de modifications (1).

Sous le régime turc, l'impôt militaire faisait partie du système d'exception pesant sur les chrétiens. Lors de la réforme fiscale qui suivit l'affranchissement, en 1879, le service militaire fut déclaré obligatoire pour tous et l'impôt supprimé. Pendant la guerre serbo-bulgare, ceux qui étaient dispensés du service militaire pour invalidité ou autres motifs, avaient continué d'exploiter leurs terres, tandis que leurs concitoyens avaient été obligés d'abandonner leur travail. La loi

(1) Weiss Bartenstein, *op. cit.*, page 401. Les quelques modifications introduites sont contenues dans les lois du 18 février-3 mars 1883, 11-24 décembre 1883, 5-18 décembre 1888, 4-17 février 1894.

du 2-15 décembre 1889 eut pour but de remédier à cette injustice. Furent soumis à l'impôt militaire toutes les personnes impropres au service dans l'armée. N'en furent exemptées que celles qui, par suite de maladies ou d'infirmités, se trouvaient dans l'impossibilité de gagner leur vie. L'impôt militaire était dû pendant 10 ans ; il variait de 10 à 200 leva suivant la situation de fortune des contribuables.

Nous avons ici terminé l'examen sommaire des principaux impôts directs perçus en Bulgarie depuis la libération jusqu'en 1894-1895. Un jugement d'ensemble ainsi que la comparaison des recettes de chaque impôt seront facilités par l'examen des deux graphiques n° 1 a et 1 b, reportés en fin du volume (1).

Sur le premier graphique n° 1 a ont été portées, pour chaque année, les recettes totales réalisées sur le budget, sur l'ensemble des impôts directs et sur la dîme. On peut remarquer que les variations de ces courbes sont presque exclusivement dues aux fluctuations des recettes de la dîme, dont les causes ont été exposées dans les pages précédentes. L'importance capitale de la dîme apparaît donc nettement.

Quant aux impôts directs, ils fournissent au début la majeure partie des recettes de l'État ; vers 1879, ils en forment plus des $\frac{2}{3}$. On voit cependant diminuer progressivement cette prédominance. En 1894, ils n'en composent plus que la moitié. Le parallélisme approché

(1) Pour utiliser le graphique, il suffit de faire coïncider les croix se trouvant sur les verticales de celui-ci (années 1883 et 1891) et celles portées sur les calques à examiner.

de ces trois courbes est tout à fait remarquable.

Le second graphique n^o 1 *b* montre l'importance secondaire de tous les autres impôts directs. Les variations des courbes se trouvent expliquées par les exposés qui ont été faits de chacun d'eux. Sous la dénomination « autres contributions directes » sont compris les différents impôts dont l'étude n'a pas eu à trouver place ici. Il s'agit, en effet, en particulier des licences pour la fabrication et la vente des boissons, de celles pour la fabrication et la vente du tabac, etc. Leur produit total demeure, du reste, peu élevé.

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉFORME DE 1894-1895 LES IMPOTS DIRECTS EN BULGARIE JUSQU'EN 1921

Dans la partie précédente, nous avons vu les difficultés rencontrées par les différents gouvernements dans les tentatives de réforme des impôts. Malgré toutes les améliorations et adaptations apportées, le système fiscal légué par la Turquie, qui constituait encore la base des finances, n'était plus en harmonie avec les conditions économiques du pays. Sous le joug turc, les contribuables, malheureux, n'osaient élever de réclamations ; ils savaient que celles-ci amenaient inévitablement des représailles. Mais vers 1890, la civilisation avait commencé son œuvre, la Bulgarie s'était considérablement développée. Les graves inconvénients du régime des impôts, les injustices auxquelles il donnait naissance, étaient de plus en plus vivement dénoncés et critiqués. Les contribuables, électeurs, prenaient conscience de leur force et de leurs droits. Devant l'insuccès des modifications tentées pour chaque impôt, on reconnaissait qu'une réforme complète du système fiscal était nécessaire.

Les luttes politiques intérieures et extérieures, très vives, détournaient l'attention. Avec la fin de la dic-

tature de Stambouloff (1), les luttes politiques s'apaisèrent, et la modification du système fiscal apparut plus nécessaire.

L'avènement au pouvoir du parti national permit la réalisation de la réforme. M. Ivan Guéchof, Ministre des Finances, dans le discours prononcé à la Séance de la Commission des Impôts en 1894, en définit ainsi les causes directes et le but poursuivi :

« La Population agricole est soumise à une très dure
« épreuve par suite de la baisse du prix des céréales. Elle
« est obligée de vendre à perte ses produits pour pouvoir
« acquitter l'impôt de la dîme, établi sur les bases des
« récoltes des années 1889-1892, époque où les récoltes
« étaient excellentes et le prix des céréales très élevé.
« Ce n'est plus 10 %, mais 20 % et 30 % de la récolte
« qui est pris. Dans cet état de choses, nous devons venir
« en aide aux agriculteurs qui ont supporté et suppor-
« tent sur leurs épaules épuisées le fardeau principal de
« nos impôts. ».

« Nous devons leur enlever une partie de ce fardeau
« pour en charger les contribuables plus aisés. Le but
« principal de notre Commission est donc d'arriver à une
« répartition de nos impôts plus équitable et mieux
« équilibrée. Les bases nécessaires pour une réforme
« radicale manquent dans notre pays, en particulier

(1) Stambouloff est une des plus curieuses figures de l'histoire bulgare. Né à Tirnovo en 1854, fils d'un aubergiste sans fortune, tour à tour tailleur, séminariste, etc., il prit une grande part à l'insurrection de 1876. Chef du parti libéral radical, il devint Président du Sobranié puis Dictateur, Ministre en 1887, il tomba en 1894 sur un scandale privé. Il fut assassiné le 15 juillet 1895. (R. P. Guérin Songeon, *op. cit.*). .

« pour l'institution de l'impôt progressif. Des difficultés
« nombreuses sont rencontrées pour établir le fonde-
« ment d'un pareil impôt, etc. (1) »

M. Guéchof indiquait ainsi les buts particuliers à atteindre :

1° La diminution de la dîme et sa répartition plus équitable.

2° La réunion en un seul impôt de la dîme et de l'impôt immobilier (Emliak)

3° L'abrogation de quelques impôts de peu d'importance, tels que l'idjar et le sertchim.

4° La répartition plus équitable de l'impôt sur les vignes et des patentes.

5° L'augmentation des impôts indirects, qui ne chargent pas les mêmes classes de la population.

Telles étaient les directives données à la Commission. Ses travaux aboutirent au remaniement des impôts directs les plus importants.

La dîme, le sertchim et les patentes furent abolis. A leur place apparurent, l'impôt foncier, l'impôt sur les bâtiments, l'impôt sur les professions. Le beglik, l'impôt militaire et la contribution des routes ne subirent que peu de modifications.

Le système fiscal ainsi établi subsista dans son ensemble jusque vers 1919-1920. Les principaux impôts directs étaient les suivants : Impôt foncier, impôt sur les bâtiments, impôt sur les professions, beglik, impôt militaire, contribution des routes. Les tableaux des recettes des impôts directs (Chapitre I du budget) comprennent

(1) Ivan Guéchof. Paroles et actions. Sofia 1899, page 200.

cependant certaines autres contributions, variables suivant les années ; ainsi figure dans ce chapitre le produit des licences de fabrication et de vente du tabac, de l'alcool, qui serait plus justement porté, semble-t-il, à un autre endroit. En dehors de ces impôts, suivant les nécessités du moment et souvent pour en grossir le chiffre, les gouvernements ont intégré dans le chapitre premier des impôts qui, antérieurement, figuraient ailleurs : l'impôt sur les successions par exemple fut classé parmi les impôts directs en 1919 etc.....

Le parti agrarien parvenu au pouvoir en 1919-1920 a réalisé progressivement son programme fiscal favorable aux paysans. Toutes les réformes, à partir de cette date, ont eu un but exclusivement politique et ont été faites pour servir les intérêts du parti. Dans le plan poursuivi figurait l'abolition de l'impôt foncier, de l'impôt sur les professions, etc., et l'institution d'un impôt général sur le revenu, d'un impôt sur les sociétés etc. L'époque actuelle marque un nouveau tournant dans l'histoire financière de la Bulgarie. Un aperçu sur les réformes réalisées et sur celles envisagées sera donné dans la troisième partie de cette étude.

Il est indispensable d'exposer avec quelques détails le régime des impôts directs qui a existé en Bulgarie depuis 1895 jusqu'à ces dernières années. Les réformes qui ont été tentées depuis 1919 ne semblent pas devoir donner des résultats entièrement satisfaisants. L'extrême faveur accordée aux habitants des campagnes — qui constituent cependant la partie la plus nombreuse et la plus riche de la population — et l'oppression des habitants des villes, qualifiés dans tous les documents officiels

de « population improductive », ne paraissent pas compatibles avec la situation actuelle du pays. Certains des anciens impôts supprimés seront peut-être remis en vigueur avec les améliorations indispensables. Nous entrerons donc avec quelques détails dans leur organisation.

Nous aurons à exposer successivement :

- 1° L'impôt foncier.
- 2° L'impôt sur les bâtiments.
- 3° L'impôt sur les professions.
- 4° Le beglik.
- 5° L'impôt militaire.
- 6° La contribution des routes.
- 7° L'impôt pour les écoles.

L'impôt sur le revenu et les contributions directes nouvellement établies, qui font partie du plan financier agrarien, seront étudiés dans la troisième partie ci-après.

SECTION I

L'IMPÔT FONCIER

La loi du 20 décembre 1894 supprima la dîme et institua à sa place l'impôt foncier. La réforme attendue depuis longtemps fut bien accueillie; son application cependant souleva de lourds problèmes, la répartition de l'impôt en particulier n'alla pas sans de graves difficultés. En 1900, la perception de la dîme en nature fut de nouveau ordonnée dans un but fiscal. Mais dès l'année suivante, la loi du 18 mai 1901 rétablissait définitivement l'impôt foncier. Mieux étudiée, elle resta en vigueur, avec quelques modifications partielles, jusqu'au 1^{er} avril 1921. La loi du budget de l'année financière 1921-1922 (1) a abandonné les recettes de cet impôt aux départements et aux communes. Pendant l'année 1921-1922 un impôt foncier spécial portant sur les forêts et sur les terres non déclarées fut perçu au profit de l'Etat. A partir de 1922, l'impôt foncier disparaît complètement du Budget.

(1) En Bulgarie depuis 1919 l'année financière commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de l'année suivante. Le vote du budget se trouve facilité, la session du Sobranié s'ouvrant dans la seconde quinzaine de janvier.

A) L'IMPÔT FONCIER DANS LA LOI
DU 20 DÉCEMBRE 1894

L'apparition de cette loi marque l'une des plus importantes réformes fiscales de la Bulgarie. L'impôt, qui consistait jusqu'alors dans le prélèvement par l'Etat d'une partie de la récolte annuelle, change complètement de caractère. Un nouveau principe est introduit. L'impôt foncier qui est créé n'est plus basé sur la production de la terre, mais c'est le sol même dans sa propriété qui est imposé. Par suite un changement dans la personne, sujet de l'impôt, a également lieu. L'imposition n'atteint plus le possesseur de la terre, du moins d'une manière directe (fermier, usufruitier, zadrougue), elle est mise dorénavant à la charge du propriétaire, en cette qualité. Il ne semble dont pas exagéré de dire que l'introduction de l'impôt foncier constitua en Bulgarie une véritable révolution fiscale.

L'impôt foncier fut établi sous la forme d'un impôt de répartition. Y étaient soumis, tous les immeubles non bâtis, champs, vignobles, prairies, jardins potagers et fruitiers, forêts, etc... en un mot toute la propriété cultivée et non cultivée. Cependant les mines et les salines qui devaient être soumises, — on ne sait trop pourquoi, — à l'impôt sur les bâtiments institué à la même époque, en étaient exceptées. Des exemptions d'impôt avaient lieu au profit de l'Etat, des écoles, des établissements religieux ou charitables et des administrations publiques. Le sol des immeubles soumis à l'impôt sur les bâtiments échappait à l'impôt foncier.

Le montant total de l'impôt devait être fixé chaque année par la loi du budget et la répartition devait avoir lieu tous les cinq ans ; la première fut faite entre les arrondissements, les contribuables et les communes de la manière suivante :

Une commission nommée par ukase princier composée de cinq fonctionnaires, de cinq experts choisis parmi les agriculteurs, viticulteurs, commerçants en céréales, fixa le contingent à fournir par chaque arrondissement pour les trois catégories de terrains : 1^o Fonds de terre 2^o vignobles, 3^o forêts.

Pour les fonds de terre, fut évaluée la production agricole moyenne d'après les résultats de la dîme en nature pendant les quatre dernières années de sa perception. Cette production moyenne fut estimée en argent d'après le prix moyen des céréales pendant ces mêmes années.

Pour les vignobles, la répartition fut faite d'après la valeur de la production calculée suivant la superficie des vignobles, le produit moyen d'un déciare de terrain, et la valeur moyenne de ce produit.

Quant aux forêts, la commission en estima la production possible d'après les statistiques des administrations. Elle eut à considérer spécialement la catégorie dominante dans chaque département (forêts communales et forêts privées) et la superficie de celles-ci. L'exposé du Ministre des Finances contient les motifs de cette distinction : « Les forêts privées sont exploitées dans un but de spéculation, tandis que les forêts communales servent aux besoins de tous les habitants ».

Le contingent ainsi établi pour chaque département, une nouvelle commission composée du Préfet du département, d'un fonctionnaire des finances, d'un inspecteur principal des forêts, d'un percepteur et d'un représentant des communes, en répartit le montant entre chaque commune. La loi laissait à la Commission un pouvoir d'appréciation très grand. La décision de celle-ci devait en effet être basée sur les considérations suivantes : Portion de la dîme payée antérieurement par chaque commune, superficies cultivées et non cultivées, possibilités de culture, situation géographique de la ville ou du village, éloignement du marché, qualité du terrain. En outre, elle devait également tenir compte du prix moyen du terrain, du montant de l'impôt foncier payé jusque là par les vignobles, de la situation des forêts, des voies de communication etc...

Le partage de l'impôt entre les contribuables fut fait en séances publiques, par une troisième commission composée des membres des conseils municipaux, de représentants des agriculteurs — un représentant par dix maisons agricoles dans les villages et un par vingt-cinq maisons dans les villes — et d'un fonctionnaire de l'Administration des finances désigné par le Préfet des finances. Chaque contribuable était astreint à déclarer les terres qu'il possédait. Il lui était permis de faire appel.

La répartition fut ainsi fixée pour cinq années. On espérait qu'en une si courte période, les modifications qui se produiraient seraient insignifiantes. L'impôt était payable chaque année en trois termes et par tiers ; le

premier devait être versé avant le 30 avril, le second du 1^{er} septembre au 31 octobre, le troisième du 1^{er} novembre à la fin de décembre. Le déficit dans les rentrées de l'impôt était mis à la charge de chaque commune (1), qui devaient le rembourser à l'Etat.

Cette loi constituait donc un gros progrès. Elle introduisait un principe nouveau : la terre imposable en elle-même du fait de sa propriété, indépendamment des fruits qu'elle pouvait produire. Par là, le contribuable allait être encouragé à cultiver toutes les terres lui donnant un certain produit. La charge des agriculteurs était allégée. Le chiffre porté dans le budget pour l'impôt foncier était en effet inférieur de 6.500.000 leva au montant prévu pour la dîme, soit une diminution de plus du quart. La différence était demandée à une augmentation des impôts de consommation.

Cette loi cependant ne laissa pas d'occasionner de grosses difficultés d'application. L'absence de cadastre, de statistiques sérieuses rendirent la tâche des Commissions très laborieuse. En fait elles disposèrent d'un grand pouvoir d'appréciation, la répartition fut abandonnée à leur arbitraire. De là des plaintes, des protestations qui figurent dans les documents officiels. Il faut mentionner, avec M. Weiss Bartenstein, qu'à cette époque, le déplacement des conditions économiques par suite de la mise en culture de nouveaux terrains et de l'ou-

(1) Ivan K. Drennkoff, *op. cit.*

verture de débouchés nouveaux, accentua encore les inégalités (1).

Cette loi porte en elle-même tous les germes du nouveau système fiscal bulgare. Nous la retrouvons dans ses grandes lignes dans la loi sur l'impôt foncier du 27 janvier 1900 qui resta en vigueur jusqu'en 1921. Il faut également signaler le mode de fixation de l'impôt par les commissions successives. Ce procédé d'imposition est encore presque exclusivement employé en Bulgarie pour les impôts directs.

D'après une statistique du Ministère des Finances pour l'année 1896, l'impôt foncier s'établissait en moyenne par décare de la manière suivante :

- a) Par décare de terre cultivée 0, lev 505
- b) — — vignes 2, — 597
- c) — — forêts 0, — 0263

Le tableau suivant montre la charge supportée par les contribuables à cette époque :

Contribuables imposés de	1 à 10 leva	: 274.888
—	10 — 20 —	142.169
—	20 — 30 —	89.839
—	30 — 50 —	96.815
—	50 — 100 —	75.171
—	au-dessus de 100 leva	24.373
Total des contribuables :		<u>703.254</u>

(1) Voici le nombre de décares cultivés pour les années 1890 et 1896.

	1890	1896
Champs	21.700.000	25.920.000
Prairies	3.120.000	2.753.000
Vignes	910.000	1.040.000

Ivan Guéchof. (Les impôts et le Budget) 1^{er} mars 1898.

Il ressort donc de ces chiffres que 58 % des contribuables ne payaient pas plus de 20 leva d'impôt foncier par an (1).

L'introduction de ce nouvel impôt diminuait cependant considérablement les ressources de l'État. Par suite de plusieurs récoltes défavorables, le recouvrement des sommes prévues au budget fut impossible. Les communes auxquelles revenait la charge de supporter le déficit, ne purent y faire face. Aussi en 1900 la dîme en nature fut-elle réintroduite dans un but fiscal (2). Des réclamations nombreuses rendirent nécessaire son abolition. L'année suivante, la loi du 18 mai 1901, (3) établissait définitivement l'impôt foncier en Bulgarie.

B) L'IMPOT FONCIER DANS LA LOI DU 18 MAI 1901 ET SES MODIFICATIONS JUSQU'EN 1921

Les raisons qui avaient déterminé l'abandon de l'impôt foncier en 1900 étaient principalement d'ordre fiscal. Les inégalités d'imposition entre les arrondis-

(1) Les recettes de l'impôt foncier et de l'impôt sur les professions (créé en 1895) réunies, se montaient en 1896 à 29 millions $\frac{1}{2}$ de leva. Au temps des Turcs, pour le villayet du Danube, le produit des impôts directs (fourni presque exclusivement par la dîme) atteignait 40.000.000 de leva. Il est donc facile de voir l'allègement d'impôts portant sur les populations rurales. Ivan Guéchof (Paroles et actions).

(2) Weiss Bartenstein, *op. cit.*, page 404.

(3) Le rétablissement de la dîme en 1900 eut aussi des conséquences politiques qui se font sentir aujourd'hui. C'est à cette époque que le parti agrarien bulgare, constitué depuis quelque temps, recruta de nombreux adhérents et se fortifia. Il organisa dans le pays des manifestations contre la dîme, qui amenèrent la suppression de celle-ci.

sements, les communes et des contribuables avaient soulevé d'assez vives protestations. La répartition de 1895 avait eu lieu dans des conditions défavorables, faute d'indications précises. Les législateurs et les commissions purent dès 1901 disposer de données plus exactes. En 1898 et 1899 avaient été dressées les statistiques des cultures et des récoltes (1). La loi du 18 mai 1901 abolit de nouveau la dîme en nature et, sur la base de renseignements plus précis, réintroduisit l'impôt foncier en Bulgarie.

Le tableau de la page suivante donne la répartition de l'impôt foncier faite en 1902 pour chaque département (2).

Le revenu annuel du terrain imposable était évalué à 285.682.321 leva. La fixation du montant de l'impôt foncier à 17.219.900 leva portait donc le taux de ce dernier à 6,05 % du produit moyen annuel. La charge pesant sur l'agriculture apparaît considérablement allégée, si l'on considère que la dîme se montait généralement à plus de 10 % du produit brut.

Le taux moyen de l'impôt par décare variait de 0,674 lev (département de Rouchouk) à 0,395 lev (département de Sophia). « Nous n'avons pu déterminer « d'où ces inégalités provenaient parce que nous n'avons « aucune indication sur la raison d'une procédure aussi « différente suivant les différents cercles. On peut

(1) Statistique de cultures et de récoltes de la Principauté de Bulgarie pendant les années 1897-1898. Sophia 1898. Le même 1898-1899. Sophia 1899.

(2) Weiss Bartenstein, *op. cit.*, page 405.

Tableau de la répartition de l'impôt foncier en 1902

Départements	Produit moyen annuel du sol calculé en argent.		Montant de la répartition de l'impôt foncier.	Surf. en décares des terres soumises à l'impôt foncier.	Rap. de l'impôt foncier au produit moyen de l'année.	Résultat par décare
	Leva					
Bourgas	25.831.078	51	1.638.959	6 34	4.073.670	0 400
Varna.....	28.997.978	97	1.901.663	6 56	4.450.330	0 427
Vidin	14.874.748	41	995.075	6 69	2.015.200	0 494
Vratza	20.896.797	25	1.186.153	5 65	2.391.560	0 495
Kiustendil	11.591.532	72	656.308	5 69	1.341.860	0 489
Philippopolis	23.717.386	58	1.402.266	5 91	2.807.560	0 499
Pleven	23.868.228	23	1.424.645	5 97	2.559.030	0 557
Routchouk	32.239.178	98	2.121.376	6 58	3.146.300	0 674
Sophia	22.151.760	95	1.042.274	4 71	2.641.830	0 395
Stara-Zagora	34.865.803	99	2.128.297	6 10	4.172.020	0 510
Tirnovo	28.067.280	48	1.600.048	5 70	2.776.830	0 576
Choumen.....	18.580.546	24	1.182.830	6 37	1.933.520	0 611
Tout le pays	285.682.321	31	17.279.899	6 05	34.307.910	0 503

« remarquer que Vidin, Choumen et Rouchouk étaient
« taxés très lourdement. Il semble par là, que l'on ait
« imposé avec plus de rigueur la possibilité productrice,
« parce que Vidin, Choumen et Rouchouk sont les
« trois départements ayant le meilleur terrain. Cela
« expliquerait aussi pourquoi le département de Sophia
« est rangé parmi les moins imposés, le sol en est très
« mauvais, mais il est cultivé très diligemment (1). »

La loi du 18 mai 1901 a subi quelques modifications, notamment par la loi du 21 décembre 1910 et par des dispositions temporaires, applicables aux territoires acquis en 1913 et 1915. Quoique l'impôt foncier ait été rayé du budget de l'État en 1921 et cédé aux communes, il paraît indispensable de l'étudier un peu en détail dans son application. Son abolition, d'ailleurs réclamée depuis longtemps par certains partis, semble avoir été décrétée dans un but uniquement politique. Un revirement d'opinion amènera peut-être un jour son rétablissement. Les finances bulgares ne sont pas en effet, à l'heure actuelle, assez prospères pour que le Gouvernement abandonne délibérément ses ressources les plus certaines. L'impôt foncier, dans un pays exclusivement agricole et de civilisation peu avancée comme la Bulgarie, peut fournir un appoint très sérieux au Trésor public. Nous examinerons la loi et les modifications qui y ont été apportées jusqu'en 1921, et nous résumerons ensuite les principales critiques auxquelles cet impôt a donné lieu.

(1) Weiss Bartenstein, *op. cit.*, page 405.

§ 1. — *Analyse de la loi*

La dernière loi en vigueur réglementant l'impôt foncier a été publiée au Journal Officiel le 21 décembre 1910 (1). Elle était la reproduction de la loi de 1901 dans ses grandes lignes. Les principales dispositions en sont résumées ci-après (2).

Étaient soumis en principe à l'impôt foncier tous les immeubles non bâtis. Des exemptions assez nombreuses étaient accordées soit par la loi elle-même, soit par des dispositions ultérieures. Elles visaient notamment :

Les immeubles de l'État, non exploités ou exploités par lui, ceux des écoles, des établissements de bienfaisance, jardins publics, cimetières, pâturages urbains et ruraux (communaux), biens des églises, mosquées, synagogues, monastère de Rila, etc.

Il est à remarquer que les terrains bâtis ainsi que les cours, jardins et terrains vides (3) y attachés, n'étaient pas soumis à l'impôt foncier. La superficie

(1) « Loi sur l'impôt foncier » du 18 mai 1901 publiée au *J. O.* n° 116, modifiée par celle du 3 décembre 1910, publiée au *J. O.* du 21 décembre 1910.

Toutes ces dispositions résumées ci-après, sont applicables à l'impôt perçu par les communes.

(2) Il a paru utile de faire une analyse un peu détaillée de la loi surtout en ce qui concerne la répartition de l'impôt et le rôle des commissions (commissions premières et commissions de contrôle). Quoique composées d'autres personnes, ces commissions jouent dans la fixation de la plupart des impôts directs bulgares sensiblement le même rôle. Dans la fixation des impôts de quotité, elles se bornent à vérifier les déclarations et à déterminer le montant de la contribution.

(3) Les « terrains vides » sont les terrains cultivables mais non cultivés. Les terrains « délaissés » (non cultivables) n'étaient pas soumis à l'impôt foncier.

ainsi exonérée ne pouvait excéder 3 décares dans les villes et dans les villages.

Des lois spéciales dispensaient de l'impôt pendant une certaine période quelques cultures pour encourager leur développement.

Les jardins et pépinières de mûriers étaient exonérés pendant 15 années suivant leur plantation (1). Les pâturages convertis en champs étaient exemptés pendant 4 ans, ceux convertis en vignes américaines pendant 8 ans, ceux convertis en prairies artificielles pendant 12 ans (2). Les jardins de mûriers étaient dispensés pendant 5 ans, les vergers et prairies artificielles pendant 8 ans (3), les pépinières d'arbres fruitiers et de vignes pendant 12 ans.

L'impôt foncier était un impôt de répartition. Les terrains imposables étaient divisés en trois catégories : terres, forêts, vignes.

Les terres étaient divisées en plusieurs classes, champs, prairies, jardins maraîchers et potagers, jardins de roses, champs de pastèques, pâturages, terrains vides, etc.

L'impôt foncier frappait toutes les vignes sauf celles exonérées en vertu des lois rapportées ci-dessus. Il frappait également toutes les forêts. La loi y soumettait expressément « les forêts aménagées pour la coupe du « bois, celles dont le feuillage est recueilli pour la nour-

(1) Articles 13 et 32 de la loi sur l'amélioration de l'industrie de la soie.

(2) Loi sur le labourage des prairies.

(3) Loi sur la conservation, l'arpentage et l'usage des pâturages ruraux et urbains. Loi sur la culture des vignes et arbres fruitiers, 1910 art. 58.

« riture des chèvres et des bestiaux, les broussailles
« utilisées pour la construction de haies, les lieux où
« croît le sumac. »

Le montant de l'impôt pour chaque catégorie de terrains devait être fixé séparément chaque année par la loi du budget de l'État. Cette prescription n'était que rarement observée et le chiffre global de l'impôt foncier était fixé en bloc.

La répartition de l'impôt avait lieu à trois degrés différents par des Commissions successives, qui fixaient le contingent de chaque arrondissement, puis celui des villes et des villages, enfin le montant de l'imposition de chaque contribuable. Ces répartitions en principe devaient être refaites tous les cinq ans. Cependant, comme nous le verrons dans les pages suivantes, les circonstances empêchèrent l'exécution de cette prescription. Les bases de la répartition n'étant pas identiques pour toutes les Commissions, il paraît utile d'exposer un peu en détail le procédé de fixation de l'impôt.

Répartition entre les arrondissements. — Le montant de l'impôt fixé par la loi du budget était réparti entre les arrondissements par une Commission spéciale, nommée par décret et comprenant dix membres (5 fonctionnaires de l'État et 5 experts pris parmi les cultivateurs, vigneron et négociants en grains). Elle fixait le contingent de chaque arrondissement sur des bases différentes suivant qu'il portait sur les terres, sur les vignes ou sur les forêts.

La production des terres de chaque arrondissement était évaluée en argent. Le recensement de 1903-1904

donnait le nombre de décares imposables. Le Service de la statistique fournissait les documents permettant de déterminer le rendement moyen en argent d'un décare de chaque arrondissement. La valeur de la production était obtenue d'après le rendement moyen des trois dernières années.

La valeur de la production des vignobles de chaque arrondissement était déterminée par le même procédé. Les registres fonciers fournissaient le nombre de décares imposables.

Quant aux forêts communales et privées, leur rendement en argent était calculé pour l'année précédant l'imposition, d'après les renseignements fournis, pour chaque arrondissement, par la Section forestière du Ministère du Commerce et de l'Agriculture. La répartition devait être faite de façon que l'impôt par unité de surface fût pour les forêts communales les $\frac{2}{3}$ de celui frappant les forêts particulières.

Le résultat de ces opérations devait être publié au Journal Officiel. Tout contribuable pendant le mois suivant l'insertion pouvait élever une réclamation. Les plaintes étaient examinées par la même Commission, présidée par le Ministre des Finances et augmentée de deux fonctionnaires et de deux vigneronns nommés par le Ministre.

Répartition entre les villes et les villages. — Une nouvelle Commission fonctionnant dans chaque arrondissement répartissait le contingent fixé pour celui-ci entre les villes et les villages. Elle se composait du Préfet des Finances (1) de l'arrondissement, président,

(1) Les Préfets des Finances sont en Bulgarie des fonctionnaires chargés de l'administration financière de l'arrondissement. Ils ont sous leurs ordres les agents des finances, les

du garde-forestier, de l'ingénieur agronome, d'agents des finances et d'un délégué élu par chaque ville ou village. La répartition était faite séparément pour chaque catégorie de terrains.

Un très grand pouvoir d'appréciation était laissé à la Commission. Pour répartir le contingent fixé, elle se basait non seulement sur l'évaluation des productions de chaque commune, mais elle considérait en outre la situation géographique, les débouchés, la qualité des terrains, les conditions générales, la valeur relative d'un décare de terrain des différentes cultures.

L'impôt fixé par unité de surface pour les forêts communales devait être égal au 2/3 de celui fixé pour les forêts particulières.

La publication de la répartition était faite par le Préfet des Finances de l'arrondissement par crier public et par apposition d'affiches. Dans les 15 jours suivants, le maire ou leurs adjoints, au nom de leur commune, et les particuliers pouvaient élever des réclamations auprès du Préfet des Finances.

Les plaintes étaient examinées par une Commission de contrôle présidée par le Préfet des finances du département qui comprenait un membre de la Commission permanente de département (1) désigné par le Préfet,

percepteurs, les percepteurs-exécuteurs. Le Préfet des Finances qui siège au chef-lieu du département possède la même fonction dans son arrondissement ; il exerce en outre différentes missions de contrôle sur les finances de son département.

(1) Les membres des Conseils départementaux qui ne siègent pas en permanence élisent dans leur sein la Commission permanente de département. Ils forment un Conseil administratif qui assiste le Préfet du département et qui est chargé de diverses attributions en matière de budget départemental.

deux conseillers de département et deux experts par arrondissement désignés par la Commission permanente. Les experts ne possédaient voix délibérative que lorsqu'il s'agissait de fixer le contingent des villes ou des villages dont ils n'étaient pas originaires et où ils n'étaient pas domiciliés.

Les augmentations ou les diminutions d'impôts nécessitées par les décisions de la Commission de contrôle étaient réparties au marc le lev entre tous les villes et villages de l'arrondissement.

Les opérations de répartition devaient être approuvées par le Ministre des Finances. Les mesures pour leur application étaient prises par le Préfet des finances.

Répartition entre les contribuables. — Dans les deux semaines suivant la publication de cette répartition, chaque contribuable était tenu de déclarer à la Commission urbaine ou rurale de son domicile, la surface exacte de ses propriétés. Les déclarations après vérification étaient inscrites sur les « registres de répartition ».

Le contingent fixé pour chaque ville ou village était réparti entre les contribuables, en séances publiques, par les Commissions. Chacune d'elles était présidée par un fonctionnaire de l'Administration des finances nommé par le Préfet des finances et composée du maire ou de son adjoint, des conseillers municipaux et d'un représentant pour 10 maisons (villages) ou pour 25 maisons (villes), élu par les contribuables.

La Commission opérait le classement des terres, suivant les catégories de culture de l'arrondissement, en trois sous-catégories d'après la qualité du sol. Elle déter-

minait, non plus la valeur de la production en argent comme les commissions précédentes, mais la valeur vénale de chacune de ces sous-catégories. L'impôt était ensuite réparti entre les contribuables proportionnellement à chaque unité de culture.

La date de clôture de la répartition était fixée par le Préfet des finances. Les réclamations contre les décisions de la Commission, déposées chez le maire dans les 15 jours suivant la publication, étaient présentées à l'examen de la Commission de contrôle d'arrondissement composée du Préfet des finances, président, du caissier ou du contrôleur de la Banque agricole (1), et d'un expert désigné par le Conseil municipal du chef-lieu d'arrondissement. Le Préfet des finances pouvait annuler la décision de la Commission de Contrôle en cas d'irrégularité ou de plainte justifiée. La réclamation était alors examinée à nouveau par la même commission augmentée de deux membres (le maire du village intéressé et le maire de la commune la plus proche).

L'approbation du Préfet des finances rendait définitive la répartition. Quant aux corrections rendues nécessaires par les décisions de la Commission de contrôle d'arrondissement, elles étaient réparties au centime le lev des impôts de tous les contribuables.

La répartition était en principe fixée pour cinq années. Les erreurs de fait involontaires ne pouvaient être recti-

(1) La Banque agricole est un établissement d'État chargé d'aider au développement des coopératives agricoles. Elle possède des succursales dans la plupart des villes et des agences dans certains villages.

fiées que pendant l'année suivant les opérations. Si de ces corrections résultait un déficit, celui-ci devait être supporté par le budget de la commune où l'erreur avait été commise. La commune pour se couvrir était autorisée à s'imposer de centimes additionnels sur la base de l'impôt foncier.

Il pouvait arriver que le montant de l'impôt foncier variât pendant les années suivantes. Les modifications devaient être en ce cas réparties proportionnellement au centime le lev sur les contingents établis pour les villes et les villages, et par le même procédé entre les contribuables.

L'impôt foncier était payable annuellement par tiers : le premier, au plus tard le 25 juillet, le second, avant le 25 octobre, le troisième, avant le 25 février (1). Aucune amende n'était cependant perçue pour retard dans le premier versement ; une hypothèque légale dispensée d'inscription conservait le montant de l'impôt dû par les contribuables.

Des amendes et des sanctions pénales étaient prévues contre les membres des commissions coupables d'irrégularités dans la fixation de l'impôt, et contre les propriétaires ayant fait de fausses déclarations. (L'amende due dans ce dernier cas était au plus égale au montant de l'impôt qui aurait dû être perçu).

Telles étaient les principales dispositions de la loi qui a régi l'impôt foncier jusqu'en 1921. Par suite des circonstances, annexions ou pertes de territoires, des modi-

(1) Loi du budget pour le premier semestre de l'année financière 1919-1920, art. 8.

fications temporaires et des dispositions transitoires y avaient été apportées.

§ 2. — *Modifications apportées à la Législation depuis 1910.*

Nous avons vu que la loi prescrivait l'établissement d'une nouvelle répartition tous les cinq ans. Lors de la suppression de cet impôt du budget de l'État en 1921, les opérations de répartition remontaient à 1911 et à 1915. La répartition de 1911 portait sur les territoires bulgares à cette époque. La Commission centrale nommée par Décret, dans ses séances 28 mars - 7 avril 1911, avait réparti le montant de l'impôt entre les 67 arrondissements de la Bulgarie. Pour tout le territoire, l'impôt des terres se montait à 18.400.000 leva, celui des vignes et des forêts, chacun à 800.000 leva.

Par le Traité de Bucarest en 1913, la Bulgarie avait perdu la Dobroudja, mais avait acquis en échange, des territoires pris à la Turquie : Gumuldjina, Xanthie etc., soit : 17.732 klmq. Sa superficie totale se trouvait augmentée de 1/6. Une loi du 11 mars 1915 soumit ces « nouveaux territoires » à l'impôt foncier. (1) Une commission spéciale nommée par Décret procéda, dans ses séances du 12 au 15 mai 1915, à la répartition entre les 20 arrondissements nouveaux (2), du contingent fixé par la loi, pour les terres à 4.269.062 leva, pour les vignes à 300.000 leva et pour les forêts à 400.000 leva. (forêts

(1) Loi sur la répartition de l'impôt foncier dans les territoires libérés, 11 mars 1915, 18^e session ordinaire.

(2) Procès-verbaux des séances J. O. n° 113 du 23 mai 1915

communales : 230.518 leva 77 - forêts particulières : 169.481 leva 23). Les deux répartitions de 1911 et de 1915 auraient dû être refaites en 1916 et en 1919. Il eut d'ailleurs été préférable de n'en faire qu'une seule, applicable à toute la Bulgarie. Les guerres continuelles en rendirent l'exécution impossible. Les lois budgétaires maintinrent d'année en année les répartitions antérieures.

Le montant de l'impôt avait été adopté sans bases sûres. Il y eut une inégalité flagrante entre la charge moyenne pesant sur un décare des nouvelles terres et celle portant sur un décare du terrain cultivé de l'ancienne Bulgarie. Des réclamations très vives ne tardèrent pas à s'élever. Pour remédier à cette injustice, le Ministre des finances Tontchef ordonna (1) aux Préfets des finances des territoires libérés de ne percevoir sur les terres relevant de leur administration qu'un lev par décare au maximum. L'imposition restait la même pour les vignes et pour les forêts. Cette prescription de Tontchef fut ratifiée par la loi du budget pour l'année financière 1920-1921, premier semestre (article 12).

Le tableau de la page suivante (2) donne le montant moyen de l'impôt foncier par décare, des différentes cultures, pour les départements faisant partie de la Bulgarie en 1911. Bien que la répartition ait été faite directement entre les arrondissements par la Commission centrale, nous indiquons le taux moyen de l'impôt dans les 12 départements.

(1) Par télégramme n° 5.441 du 29 avril 1916.

(2) Les chiffres indiqués dans ce tableau ont été obtenus au moyen des renseignements contenus dans l'annuaire statistique du Royaume de Bulgarie 1912, page 348.

Impôt foncier par décare des différentes terres pendant la période 1911-1915

Départements	Champs	Prairies	Jardins		Pâturag.	Roseraies	Jonchaies	Vignes	Forêts	
			Fruitiers	Potagers					Communes	Privées
Bourgaz	0.38	0.36	1.60	2.46	0.018	—	0.0366	1.358	0.037	0.0518
Varna	0.44	0.406	1.33	2.54	0.018	—	0.0366	1.15	0.035	0.0528
Vidin	0.41	0.41	2.06	1.92	0.018	—	0.0366	1.22	0.030	0.0450
Vratza	0.42	0.41	2.02	2.14	0.018	0.84	—	1.24	0.033	0.0495
Kustendil ..	0.37	0.41	2.51	2.13	0.018	—	—	1.23	0.025	0.0385
Plovdiv	0.38	0.40	2.28	2.67	0.018	0.89	—	1.42	0.036	0.0550
Pleven	0.42	0.39	1.94	1.71	0.018	—	—	1.18	0.031	0.0467
Routchouk ..	0.54	0.38	2.23	2.17	0.018	—	—	1.35	0.041	0.0660
Sophia	0.29	0.36	1.33	1.37	0.018	—	—	1.85	0.033	0.0495
St-Zagora ..	0.47	0.39	2.05	2.56	0.018	0.89	0.0366	1.51	0.029	0.0467
Tirnovo	0.43	0.36	1.76	2.00	0.018	0.89	0.0366	1.21	0.028	0.0424
Choumen ..	0.46	0.42	1.60	2.44	0.018	—	—	1.16	0.035	0.0528

Si l'on compare ces chiffres moyens avec ceux de la page 41 qui se rapportent à la dime, on se rend compte de l'amélioration qui avait été apportée dans la répartition de l'impôt. Une plus grande justice régnait entre les départements. Cependant les taux moyens des différents arrondissements montraient encore quelques inégalités. C'est ainsi que dans la région de Bourgas, le chiffre de l'impôt foncier par décare sur les champs variait de 0,lev 19 dans l'arrondissement de Kotel à 0,lev 46 dans celui de Aïtos ; dans la région de Tirnovο, il oscillait entre 0,lev 28 à Drenovo et 0,lev 57 à Gorna-Oréhovitzα. La comparaison de l'impôt sur les prairies, jardins etc... donnerait des résultats semblables. Sans doute ces variations étaient dues aux qualités différentes de terrains, mais l'arbitraire des Commissions de répartition y avait aussi sa part.

Le tableau ci-dessous (1) indique les impositions moyennes d'un décare de terrain pour la Bulgarie, dans les anciens et les nouveaux territoires, d'après les répartitions de 1911 et de 1915.

Répartition de 1911 (Ancienne Bulgarie)

	Imposition totale	Superficie en décares	Taux moyen de l'imposit.
Terres	18.400.000	41.505.832	0 lev 443
Forêts	800.000	20.651.768	0 » 0387
Vignes	800.000	583.192	1 » 371

(1) D'après les renseignements du Ministère des Finances bulgare.

Répartition de 1915 (Territoires acquis depuis 1913)

	Imposition totale	Superficie en décares	Taux moyen de l'imposit.
Terres	4.269.082	2.230.944	1 lev 913
Forêts	400.000	3.190.426	0 » 125
Vignes	300.000	37.045	8 » 098

Si donc dans l'imposition par unité des différentes cultures, une égalité relative avait été atteinte pour l'ancienne Bulgarie, il n'en était plus de même dès que l'on comparait la charge moyenne pesant sur les nouveaux et les anciens territoires. La disproportion apparaissait encore plus flagrante, si l'on rapprochait les chiffres des répartitions entre les communes et les contribuables. On conçoit dès lors que sous les violentes réclamations qui furent élevées, Tontchef, Ministre des Finances, ait dû, dans sa circulaire, prescrire qu'un lev au maximum serait perçu par décare sur les terres des régions libérées. La situation fut encore aggravée par les cessions de territoire que dut consentir la Bulgarie par le traité de Neuilly. Un remaniement total de l'impôt et de nouvelles répartitions étaient donc devenus indispensables. Le Gouvernement échappa à cette tâche en abandonnant l'impôt foncier aux budgets départementaux et communaux.

Les principales difficultés qui furent rencontrées dans l'établissement et la répartition de cet impôt provenaient du manque de cadastre. Le recensement général de tous les terrains opéré en 1903-1904 n'offrait pas les garanties

indispensables à un travail d'ensemble. Afin de rendre possible une réorganisation générale, la loi du 6 juillet 1908 avait prescrit l'arpentage des propriétés et l'établissement d'un cadastre ; mais les circonstances politiques s'opposèrent toujours à l'exécution des opérations. On recula aussi devant les frais énormes qu'elles nécessitaient. Ce défaut total de renseignements sûrs est en grande partie la cause des vices capitaux de la loi. A chacune des répartitions successives par les différentes Commissions avaient dû être données des bases variables ; c'est ainsi que la première Commission centrale répartissait l'impôt suivant la valeur de la production ; que la seconde tenait compte en outre de la situation géographique des communes, de leurs débouchés etc..., et que la troisième ne considérait que la valeur vénale de chaque catégorie de terrains. Il y avait là un gros élément d'inégalité, aggravé encore du fait que les prescriptions bien vagues de la loi livraient à l'arbitraire des commissions les principales décisions à prendre. Le manque de cadastre avait de plus amené l'introduction des procédés d'imposition variant avec chaque catégorie de terrains. Les surfaces des terres étaient évaluées d'après le recensement de 1903-1904, les forêts suivant les renseignements de la Section forestière, les vignes suivant les registres fonciers. N'y avait-il pas là une complication pour le moins inutile ? On relèverait encore très facilement, en faisant un parallèle entre le rôle des différentes Commissions, bien des sources d'injustice. C'est ainsi que les déclarations des contribuables n'étaient reçues que lorsque les première et deuxième Commissions avaient terminé leurs travaux et que la

fixation du contingent de la commune était devenue définitive.

Le procédé d'imposition adopté apportait d'autres inconvénients. Si l'on pouvait admettre que les Commissions première et seconde, qui répartissaient l'impôt entre les arrondissements et les communes, opéraient dans un esprit de justice, n'était-il pas à craindre que les intérêts particuliers ne se heurtassent violemment dans une commission fixant l'impôt des contribuables, lorsque ceux-ci en composaient la majorité. Ce vice d'ailleurs n'est pas particulier en Bulgarie à la répartition de l'impôt foncier; il se retrouve dans la fixation de la plupart des contributions directes pour lesquelles un pareil système d'imposition est adopté. Il serait extraordinaire que dans un pays de civilisation aussi récente, où les rivalités politiques sont très vives, où chaque habitant appartient à un parti, les haines locales ne soient pas à l'origine de nombreuses injustices.

Ce sont là des critiques qui s'adressent plutôt au rôle des commissions qu'à l'impôt lui-même. On a insisté souvent en Bulgarie sur ces défauts que l'on représente comme des vices invincibles de l'impôt foncier. On fait remarquer que dans un pays civilisé, les impôts portant sur le revenu net doivent être préférés à tous autres, et que cette règle est manifestement violée. Les défauts du système employé pourraient être cependant évités avec l'établissement d'un cadastre. Au surplus la Bulgarie ne peut être en aucun point comparée aux pays de l'Europe occidentale.

L'impôt foncier a été abandonné aux communes par la loi du budget de l'année financière 1921-1922. Les

raisons en sont avant tout politiques. Les agrariens parvenus au pouvoir ont voulu mettre en application leurs idées : exonérer autant que possible les paysans et mettre à contribution la « population improductive » des villes. Ce programme a été progressivement réalisé par différentes lois spéciales et surtout par les lois budgétaires de 1921-1922 et 1922-1923.

On a voulu cependant justifier cette suppression par d'autres raisons de principe. « La réforme de l'impôt sur la terre ne consiste pas dans sa suppression, mais elle réside dans la considération des revenus subjectifs réalisés sur la terre cultivée. Le but de l'impôt foncier n'est pas de diminuer les revenus de l'agriculture, mais de participer à la hausse de la valeur de la terre en ce qu'elle avantage le propriétaire du sol. Par conséquent l'imposition de la terre, faisant partie du patrimoine des citoyens, est considérée de plus en plus comme une exploitation financière qui contribue à la hausse du prix de la terre. Par suite de ces considérations, l'impôt sur la terre devient un impôt pour les communes. C'est la réforme introduite en Prusse (1). »

On trouverait donc dans la cession de l'impôt foncier aux communes, une application de l'idée d'imposition de la rente foncière du sol. Les réformateurs agrariens ont subi très largement l'influence de la littérature financière allemande et en particulier du « Bodenreform ». La loi sur la répartition des terres ne correspond-elle pas, en effet, aux conceptions exprimées par Damas-

(1) Professeur Petko Stoyanoff.

chke (1). Le Gouvernement bulgare actuel semble se laisser généralement séduire par des idées théoriques qu'il met facilement en application.

Quoiqu'il en soit, l'abandon par le Gouvernement bulgare des recettes de l'impôt foncier, à une époque si critique pour les finances de l'État, semble incompréhensible pour quiconque se place au point de vue fiscal. On a de même invoqué la nécessité d'affecter des ressources spéciales aux budgets départementaux et communaux ; il paraît plus exact de chercher les motifs réels de cette réforme fiscale dans l'intérêt du parti au pouvoir et dans des préoccupations électorales.

Un tableau comparatif des recettes des différents impôts directs sera donné à la fin de cette partie.

Si les recettes de l'impôt foncier étudié ci-dessus disparurent du budget de l'État en 1921, le mot lui-même ne fut rayé qu'en 1922. Un impôt foncier spécial et temporaire, que nous retrouverons dans la partie suivante de cet exposé, remplaça pour l'année financière 1921-1922 l'impôt qui a été examiné et qui était cédé aux communes.

(1) Damaschke. Die Bodenreform. 122^e édition. Iéna (1922). Marxism und Bodenreform 1922.

SECTION II

L'IMPOT SUR LES BATIMENTS

L'impôt sur les bâtiments, institué par la loi du 20 décembre 1894 (1), fait partie de la réforme des impôts entreprise à cette époque. Sans doute, ainsi que nous l'avons vu, les immeubles bâtis étaient soumis déjà au temps de la domination turque à l'Emliak (un des impôts élémentaires de la Verguie), qui avait passé sans grandes modifications dans le système fiscal bulgare. Mais l'Emliak, qui portait sur la valeur immobilière, était perçu aussi bien sur les fonds de terre que sur les immeubles bâtis. L'impôt sur les bâtiments de 1894 doit donc être considéré comme une institution entièrement nouvelle. Il se rattache du reste très étroitement aux autres contributions directes créées à la même époque (impôt foncier, impôt sur les professions, etc...). Cette origine commune explique que la loi fondamentale qui le régit, contienne des dispositions complétant celles de l'impôt foncier ou de l'impôt sur les professions. Cet impôt a trouvé grâce devant les réformateurs agrariens et c'est encore cette loi de 1894 qui est en vigueur en Bulgarie, à l'heure actuelle. Elle a été complétée par un

(1) Loi de l'impôt sur les bâtiments, approuvée par Décret royal du 20 décembre 1894, n° 196, publiée dans l'Officiel n° 20 du 26 janvier 1895.

règlement d'administration publique en 1905 (1); une légère modification a été depuis apportée dans le taux en 1919.

L'impôt sur les bâtiments est, à la différence de l'impôt foncier, un impôt de quotité. Les dispositions de la loi qui sont très simples seront examinées ci-après.

§ 1. — *Dispositions de la loi*

Sont soumis à l'impôt sur les bâtiments en Bulgarie tous les immeubles bâtis (à l'exception des greniers et des écuries des cultivateurs) et tous les terrains qui les entourent (cours, jardins, terrains à bâtir, inférieurs à 3 décares dans les villes et villages), et généralement tous les immeubles qui ne sont pas frappés par l'impôt foncier (mines, salines, emplacements de pêche, moulins, ruches, etc...).

Les domaines de l'État, des établissements publics, religieux (2), de bienfaisance ou d'instruction bénéficient d'une exonération totale ainsi que ceux des écoles commerciales et professionnelles (3). En outre les bâtiments neufs sont dispensés pendant l'année qui suit leur construction (4).

(1) Approuvé par Décret suprême n° 281 du 21 juin 1905 et publié dans le *Journal Officiel*, n° 188, du 25 juin même année.

(2) L'exemption ne concerne que les bâtiments à usage du culte, les autres constructions sont soumises à l'impôt (circulaire 7630 du 10 juillet 1906).

(3) Loi du budget pour l'année financière 1922-1923 publiée au *Journal Officiel*, n° 10 du 13 avril 1922.

(4) De plus, pour encourager la construction des bâtiments et pour diminuer la crise des logements sévissant à Sophia et dans les principales villes du royaume, la loi du 2 août 1920,

L'impôt porte sur la valeur non seulement de l'immeuble, mais encore de tout ce qui en fait partie intégrante (machines, moulins, cours, etc...). C'est un impôt dégressif qui favorise les très petits propriétaires. La progression est apparue ici pour la première fois dans le système fiscal bulgare (1). Le taux en était fixé comme suit :

4 ‰	pour un immeuble d'une valeur de	5.000 leva.
4,5 ‰	— — —	5.000 à 10.000 —
5 ‰	— — —	10.000 à 15.000 —
5,5 ‰	— — —	15.000 à 20.000 —
6 ‰	— — —	supérieure à 20.000 —

En 1919, par suite de la dépréciation de la monnaie bulgare et de l'augmentation de valeur que les circonstances donnaient aux bâtiments, la loi éleva le taux de l'impôt et augmenta en même temps la progression (2).

4 ‰	pour un immeuble d'une valeur de	3.000 leva.
4,5 ‰	— — —	3.000 à 5.000 —
5 ‰	— — —	5.000 à 10.000 —
5,5 ‰	— — —	10.000 à 20.000 —
6 ‰	— — —	20.000 à 30.000 —
6,5 ‰	— — —	30.000 à 40.000 —
7 ‰	— — —	40.000 à 60.000 —
7,5 ‰	— — —	60.000 à 80.000 —
8 ‰	— — —	supérieure à 80.000 —

publiée au *Journal Officiel*, n° 97, décret n° 378, a accordé une exemption totale d'impôt jusqu'en 1930 pour les bâtiments construits du 1^{er} janvier 1919 jusqu'au 31 décembre 1923.

(1) Par une circulaire du Ministre des Finances, n° 2081, du 5 mars 1896. Weiss Bartenstein, page 406.

(2) Loi des six douzièmes du budget de 1918 pour le premier semestre 1919-1920, publiée au *Journal Officiel* n° 366 du 29 mars 1919.

Fixation de l'Impôt. — Nous retrouvons ici le système général d'imposition en Bulgarie, déjà exposé lors de l'étude de l'impôt foncier. Nous n'indiquerons donc que les dispositions spéciales à l'impôt sur les bâtiments.

Dans le délai fixé par le Préfet des finances, le contribuable dépose chez le maire de la commune de son domicile, une déclaration indiquant la situation de l'immeuble, les superficies bâties et non bâties, la destination, le mode de construction, le nombre d'étages et la valeur du bâtiment, en distinguant celle du terrain bâti et celle du terrain non bâti. Des déclarations séparées doivent être déposées pour les bâtiments situés dans des villes ou villages différents.

La première Commission (1) vérifie en présence du propriétaire la déclaration et procède, sur les lieux mêmes, à une estimation de l'immeuble, distincte pour le sol et pour les constructions. Elle se base sur les indications du propriétaire, l'estimation des registres fonciers, le revenu probable de l'immeuble et éventuellement les prix des ventes récentes. L'impôt doit être alors

(1) La première Commission est composée du Maire de la commune, d'un représentant élu par la population du village ou du quartier, d'un conseiller de département désigné par le Préfet de département, d'un fonctionnaire de l'Administration des finances, enfin d'un expert pour l'arpentage et l'estimation des immeubles nommé par le même Préfet. Dans les chefs-lieux de départements, la présidence appartient à l'expert ; dans les autres villes et villages, au fonctionnaire des finances. Toutes les Commissions premières commencent leurs travaux en même temps.

calculé d'après le taux ci-dessus indiqué, sur tous les immeubles du même propriétaire (1).

La liste des impositions est remise au maire ou au Préfet des finances. Les contribuables qui s'estiment lésés, soit par une imposition trop élevée pour eux-mêmes, soit par une imposition de faveur accordée à leurs concitoyens, déposent, dans le mois qui suit la publication, leurs réclamations chez le maire. Celles-ci sont transmises au préfet de département qui les soumet à la Commission de contrôle.

La Commission de contrôle (2) procède à l'examen des plaintes. Elle peut, soit diminuer l'imposition de sa propre autorité, soit renvoyer à la Commission première les décisions qu'elle estime trop basses. Les rectifications de cette dernière sont transmises de nouveau à la Commission de contrôle, avec les réclamations du contribuable s'il y a lieu.

Dans les 15 jours de la communication de la décision qui leur est faite, les contribuables peuvent se pourvoir en cassation auprès de la Cour du Contentieux administratif (3).

(1) Ceci semble être l'intention de la loi. L'article 7 de celle-ci punit en effet d'une amende l'inscription d'un immeuble « au « nom d'un autre propriétaire pour éviter un taux supérieur « d'imposition. » L'article 36 du règlement d'administration publique prescrit au contraire de fixer l'impôt sur chaque immeuble pris séparément. Cette contradiction fait l'objet d'une remarque du Docteur Weiss Bartenstein qui sera rapportée ci-après.

(2) Composée du Préfet de département, du Préfet des Finances, de deux membres de la Commission permanente de département.

(3) La Cour du Contentieux administratif constitue la juridiction supérieure en matière administrative. Elle connaît

Les estimations sont faites pour cinq ans. Le maire et un fonctionnaire de l'administration des finances dans les villages, et une Commission dans les villes, sont chargés d'estimer la valeur des constructions nouvelles.

La loi édicte en outre des sanctions pénales contre ceux qui se rendent coupables de dissimulation ou de fausses déclarations. Elle prévoit également les formalités à accomplir en cas de mutation ou de destruction de l'immeuble.

§ 2. — *Critiques adressées à la loi*

L'impôt sur les bâtiments avait été institué (1) dans le but de faire participer le fisc à l'accroissement de la rente foncière qui dans le pays s'élevait avec une rapidité remarquable (2).

Le tableau ci-dessous établi d'après les renseignements du Ministère des Finances donne les valeurs des bâtiments imposables (3).

de toutes les plaintes élevées sur les actes des autorités administratives, à l'exception de celles qui relèvent des tribunaux ordinaires, des actes de Gouvernement, etc. Elle juge en cassation ou en appel.

(1) Par les lois du 21 décembre 1910 et 19 mars 1912, l'impôt sur les bâtiments pesant sur les communes urbaines avait été cédé à ces mêmes communes, qui abandonnaient en échange à l'État certaines contributions perçues antérieurement à leur profit. L'impôt sur les bâtiments des villes fut réintégré dans le budget de l'État par la loi du 2 mars 1915.

(2) Weiss Bartenstein, *op. cit.*, page 408.

(3) Kiril G. Popoff. La Bulgarie Économique, page 139. D'après les rectifications de M. Popoff, les valeurs réelles des bâtiments seraient les suivantes : en 1895, 855.000.000 leva ; en 1906, 1.315.000.000 leva ; en 1911, 2.171.000.000 leva.

Années	Nombre de bâtiments	Valeur d'après le Ministère des Finances
1886		318.379.484
1895	803.960	475,036.636
1906	814.844	730.563.870
1911	903.270	1.206.398.109
1912	906.657	1.207.349.277 (1)

En général, les recettes de l'impôt ne correspondent que de très loin à l'augmentation de la valeur des propriétés. En outre, à partir de 1914, elles restent considérablement au-dessous des prévisions budgétaires (2). Ce dernier fait s'explique en partie par les guerres continuelles dans lesquelles la Bulgarie était engagée (guerres balkaniques, guerre européenne). L'accroissement des rentrées observé en 1918 et dans les années suivantes est dû au relèvement du taux de l'impôt. Notons cependant que, par suite de la dépréciation de la monnaie bulgare (3), et de la crise générale des logements, la valeur

(1) Annuaire statistique, page 347.

(2) Voir les graphiques en fin du volume. De 1911 à 1914, l'impôt sur les bâtiments dans les villes a été perçu à leur profit; l'impôt des campagnes allait au Trésor public. Les perceptions se répartissaient approximativement comme suit entre les villes et les villages :

Années	Villes	Campagnes
1906	55,52 %	44,48 %
1910	56,05 %	43,95 %
1911	51,73 %	48,27 %
1918	59 %	41 %

(3) Le leva-papier ne valait plus dans le dernier semestre de 1921 que la trentième partie environ de sa valeur or.

des bâtiments en leva a considérablement augmenté dans ces dernières années, et qu'on devrait en attendre un accroissement de recettes très important.

Pour expliquer cet échec partiel, les Administrations bulgares invoquent ce fait que l'impôt est payé avec beaucoup de retard. Il arrive que dans les années normales, l'arriéré atteigne presque la moitié des perceptions à effectuer. Elles se plaignent également du « manque de conscience du contribuable, et des estimations trop basses faites par lui ». Il semble donc que se révèle ici un des vices de la fixation par les Commissions d'un impôt de quotité. « Cette imposition par les Commissions conduit à de nombreuses injustices, d'autant plus que la loi laisse trop de place à l'arbitraire (1). »

Il suffit d'examiner le rôle et la composition des Commissions pour se rendre compte que, pour cet impôt comme pour tous les autres, les intérêts du fisc ne sont pas toujours suffisamment sauvegardés. Dans les premières Commissions et dans les Commissions de contrôle, les contribuables possèdent la majorité; il n'y a donc rien d'étonnant que « les impositions soient particulièrement basses dans les villes » (2), où la présence des fonctionnaires d'État ne suffit pas à intimider les membres. Bien plus en cas de plainte la Commission de contrôle, qui possède le droit de diminuer la contribution du contribuable trop lourde à son avis, ne peut dans le cas contraire l'augmenter et doit renvoyer le dossier à l'examen de la première Commission. Ces disposi-

(1) Weiss Bartenstein, page 407.

(2) Weiss Bartenstein. Op. cit. page 407.

tions de la loi, si elles offrent des garanties aux contribuables, ne conservent pas suffisamment les intérêts du Trésor.

Nous avons signalé que la loi visait également, à côté des bâtiments, des immeubles tels que les mines et les salines, pour lesquels la fixation d'une contribution était extrêmement difficile. Comment déterminer la valeur réelle de pareils immeubles ? Cela semble impossible. Il eût été judicieux de les soumettre à un impôt foncier ou à un impôt spécial. D'après certains renseignements, le fisc se contenterait d'imposer la production au taux fixé par cette loi. Il nous a été même impossible de savoir si une perception quelconque était effectuée à ce titre :

L'auteur allemand Dr Weiss Bartenstein, dans son ouvrage cité, élève deux objections particulières contre cet impôt. Il fait remarquer avec raison que maisons d'habitation et bâtiments industriels sont taxés au même taux et qu'il semble y avoir là une erreur d'imposition. Les bâtiments industriels, dit-il, déjà soumis à l'impôt sur les professions devraient être exonérés ou du moins être frappés avec moins de rigueur. Cette observation très fondée jusqu'en 1922 perd aujourd'hui de son intérêt pratique. L'impôt sur les professions a été en effet, rayé en 1922 du budget de l'État (1).

Le même auteur s'étend ensuite assez longuement sur une contradiction de la loi et du règlement d'administration publique. Tandis que la loi ordonne d'opérer le calcul de l'impôt sur l'ensemble des immeubles d'un

(1) Par la loi du budget 1921-1922 (article 7), 31 mars 1921.

même propriétaire, l'article 36 du règlement d'administration publique prescrit : « L'impôt est calculé au taux prévu par l'article 3 de la loi, sur la valeur intégrale de chaque immeuble pris séparément. » Ceci est contraire à l'intention de la loi.

Prenons un exemple, dit-il :

A possède 1 bâtiment de 30 .000 leva	. 30 .000 leva
B — 2 — de 15 .000 —	. 30 .000 —
C — 3 — de 10 .000 —	. 30 .000 —(1)

Si nous appliquons le taux actuel, A sera imposé de 6 0/00 — B de 5 0/00 — C de 4,5 0/00. Il en résulte donc qu'un même capital paye un impôt différent suivant qu'il est investi dans deux ou trois immeubles. Pareil cas serait très rare, paraît-il. Il est cependant certain qu'il doit se présenter dans la pratique.

Le taux dégressif de l'impôt semble indiquer qu'on ait voulu en faire une sorte d'impôt sur le revenu. Sans vouloir rechercher s'il est logique et juste de donner ce caractère à un pareil impôt, il est nécessaire de remarquer que le taux le plus élevé de la progression frappait primitivement les bâtiments d'une valeur au moins égale à 20.000 leva, et qu'il est actuellement applicable à ceux d'une valeur supérieure à 80.000 leva ; ce qui au cours actuel du change représente environ 2.700 francs-or. Il paraît donc que cette progression n'ait été maintenue que par tradition, d'autant plus que, ainsi que nous l'avons vu, aucune exemption totale d'impôt n'a été prévue pour les très petits immeubles.

Pour les recettes de l'impôt sur les bâtiments, nous renvoyons au tableau placé à la fin de la présente partie de cet exposé.

(1) Weiss Bartenstein, *op. cit.*, page 407.

SECTION III

L'IMPOT SUR LES PROFESSIONS

Nous arrivons maintenant à l'étude du troisième grand impôt bulgare : l'impôt sur les professions qui a été perçu de 1895 à 1922. Nous avons vu précédemment qu'en 1885, le temetouat aboli avait été remplacé par l'impôt des patentes, et que les réclamations élevées contre ce dernier s'attaquaient surtout au mode d'application de la loi.

La grande réforme fiscale de 1895, sans écarter délibérément l'impôt des patentes, le réorganisa complètement. La loi du 20 janvier 1895 le consolida sous le nom d'« impôt sur les professions », mais elle en étendit considérablement la portée, car, outre les revenus commerciaux ou industriels, il frappait tous les revenus mobiliers ou immobiliers. Sa désignation était donc peu logique ; c'était en fait un impôt sur toutes espèces de ressources. Son assiette très étendue nécessita une réglementation très complexe. Sa perception était, en effet, effectuée par des autorités ou par des procédés différents selon la qualité des contribuables et les matières imposables. Un règlement d'administration publique (1)

(1) Règlement d'administration publique sur l'application de la loi de l'impôt sur les professions, approuvée par décret n° 8 du 30 août 1910, publiée dans le *Journal Officiel* n° 190 du 1^{er} septembre même année.

publié en vue de l'application de la loi, constituait plutôt un catalogue des différentes manières de recouvrement de l'impôt.

L'impôt sur les professions a été perçu au profit de l'État jusqu'à la fin de l'année financière 1921-1922. La loi du budget du 31 mars 1921 l'a cédé dans sa presque totalité aux communes. Cependant, un impôt spécial sur les Sociétés, réglementé jusqu'alors par la loi fondamentale du 20 janvier 1895, a été réorganisé par la loi du 6 août 1920 et par celle du 26 janvier 1922 et a été disjoint de l'impôt général sur les professions. Il figure dans le budget 1922-1923 sous un paragraphe spécial et sera étudié dans la troisième partie de cet exposé.

Nous nous bornerons à examiner ici le système d'imposition et les différents modes de perception de l'impôt sur les professions en réservant les dispositions qui touchent à l'impôt sur les sociétés actuelles.

§ 1. *SYSTÈME D'IMPOSITION*

« A l'impôt sur les professions est soumis tout
« individu bulgare ou étranger habitant la Bulgarie,
« y exerçant une industrie ou un commerce quelconque,
« y travaillant ou percevant des revenus mobiliers ou
« immobiliers (intérêts de capitaux, titres, retraites,
« pensions, etc...) » (article 1^{er} de la loi).

Cet impôt avait donc un caractère très général. Il frappait non seulement les revenus professionnels mais encore toutes autres espèces de revenus, aussi bien ceux du travail que ceux provenant des biens mobiliers ou immobiliers.

Des exemptions d'impôt assez nombreuses (1) étaient cependant accordées, certaines en faveur de diverses classes de contribuables, soldats, cultivateurs, etc..., d'autres dans l'intérêt de la production. Ces dernières profitaient principalement aux agriculteurs qui vendaient directement leurs marchandises sans les faire passer par des magasins.

Enfin en tant qu'impôt sur le revenu, l'impôt sur les professions n'atteignait pas les fonds des écoles, les coupons des emprunts d'état bulgares, les pensions des invalides, revenus des églises, etc...

Par suite du grand nombre de contribuables et de l'étendue des revenus atteints, les procédés de fixation et de perception de l'impôt variaient considérablement. L'exposé ci-après donnera une idée de la complexité presque inextricable à laquelle on était arrivé.

(1) Exemptions accordées par l'article 2 de la loi aux personnes suivantes :

a) Soldats en service actif à l'exception des sous-officiers et des adjudants rengagés.

b) Auteurs et traducteurs de différents livres et ouvrages (circulaire du Ministre des Finances, n° 3.639, 1901).

c) Cultivateurs, jardiniers, vigneron pour leurs produits vendus directement aux consommateurs sans passer par des magasins.

d) Éleveurs de bétail, à l'exception des éleveurs de plus de 10 porcs.

e) Commis voyageurs étrangers venant périodiquement en Bulgarie.

f) Ouvriers et artisans dont l'impôt serait inférieur à trois leva.

g) Tisseuses de chaiak (étoffe grossière delaine) et de ganses.

h) Ecclésiastiques pour leurs honoraires.

i) Troupes de théâtre d'amateurs.

j) Cultivateurs-ouvriers travaillant temporairement dans les villes (au jardinage, taillage des vignes, etc.).

Les professions visées par la loi étaient rangées en cinq catégories principales : professions de fonctionnaires, professions libérales, professions commerciales, professions industrielles et professions d'artisans (métiers).

a) *Professions de Fonctionnaires.* — La désignation en était ainsi faite : « Ce sont toutes celles qui sont
« exercées contre un certain traitement. Sont compris
« sous le nom de fonctionnaires... en général tous ceux
« qui touchent des appointements du Trésor, ainsi que
« tous les employés des départements et des communes,
« des diverses sociétés et entreprises, les comptables et
« employés des maisons de commerce » (article 4 de la loi).

L'impôt était calculé sur le traitement aux taux suivants (1) :

TABLEAU N° 1

2 %	pour un traitement inférieur ou égal à 2.000	leva
3 %	— — — —	5.400 —
4 %	— — — —	7.500 —
5 %	— — — —	12.000 —
6 %	— — — supérieur à	12.000 —

b) *Professions libérales.* — La loi n'en donnait pas une définition générale. Elle se bornait à indiquer celles qui rentraient dans cette catégorie : avocats, médecins, dentistes, accoucheurs, peintres, éditeurs, musiciens, etc.. Ces professions étaient réparties en quatre classes,

(1) Il est à remarquer que l'impôt est calculé au taux maximum sur le traitement entier, sans appliquer aux différentes tranches les taux correspondants. La plupart des impôts bulgares sont calculés de la même manière.

imposées d'après un tableau spécial de la même façon que les professions commerciales.

Sous cette catégorie étaient en outre rangés les entrepreneurs. Étaient considérés comme tels les entrepreneurs de travaux publics de l'État, des départements et des communes, les fournisseurs de matériel pour l'armée, hôpitaux, prisons, établissements publics, les locataires de pêcheries, les fermiers des contributions perçues pour le compte de l'État, départements ou communes, de l'intisap (1), les entrepreneurs des ports, etc...

Pour toutes les personnes ainsi désignées, l'impôt était calculé sur le montant total de l'entreprise au taux suivant (article 8 de la loi).

TABLEAU N° 2

2 %	sur un montant de	20.000	leva.
3 %	—	—	50.000 —
4 %	—	—	100.000 —
5 %	—	—	200.000 —
6 %	—	—	500.000 —
7 %	—	—	1.000.000 —
8 %	supérieur à	1.000.000	—

c) *Professions commerciales.* — La loi les divisait en plusieurs catégories (2) imposées d'après un tableau spécial par des Commissions dont le rôle sera exposé ci-après.

(1) Taxe communale payée lors de chaque vente de gros bétail, au moment où le titre de propriété est établi.

(2) 1° Commerce de produits indigènes; 2° de produits exotiques; 3° de banque; 4° d'alimentation; 5° de transport; 6° ambulante; 7° divers (art. 13).

Mais la loi considérait en outre « comme ayant une profession commerciale, les personnes touchant des revenus de biens meubles (capitaux, titres, retraites, à l'exception des retraites d'invalidité) et de biens immeubles non soumis à l'impôt foncier. » L'impôt était calculé au taux suivant sur le montant total des revenus perçus.

TABLEAU N° 3 (1)

2 %	pour un revenu jusqu'à	2.400	leva
3 %	— — —	5.400	—
4 %	— — —	7.500	—
5 %	— — —	12.000	—
6 %	— — —	20.000	—
7 %	— — —	50.000	—
8 %	— — —	100.000	—
9 %	— — —	250.000	—
10 %	— au-dessus de	250.000	—

d) *Professions industrielles.* — Les professions rangées dans cette classe étaient énumérées longuement dans la loi et réparties en 12 catégories différentes, (fabriques de textiles, moulins à vent, hauts fourneaux,

(1) Loi du 29 mars 1919. *J.O.* n° 366. Antérieurement le taux était ainsi établi (loi du 20 janvier 1895).

2 %	sur un revenu de	5.400	leva
3 %	— — —	7.500	—
4 %	— — —	12.000	—
5 %	— — —	20.000	—
6 %	— — —	50.000	—
7 %	— — —	100.000	—
8 %	au-dessus de	100.000	—

industries extractives (1) etc.....). L'impôt était fixé par les Commissions, d'après un taux établi dans un tableau spécial. (2)

e) *Métiers*. — Rentraient sous l'appellation de métiers, « les professions manuelles dans lesquelles sont travaillées des marchandises sur commande ou pour être vendues », (tanneurs, horlogers, orfèvres, chaudronniers, fondeurs, armuriers, menuisiers, blanchisseurs etc). Elles étaient imposées ainsi que les professions commerciales et industrielles par les Commissions, d'après un tableau spécial.

§ 2. *FIXATION ET PERCEPTION DE L'IMPOT SUR LES PROFESSIONS*

Nous avons vu que l'impôt était tantôt déterminé par les Commissions, tantôt perçu d'autorité. Le règlement d'administration publique du 30 août 1910 divisait l'impôt sur les professions d'après son mode d'imposition et de perception, en « impôt imposé » c'est-à-dire fixé par les Commissions, et en « impôt non imposé » c'est-à-dire perçu d'autorité. Il en donnait la définition suivante : « L'impôt non imposé est celui qui n'est pas « fixé par une Commission et qui est retenu au contribuable ou payé par lui, et versé directement au Trésor.

(1) La recherche et l'exploitation des mines n'étaient pas soumises à l'impôt sur les professions. Cependant la vente des produits extraits, faite hors du rayon de la mine était soumise à l'impôt sur le revenu (article 14 du règlement d'administration publique).

(2) La « loi pour favoriser l'industrie » exemptait cependant de l'impôt les exploitations industrielles au capital de 25.000 leva et occupant au moins 20 ouvriers.

« — L'impôt imposé est celui qui, fixé par les Commis-
« sions prévues....., est recouvré par les percepteurs et
« versé au Trésor au titre de la contribution du village
« ou de la ville où sont domiciliés les contribuables. » (1)
Ce dernier impôt était ordinairement établi au moyen
de déclarations.

A. — IMPÔT PERÇU D'AUTORITÉ

L'impôt était perçu « sans imposition » c'est-à-dire d'autorité par les agents du fisc ou les agents des administrations, lorsqu'il frappait les revenus ou traitements suivants : traitements et rémunération des fonctionnaires d'État et des administrations publiques ou privées (lettre a ci-dessus); montant des entreprises et travaux publics de l'État, des départements ou des communes (lettre b), revenus des valeurs mobilières déposées dans les établissements de Crédit (lettre c); et impôt sur les professions des ambulants sans domicile fixe.

Impôt sur les traitements des fonctionnaires. — L'impôt portant sur le traitement et la rémunération des fonctionnaires était calculé aux taux indiqués dans le tableau n° 1. Il était retenu chaque mois par le chef de l'administration et versé par lui, soit à la Banque Nationale de Bulgarie (2), soit aux percepteurs ou agents des finances (3). Les inspecteurs des finances procédaient à des vérifi-

(1) Règlement d'administration publique, article 20.

(2) Pour les employés de la Banque Nationale de Bulgarie

(3) Pour les fonctionnaires de l'État, des départements, des communes, de la Banque Agricole, de l'Intendance de la Cour, des Chambres de Commerce, etc.

cations sur place et en dressaient procès-verbal. Les caissiers et les payeurs étaient déclarés personnellement responsables du paiement de l'impôt.

Le traitement annuel servant de base à l'établissement de l'impôt était obtenu en multipliant par 12 ou par 300 le salaire mensuel ou journalier. A cette somme devaient être ajoutés les traitements complémentaires et gratifications (indemnités de fonctions, de garnison, de cantonnement, d'enseignement, traitement perçu en nature). Différentes exemptions étaient toutefois accordées aux soldats et à certains agents subalternes.

La Commission première (1), dont il sera question ci-après, était chargée d'estimer la valeur du traitement en nature (logement, éclairage, vêtements) sauf appel possible à la Commission de Contrôle et au Ministre des Finances.

Chaque fonctionnaire devait déclarer à son chef, en janvier, les gratifications reçues pendant l'année précédente. L'impôt était perçu sur le total de celles-ci, au taux afférent au traitement annuel.

Quant à l'impôt des personnes employées chez des particuliers (comptables, expéditionnaires, garçons), il était perçu au même taux sur le total des traitements et gratifications etc., au moyen de déclarations vérifiées par les Commissions (2) etc. Les patrons étaient déclarés responsables de son paiement.

Impôt perçu sur le montant des entreprises. — L'ar-

(1) Ces Commissions n'intervenaient donc que tout à fait exceptionnellement dans la fixation de l'impôt.

(2) Article 55 de la loi sur la perception des impôts directs. Le rôle des Commissions était donc sur ce point plus important.

ticle 49 du règlement d'administration publique définit ainsi l'entreprise : « L'exécution de tous travaux ou « toute fourniture de matériel à l'État, aux départe-
« ments et aux communes, à la Banque Nationale ou à la
« Banque Agricole de Bulgarie. » L'impôt était perçu sur le montant nominal de l'entreprise ou sur le montant estimatif fixé par la Commission d'adjudication. Dans ce dernier cas un impôt complémentaire était perçu lors de la clôture définitive des comptes. Le paiement en était effectué par l'entrepreneur à la Banque Nationale de Bulgarie, sur feuille de versement délivrée par l'Administration des finances.

L'impôt était payable d'avance sous peine de résolution obligatoire de l'adjudication et n'était restitué en aucun cas. L'article 53 du règlement prescrivait en termes exprès que les entrepreneurs n'étaient pas dispensés de l'impôt normal applicable à leur profession (1).

Impôt sur les revenus des valeurs mobilières. — La loi du 1^{er} avril 1905 avait soumis à l'impôt sur les professions les revenus des capitaux déposés dans les établissements de crédit et les coupons des emprunts non expressément exemptés. Par la loi du budget de l'année 1909, l'impôt avait été fixé à 4 % du revenu perçu. Il devait être retenu par les administrations lors du paiement des intérêts et versé aux percepteurs ou agents des finances.

(1) « L'impôt est le même lorsque l'entrepreneur exécute « des travaux ou fournit des marchandises se rapportant à « sa profession pour laquelle il est déjà frappé de l'impôt. » Article 53 du règlement.

Un système spécial d'imposition avait été établi pour les titres des sociétés d'épargne et autres sociétés tenues de publier périodiquement leur bilan (1). Il sera examiné ci-dessous.

Impôt des commerçants ambulants et de ceux non domiciliés en Bulgarie. — Avant d'être autorisées à exercer leur commerce, ces personnes étaient tenues de se présenter au préfet ou à l'agent des finances de la localité où elles se trouvaient. Ces fonctionnaires en se basant sur « le revenu probable de la profession pendant six mois dans les villages et dans les villes », fixaient et percevaient l'impôt. Ce dernier ne pouvait, en aucun cas, être inférieur au taux minimum prévu pour la même profession dans le tableau normal. L'autorisation de commerce était subordonnée au versement de la somme ainsi déterminée. De semblables prescriptions étaient applicables aux ventes effectuées directement par les navires dans les ports. (2)

Pour tous les impôts ainsi perçus « d'autorité » par le préfet ou les agents des finances, un registre spécial était tenu. Communication devait en être faite mensuellement à la section des contributions directes du Ministère des finances.

(1) Sociétés anonymes et sociétés en commandite par actions (article 226 du Code de Commerce bulgare).

(2) La loi du budget de l'année financière 1922-1923 (*Journal Officiel* du 13 avril 1922) a maintenu l'impôt sur les professions pour « les commerçants vendant dans les ports des marchandises provenant des bateaux, pour les troupes théâtrales et pour les commerçants de passage dans le royaume y exerçant leur commerce, leur art pendant une période inférieure à une année, et comme tels, non soumis à l'impôt sur le revenu général. »

B. — IMPÔT PERÇU SUR DÉCLARATIONS VÉRIFIÉES
PAR LES COMMISSIONS .

Nous avons vu dans les pages précédentes que la loi prescrivait dans certains cas aux agents du fisc de procéder d'autorité à la fixation et au recouvrement de l'impôt sur les professions. En règle générale l'établissement et la perception de cet impôt s'effectuaient au moyen des déclarations fournies par les contribuables et vérifiées par les Commissions. La taxation dans ce cas était faite pour trois ans.

Dans le délai fixé par les autorités administratives, tout contribuable devait déposer, contre reçu, au préfet des finances, à son défaut au maire ou au secrétaire percepteur, une déclaration indiquant les bénéfices et revenus imposables. Cette dernière était divisée en deux parties, la première portant sur les professions, la seconde sur les revenus des valeurs mobilières ou des biens immeubles. Le préfet des finances d'arrondissement, après avoir demandé aux contribuables tous renseignements complémentaires, opérait un premier classement des déclarations et les transmettait à la Commission première.

Une ou plusieurs commissions premières (urbaines ou rurales) opéraient dans chaque arrondissement (1). Une

(1) Dans les villes, la Commission première était composée du Préfet des Finances, de son adjoint, du maire ou de son représentant et d'un délégué de chaque profession principale présenté par la corporation et nommé par le préfet des finances de département. Étaient considérées comme professions principales, celles qui étaient exercées par plus de cinq membres dans la même ville. Leurs représentants ne possédaient les

Commission de contrôle fonctionnait dans chaque département.

Après la répartition des déclarations suivant les professions, la Commission première procédait à leur vérification. Ses séances n'étaient pas publiques. Pour se documenter, elle pouvait inviter les contribuables à se présenter devant elle. L'article 104 du règlement lui fixait l'obligation « de visiter tous les établissements « professionnels soumis à l'impôt, pour y relever les « indices extérieurs permettant une taxation ultérieure. »

Ces commissions avaient pour tâche principale d'évaluer le revenu imposable de chaque profession, en se basant sur les renseignements qu'elles possédaient. Elles procédaient de la manière suivante : Le revenu brut était déterminé pour l'année précédant l'imposition d'après les bases de l'article 22 de la loi (1). De ce revenu brut étaient déduites, pour les professions libérales, commerciales, industrielles ou manuelles, les dépenses jugées indispensables, par la Commission, à

droit de vote que pour l'imposition des contribuables qu'ils ne représentaient pas.

Dans les villages, les Commissions étaient composées d'agents des finances ou d'adjoints au préfet des finances d'arrondissement et du maire.

(1) *a*) Le genre et le caractère de la profession ; *b*) la superficie de l'établissement où elle est exercée ; *c*) l'importance commerciale de sa situation ; *d*) le capital ; *e*) le chiffre d'affaires ; *f*) le nombre d'ouvriers (pour les professions commerciales, industrielles et pour les métiers) ; la qualité et le nombre des machines pour les établissements industriels ; *g*) la capacité individuelle ; *h*) le nombre des associés ; *i*) les différentes sortes de commerce ou d'industries exercées dans l'établissement.

l'exercice de la profession (achat de marchandises, montant du loyer du bâtiment, assurances, intérêts des capitaux empruntés, traitements des employés, chauffage, éclairage, frais de bureau). Aucune déduction ne pouvait être admise pour les fonctionnaires (1). L'impôt était alors calculé par la Commission sur le revenu net, au taux fixé par l'article 13 de la loi (tableau N° 3 ci-dessus).

Le règlement d'administration publique comprenait différents tableaux, contenant la répartition des professions en plusieurs classes et indiquant l'imposition de chacune de celles-ci. Des extraits en sont rapportés ci-après. La Commission, après avoir consulté les tableaux, rangeait le contribuable dans la catégorie dont l'imposition se rapprochait le plus du chiffre obtenu préalablement par elle, et le taxait définitivement au montant correspondant.

La décision était communiquée à l'intéressé et la liste des impositions et des contribuables tenue à la disposition de ces derniers pendant le mois suivant, dans les mairies et à l'administration des finances. Pendant ce délai, des plaintes pouvaient être élevées par les intéressés pour toute taxation trop élevée, ou par toute personne pour imposition jugée insuffisante.

Ces réclamations étaient transmises au Préfet des finances du département qui, après les avoir examinées, les présentait avec un rapport à la Commission de Con-

(1) Dans les cas assez rares où la Commission intervenait pour la fixation de leur impôt,

trôle du département (1). Celle-ci statuait sur les plaintes. Ses décisions devaient être prises à la majorité et procès-verbal en était dressé. Elle pouvait diminuer l'imposition des contribuables mais devait renvoyer, lorsqu'une imposition lui paraissait trop faible, à l'examen de la Commission première (2). Ce n'était que sur un refus de cette dernière, qu'elle pouvait trancher définitivement la question. Appel des décisions de la Commission de contrôle pouvait être porté devant la Haute Cour du Contentieux administratif (3).

Aucune de ces Commissions ne possédait le droit d'examiner les livres de commerce des contribuables. Seuls les préfets de finances d'arrondissement et de département, les inspecteurs des finances pouvaient sur la demande expresse des contribuables eux-mêmes prendre communication de la comptabilité de ceux-ci.

L'impôt définitivement fixé était inscrit sur les registres de l'Administration des finances et recouvré par les percepteurs.

§ 3. IMPOSITION DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Il nous reste à examiner une dernière forme de l'impôt sur les professions : celui des Sociétés par actions,

(1) La Commission de Contrôle était nommée par le préfet de département qui en était de droit le Président. Elle se composait en outre du Préfet des Finances de département ou de son adjoint, d'un membre de la Commission permanente de département et d'un notable élu par la municipalité du chef-lieu de département. Elle siégeait dans les locaux de l'administration des finances de département.

(2) Composée d'autres membres si possible.

(3) Circulaire 3.818-1914 et 3.240-1918. Arrêt n° 19-1914 de la Haute-Cour du Contentieux administratif.

société d'épargne et autres, tenues de publier périodiquement leur bilan.

La loi du 6 août 1920 a complètement modifié le système fiscal applicable à ces sociétés. Celle du 26 janvier 1922 a fait de l'impôt sur les Sociétés un impôt particulier, étudié dans la troisième partie ci-après.

Sous le régime antérieur à ces deux lois, l'impôt sur les sociétés était perçu de la manière suivante : dix jours après l'approbation du bilan annuel, la direction de la Société déposait à la préfecture des finances, une déclaration accompagnée d'un exemplaire du Rapport du Conseil d'Administration et du Conseil de Contrôle. L'impôt était fixé sur les bénéfices de l'année précédente (1), au taux prévu pour les établissements commerciaux (tableau N° 3 ci-dessus).

L'impôt des sociétés ne devait pas être inférieur à 2 % du capital versé. Il était fixé à ce taux si la société n'avait réalisé aucun bénéfice. Des dispositions spéciales étaient applicables aux succursales des Sociétés étrangères. La Commission de Contrôle était compétente pour statuer sur les plaintes élevées.

Telle était jusqu'en 1922, en dehors des modifications apportées à la taxation des Sociétés, la législation réglementant l'impôt sur les professions. Ce dernier a été rayé du budget de l'État par la loi des finances du 31 Mars 1922.

Les législations de la plupart des pays arrivés à un degré de développement et de civilisation comparable à ceux de la Bulgarie actuelle, ont soumis ou soumettent

(1) Ainsi que sur les sommes destinées aux réserves.

les revenus des professions, du travail, des biens mobiliers ou immobiliers, à des régimes particuliers. L'impôt bulgare englobant toutes ces matières dépassait de beaucoup le cadre d'un impôt sur les professions. Il en résultait une complexité extraordinaire dont on a pu se rendre compte par le simple exposé qui en a été fait.

Comme il est fatal en pareil cas, on ne pouvait tenter de modifications ou de créations nouvelles d'impôt, sans que des répercussions involontaires n'apparussent, amenant des doubles impositions et des injustices. C'est ainsi que pendant les années financières 1920-1921 et 1921-1922, le revenu des contribuables fut frappé par deux impôts, d'abord par celui qui vient d'être étudié, ensuite par un impôt spécial « sur le revenu global » créé par la loi du 1^{er} avril 1920 (1). Ce fait, qui eût pu paraître singulier dans une législation fiscale plus avancée, n'était pas pour émouvoir le législateur bulgare. Il n'a pris fin qu'en 1922 (2).

Le docteur Weiss Bartenstein porte sur l'impôt professionnel le jugement suivant : « Par rapport à la

(1) Cet impôt sera examiné dans la troisième partie de cette étude.

(2) Le législateur bulgare actuel ne considère nullement, semble-t-il, les possibilités contributives des sujets frappés, surtout lorsque ceux-ci n'appartiennent pas à la classe paysanne. Pour illustrer cette remarque, il nous suffira de mentionner qu'en 1921, les traitements des fonctionnaires ayant dû être augmentés — ce qui du reste était parfaitement justifié — on s'est borné pour faire face à ces dépenses, par la loi du 1^{er} novembre 1921, à créer quelques taxes douanières à l'exportation et à majorer d'un seul coup de 80 % l'impôt sur les professions en tant qu'il portait sur les établissements industriels et commerciaux et sur les sociétés, et ceci avec effet rétroactif du 1^{er} avril précédent.

« structure économique de la Bulgarie, l'impôt sur les
« professions bulgare, abstraction faite de quelques
« défauts, peut être considéré dans ses bases fonamen-
« tales comme bien adapté. La petite industrie locale
« et aussi en partie la grande exploitation dépendent
« surtout du débouché local à proximité du lieu
« de production. Avec l'accroissement des capitaux
« dans le pays et l'accumulation des capitaux étrangers,
« la tendance à supplanter les professions d'artisans
« s'est fortement affirmée ; c'est ainsi qu'est justifiée
« une imposition plus faible sur la petite production, en
« vertu du principe de politique financière, d'imposer
« selon la productivité. Le fisc doit aussi, pour des rai-
« sons de politique industrielle, en considération de la
« la situation économique difficile des artisans, renoncer
« à de grandes recettes de cette classe professionnelle,
« en tant que cette politique ne provoque pas de mal-
« saines créations de nouvelles industries » (1).

Cette opinion du docteur allemand qui s'applique à l'impôt sur les professions proprement dites, ne semble cependant devoir être acceptée que sous les plus expresses réserves. Mentionnons en particulier les inconvénients, déjà signalés lors de l'examen de l'impôt foncier et de l'impôt sur les bâtiments, dûs au rôle des Commissions. Il faut considérer en outre l'état primitif du commerce et de l'industrie en Bulgarie. La loi « sur le développement de l'industrie » avait accordé des exemptions totales ou partielles d'impôt aux nouvelles exploitations remplissant certaines conditions. Il semble cepen-

(1) Weiss Bartenstein, page 410,

dant qu'il eût été préférable de soumettre au moins les établissements économiques présentant un intérêt économique spécial pour le pays, à un régime spécial.

Les recettes perçues au titre de cet impôt ont en règle générale dépassé les prévisions budgétaires. (1) Elles ont en outre progressé. Ont-elles subi une augmentation correspondant aux progrès de l'État. La grande surface de cet impôt, englobant les revenus des professions, du travail et des capitaux, ne permet pas de répondre d'une manière certaine. Une discrimination entre les recettes des éléments de l'impôt serait nécessaire. Il serait également indispensable de connaître la valeur des revenus et des capitaux frappés à ce titre. Les renseignements font défaut.

Nous avons placé en fin du volume des graphiques n° 2 et 3 montrant les variations des recettes de tous les impôts directs. On remarquera que, principalement dans ces dernières années, aucun autre impôt n'a montré une augmentation aussi considérable. Nous ne pensons pas que les matières imposables par l'impôt sur les professions se soient accrues dans une proportion plus grande que celles régies par les autres impôts directs. L'augmentation de recettes constatée coïncide avec l'arrivée au pouvoir du Gouvernement agrarien. Le programme de celui-ci sera examiné ci-après.

(1) Voir les tableaux à la fin de la deuxième partie et graphiques en fin du volume. Dans le chiffre de 45.000.000 de leva prévu pour 1921-1922 n'est pas comprise la majoration de l'impôt votée en cours d'exercice et applicable avec effet rétroactif. Depuis 1912, les moins values constatées sont dues principalement aux perturbations causées par les guerres.

Il est permis de croire cependant que vers 1920, la législation établie en 1895 ne se trouvait plus en harmonie avec les conditions sociales et économiques du pays. La désorganisation monétaire rendait nécessaire le remaniement des progressions. L'institution d'un minimum d'existence exonéré devenait indispensable. Une réorganisation de l'impôt eût dû tenir compte de la nouvelle structure économique de l'État.

L'abandon de l'impôt sur les professions a été nécessité par l'institution de l'impôt sur le revenu global en Bulgarie, dont nous nous occuperons ci-après.

SECTION IV.

LE BÉGLIK. — L'IMPOT MILITAIRE L'IMPOT DES ROUTES ET L'IMPOT DES ÉCOLES

LE BÉGLIK.

Nous avons vu dans la partie précédente de cette étude que l'impôt du béglik, vestige du système fiscal turc, n'avait pas été atteint par la réforme de 1895 (1). Il figure parmi les impôts directs perçus actuellement en Bulgarie. La loi du 4/17 décembre 1880 et le règlement d'administration publique du 11/24 mars 1882 forment encore la base de la perception.

Quelques modifications y ont été apportées. Une circulaire du Ministre des Finances de 1896 décidait que l'impôt serait désormais perçu au moyen de déclarations, déposées par les contribuables, et vérifiées par les organes de contrôle. Le recensement devait être effectué du 15 au 28 mars de chaque année (2).

Une autre circulaire de la même année demandait aux préfets des départements leur avis sur des modifications éventuelles de cet impôt. Il paraît intéressant d'en rapporter quelques extraits (3) :

(1) L'impôt du sertchim par contre avait été aboli en 1895. Les éleveurs possédant plus de 10 porcs avaient été soumis, ainsi que nous l'avons vu, à l'impôt sur les professions.

(2) Circulaire du Ministre des Finances, n° 2081 du 5 mars 1896. Weiss Bartenstein, *op. cit.*, page 414.

(3) Circulaire n° 10.957 du 7 octobre 1896.

« La vérification du bétail devra être effectuée
« avant le 10 avril. Après cette date les arbres se cou-
« vrent de feuillage touffu, la dissimulation du petit
« bétail devient plus facile, tandis qu'il est impossible
« de se rendre compte des fraudes. Les animaux n'auront
« pas à souffrir de ce recensement opéré à cette période
« voisine de l'hiver, car il sera effectué dans les endroits
« mêmes où se trouve le bétail. L'amende est fixée à
« 2 leva par tête de bétail dissimulée, afin de déraciner
« cette mauvaise habitude de nos bergers de cacher leur
« bétail pour échapper au paiement de l'impôt. La
« moitié en sera allouée aux fonctionnaires afin de les
« rendre plus attentifs. »

Les taux de l'impôt fixés en 1880 à 60 stotinki pour les brebis et 80 stotinki pour les chèvres, furent abaissés ultérieurement à 40 et 60 stotinki (1). En 1919, ils furent établis à 0, lev 60 et 1 leva (2), ensuite à 1 leva et 3 leva (3). La loi du budget de l'année 1921/1922 les porta à 2 leva et 3 leva, celle de 1922/1923 à 3 et 5 leva au profit de l'État.

Un règlement de l'année 1919 (4) a rappelé les prescriptions précédentes au sujet des déclarations obligatoires. Elles doivent être déposées par le contribuable du 1^{er} au 25 mars de chaque année. Les vérifications

(1) Loi du 21 décembre 1910 et 19 mars 1912.

(2) Loi relative à la régularisation des impôts directs publiée à l'*Officiel* n° 300, 1919.

(3) Loi des 6-12 provisoires pour l'année 1919-1920 du 22 mars 1919.

(4) Règlement relatif au recensement des moutons et des chèvres soumis à l'impôt du beglik pour 1919 et à la perception de cet impôt. *J. O.* n° 321 du 5 février 1919.

commencent le 1^{er} avril et se terminent au plus tard le 10 avril. Le paiement du béglik doit être effectué dans les villes avant le 1^{er} mai et dans les villages après le 10 avril, deux jours au plus tard après l'arrivée du percepteur (1).

L'assiette et le recouvrement de cet impôt sont extrêmement simples. Certaines critiques ont été élevées : « Si l'impôt sur le bétail avec le système de la dîme, qui « frappait seulement le sol cultivé et laissait libre de « tout impôt les pâturages, avait une certaine justification comme procédé d'imposition, il comporte « actuellement, avec l'impôt foncier, une double imposition qui ne peut se défendre que pour des raisons « purement fiscales. Cette double imposition n'existait « pas auparavant, lorsque les pâturages n'étaient pas « soumis à l'impôt foncier. Jusqu'à présent l'impôt sur « le bétail s'est conservé nonobstant ses défauts parce « que la population agricole y est habituée depuis des « générations, et que l'élevage n'a pas été restreint par « cette imposition..... L'exportation du bétail est d'ailleurs encore possible, le débouché principal, la Turquie, présentant le même impôt (2) ». Des motifs très puissants cependant paraissent décisifs en faveur du maintien de cet impôt.

Il existe en Bulgarie, pays où la culture extensive est seule pratiquée, une quantité considérable de moutons et de chèvres qui constituent une source de

(1) Cet impôt rentre entièrement dans les caisses de l'État dans le premier mois de l'année financière. Il présente donc un gros intérêt pour le Trésor.

(2) Weiss Bartenstein, *op. cit.*, page 414.

richesses. Chaque famille possède quelques animaux qui, sous la conduite du pasteur du village, vont paître sur les terrains communaux ou sur la montagne et dans les forêts qui appartiennent à l'État. Le béglik peut donc être considéré comme une redevance envers l'État.

En outre cet impôt est très faible. Il rentre facilement et les recettes présentent toujours des plus values, malgré les dissimulations inévitables. S'il est vrai que l'impôt idéal soit celui qui est perçu avec le plus de facilité pour l'État et le moins de gêne pour le contribuable, il faut avouer que dans le béglik, l'idéal soit près d'être atteint (1).

L'IMPOT MILITAIRE

L'impôt militaire tel que nous l'avons précédemment décrit échappa à la réforme fiscale de 1895. Les lois du 15 décembre 1897 et du 30 décembre 1904 (2) se bornèrent à en élever le taux. Les contribuables, répartis en 15 classes suivant leur situation de fortune, furent frappés d'un impôt variant entre 10 à 1000 leva. Leur charge moyenne qui ressortissait auparavant à 164 leva, fut ainsi portée à 318 leva.

(1) Pour les recettes du beglik voir le tableau placé à la fin de la présente partie. En 1911, le beglik fut abandonné aux budgets des communes rurales et urbaines, moyennant la rétrocession par celles-ci de certaines recettes jusque là communales. La loi du 2 mars 1915 a abrogé cette disposition et les recettes du beglik ont fait retour à l'État.

(2) Weiss Bartenstein, *op. cit.*, page 415. *Journal Officiel* n° 35 du 16 février 1898. *Journal Officiel* n° 8 du 13 janvier 1905.

La loi sur l'impôt militaire de 1910 (1) et le règlement d'administration publique de 1911 (2) réorganisèrent complètement cet impôt (3).

Étaient soumis à l'impôt militaire tous les sujets bulgares tenus au service militaire qui en vertu de lois spéciales s'en trouvaient exemptés. Des exemptions étaient cependant accordées aux indigents et aux personnes devenues incapables pour blessures ou maladies contractées dans le service.

L'impôt militaire se décomposait en deux éléments : (a) — en un impôt fondamental de 10 leva par an et par personne (4), et (b) — en un impôt complémentaire.

Ce dernier frappait les capitaux et les revenus du contribuable. Il était perçu au taux de 2 % sur la valeur des biens meubles et immeubles et au même taux sur le revenu. Dans les capitaux étaient compris ceux du contribuable, ceux de la femme et la part d'héritage devant lui revenir ultérieurement lors du décès de ses parents ou de ses grands parents. N'était déduit que le montant des dettes hypothécaires. Le calcul du revenu s'établissait sur : 1^o — le revenu de la profession exercée par la personne exemptée, déduction faite des dépenses strictement indispensables à l'exercice de la

(1) Promulguée par Décret n^o 10 du 20 décembre 1910 ; publiée au *Journal Officiel* n^o 286 du 31 décembre 1910.

(2) Décret n^o 5 du 6 mars 1911 ; publié au *J. O.* n^o 67 du 28 mars 1911.

(3) Cette loi a été entièrement refondue en 1922. L'impôt militaire actuellement en vigueur sera examiné dans la partie suivante de cette étude.

(4) Cet impôt fondamental était porté à 20 leva pour les jeunes gens mulsumans.

profession ; 2° les revenus de toute sorte (meubles et immeubles, capitaux etc..)

Cet impôt était calculé chaque année, il était dû pendant 20 ans. Cependant les dix dernières années le montant était diminué de moitié. Il ne pouvait en aucun cas dépasser 4.000 leva par an.

L'établissement et la perception s'effectuaient de la façon suivante. Chaque année avant le 1^{er} février, le contribuable déposait au préfet des finances de son arrondissement une déclaration dans laquelle il communiquait l'état de ses biens meubles et immeubles, le montant de son revenu et les preuves à l'appui. Au cas où il ne jouissait d'aucun revenu et d'aucun capital, le montant des dépenses occasionnées par son entretien et celui de sa famille était considéré comme revenu.

La vérification des déclarations et l'établissement de l'impôt étaient faites par une Commission première (1). Une Commission de contrôle (2) examinait dans chaque département les plaintes élevées. Appel des décisions pouvait être porté au Ministère des Finances. Les règles générales que nous avons exposées, lors de l'étude des autres impôts, étaient applicables.

Un contrôle nominatif s'exerçait par une liste que le chef du bureau de recrutement faisait parvenir aux préfets des finances intéressés, indiquant l'état des sujets exemptés du service militaire obligatoire.

(1) Constituée du Préfet des Finances, Président, d'un fonctionnaire de l'administration, du maire et d'une personne élue par les contribuables de cet impôt.

(2) Composée du Préfet des Finances de département, d'un fonctionnaire et de deux membres de la Commission permanente de département.

Les sommes versées au titre de l'impôt militaire n'ont jamais été très importantes (1). Elles ont rarement dépassé 2 millions de leva. Elles se tenaient d'ailleurs constamment au-dessous des prévisions budgétaires.

L'IMPÔT DES ROUTES

L'impôt des routes (2), tel qu'il avait été établi par la loi du 4/17 février 1894, atteignait tous les sujets bulgares de sexe mâle âgés de 21 à 55 ans. Il consistait soit dans l'accomplissement de 5 journées de travail, soit dans le paiement de 10 leva par an. La même année le taux en fut abaissé à 2 journées de travail ou 4 leva par an (3). Enfin en 1900, les contribuables durent fournir 4 jours ou payer 8 leva (4).

La loi du 20 mars 1904 réorganisa l'impôt des routes sur de nouvelles bases. La contribution en nature était définitivement écartée. Chaque contribuable était astreint au paiement d'une somme de 6 leva. Mais une majoration de 4 % était perçue au même titre, sur les impôts directs suivants : impôt sur les bâtiments, impôt sur les professions, impôt militaire, licences de fabrication et de vente de tabac et d'alcool (5). Cette

(1) Voir le tableau des recettes ci-après.

(2) Il paraît intéressant de remarquer que l'établissement de plusieurs voies ferrées eut lieu en Bulgarie au moyen de prestations en nature auxquelles étaient soumis tous les habitants du département traversé par la ligne (Iambol — Bourgas, Plevén — Sophia — Kustendil, etc.). Loi du 18 décembre 1888, etc.

(3) Loi du 20 décembre 1894.

(4) Loi du 2 février 1900.

(5) Ce remaniement de l'impôt des routes devait apporter un supplément de recettes au Trésor. Celles-ci passèrent de

majoration fut portée à 11 % par la loi du budget de l'année 1909.

Enfin en 1920, l'impôt des routes fut perçu sous la forme d'une majoration de 11 à 23 % des impôts directs payés par le contribuable suivant leur montant entre 1.000 et 30.000 leva (1).

Cet impôt fut définitivement abandonné en 1921 dans un but de simplification (2).

L'IMPÔT DES ÉCOLES

L'impôt en faveur des écoles fut établi en Bulgarie dès avant la réforme fiscale de 1894-1895, par la loi du 14 décembre 1891 (3). Il devait procurer les ressources nécessaires au paiement des traitements des instituteurs.

Il consistait dans une majoration de 5 % sur le montant de tous les impôts directs payés par un contribuable

1.372.000 leva en 1903 à 4.121.000 en 1904 et à 5.023.000 en 1906.

(1) Pour la construction et l'entretien des routes communales, la prestation en nature était maintenue en même temps qu'étaient établies des taxes spéciales sur certaines exploitations industrielles.

(2) « Nous ne prévoyons pas la prestation des routes car « nous voulons débarrasser les percepteurs d'une série de « calculs embarrassants que vous n'ignorez pas, et qui en « définitive n'ont permis, comme vous le savez, que la rentrée « d'une somme de 8 à 9 millions de leva pour la période de « 10 mois de l'exercice en cours. » Discours de M. Marco Tourlakoff, Ministre des Finances, sur la situation financière de la Bulgarie à l'occasion du projet de budget pour l'exercice financier 1921-1922. Loi du budget, 31 mars 1921 (article 8).

(3) Promulguée par décret n° 164. *Journal Officiel*, 23 janvier 1892.

(impôt foncier, impôt sur les bâtiments, béglik, impôt sur les professions, impôt militaire, licences de fabrication et de vente du tabac et de l'alcool, et partiellement aussi sur l'impôt des routes, qui consistait lui-même dans une majoration des mêmes impôts). Le taux de la majoration fut porté en 1900 à 10 % des mêmes impôts.

L'impôt en faveur des écoles fut rayé du budget de l'État en même temps que l'impôt des routes et pour les mêmes motifs, par la loi du 31 mars 1921. Toujours inférieures aux prévisions budgétaires, les recettes perçues atteignaient 2.240.000 leva en 1915 et 7 millions en 1918.

L'entretien des écoles primaires et des progymnases est actuellement à la charge des Communes. Celles-ci doivent en outre rembourser au Trésor, au moyen de reversements annuels fixés dans le budget, les traitements payés par l'État aux instituteurs.

Tel était donc dans ces dernières années le résultat de la transformation des impôts directs, créés ou réorganisés par la réforme fiscale de 1894-1895. Au chapitre des impôts directs du budget figurent toutefois d'autres recettes provenant des licences de fabrication et de vente du tabac suivant les années, et des droits de transmissions de bien à titre gratuit (depuis 1919). Les premières, ainsi que nous l'avons déjà dit, ont été intégrées tantôt dans les impôts directs, tantôt, et à plus juste titre, nous semble-t-il, parmi les impôts indirects. Nous ne nous étendrons pas sur le produit des transmissions de biens à titre gratuit. Les recettes qu'elles procu-

rent sont en effet peu importantes en Bulgarie (1).

Nous devons encore mentionner diverses recettes perçues par les communes sous forme de centimes additionnels à certains impôts directs. Les conseils municipaux pouvaient en effet affecter aux budgets de leurs communes le produit des majorations ci-après :

75 % au maximum sur les licences des débits de boissons et cafés et sur l'impôt des professions des hôtels.

50 % sur l'impôt des professions et sur l'impôt des bâtiments.

25 % sur l'impôt foncier et tous les autres impôts directs (2).

Ces majorations sont encore applicables en grande partie à l'heure actuelle. Cependant l'impôt foncier et l'impôt sur les professions ayant été abolis, leurs centimes additionnels ont été également supprimés. Les communes par contre peuvent percevoir pour leur

(1) La loi actuellement en vigueur, régissant l'impôt sur les biens acquis à titre gratuit, a été publiée le 4 avril 1915 (*Officiel* n° 73). Ses principales dispositions sont copiées sur la loi française.

L'impôt sur les mutations entrevifs (partages d'ascendants, donations, etc.) est fixé de 1 $\frac{1}{2}$ à 12 % selon le degré de parenté des parties.

L'impôt sur les successions proprement dites varie de 1 % à 2,50 % pour les transmissions en ligne directe, pour une valeur de 2.000 à 1.000.000 de leva. Le taux le plus élevé, entre personnes non parentes, varie de 14 % à 17 % suivant la même progression. Tout impôt supérieur à 100 leva est percevable en or.

La fixation de l'impôt a lieu au moyen de déclarations vérifiées par le Préfet des Finances. Différentes voies de recours sont possibles. L'impôt est recouvré par le percepteur des impôts directs.

(2) Loi sur les communes, 29 décembre 1911.

budget propre, une majoration de 100 % de l'impôt sur les sociétés, impôt de création nouvelle que nous examinerons dans la troisième partie ci-après.

Les deux pages suivantes contiennent le tableau des recettes des divers impôts directs de 1895 jusqu'à 1922 étudiés ci-dessus.

TABLEAU DES RECETTES DES IMPOTS

Années	Impôt Foncier	Impôt s/bâti- ments	Imp. s/pro fessions	Béglik	Impôt mili- taire	Impôt des routes
1895	17.189	2.217	2.582	5.623	307	1.088
1896	18.199	2.668	3.248	4.117	395	1.303
1897	18.376	2.641	3.591	4.120	473	1.438
1898	18.080	2.584	3.747	4.372	559	1.323
1899	15.873	2.283	3.359	4.154	598	1.111
1900 (4)	20.063	2.549	3.481	4.162	774	1.642
1901	19.629	2.331	3.361	3.614	1.146	1.707
1902	21.546	2.558	3.004	5.145	1.372	1.484
1903	20.174	2.479	4.103	5.430	1.356	1.378
1904	20.711	2.635	4.460	5.016	1.828	4.121
1905	21.725	2.786	5.058	5.272	2.815	4.932
1906	21.335	3.441	6.134	4.396	3.174	5.023
1907	19.716	3.291	5.566	4.183	2.289	3.982
1908	19.425	3.371	6.164	4.085	2.904	4.180
1909	16.822	3.104	5.496	4.087	2.074	3.639
1910	17.350	3.281	5.883	4.060	2.347	3.823
1911	17.333	1.133	6.948	»	2.265	3.277
1912	6.877	721	4.888	»	1.920	1.713
1913	4.537	584	4.907	»	717	1.451
1914	7.673	3.067	7.263	4.474	1.288	2.901
1915	6.217	2.912	6.946	4.524	486	2.577
1916	11.556	3.792	5.550	5.451	332	3.204
1917	13.957	4.347	8.179	5.501	204	3.782
1918	19.246	6.031	17.004	5.187	285	5.546
1919-20	25.195	8.714	20.075	17.717	832	8.810
1920-21	28.238	17.123	62.871	18.786	1.231	»
(1) 1921-22	17.630	17.623	71.124	21.455	1.110	»
Prévisions	80.000	20.000	45.000 (2)	20.000	1.000	»

(1) Recettes perçues du 1^{er} Avril 1921 au 1^{er} Juin 1922

(2) Non compris majoration en cours d'exercice de 80 % sur les professions commerciales et les sociétés.

(3) Comprenant : les licences de fabrication et de vente d'articles de table et de boissons, les arriérés depuis 1915 et à partir de 1919, l'impôt sur les bénéfices de guerre.

(4) Dîme perçue en nature.

DIRECTS DE 1895 A 1922 EN MILLIERS DE LEVA

Impôt pour les écoles	Impôt sur les succes.	Autres impôts directs (3)	Impôt sur le revenu global	Total impôts directs	Total recettes budgétaires	Années
1.464	»	2.532	»	33.002	76.692	1895
1.505	»	2.411	»	33.946	81.924	1896
1.596	»	3.296	»	35.531	86.266	1897
1.554	»	2.504	»	34.723	89.357	1898
1.380	»	1.571	»	30.329	78.043	1899
3.289	»	2.284	»	38.244	81.261	1900
3.191	»	2.202	»	37.181	89.617	1901
3.391	»	2.273	»	40.773	95.440	1902
3.559	»	2.386	»	40.865	98.050	1903
3.690	»	2.534	»	44.988	113.735	1904
3.802	»	2.628	»	49.018	128.209	1905
4.051	»	2.665	»	50.219	135.456	1906
3.305	»	3.034	»	45.366	148.672	1907
3.900	»	2.562	»	46.591	150.697	1908
3.263	»	2.774	»	41.259	166.611	1909
3.410	»	7.530	»	47.683	180.926	1910
2.924	»	7.483	»	41.607	198.795	1911
1.519	»	»	»	17.641	170.038	1912
1.309	»	»	»	13.548	168.724	1913
2.579	»	»	»	29.247	224.251	1914
2.240	880	11.964	»	38.751	194.547	1915
2.833	308	16.351	»	40.283	193.015	1916
3.370	1.033	24.701	»	65.079	338.252	1917
4.960	2.275	25.526	»	86.060	566.990	1918
7.864	2.771	56.993	»	148.976	844.214	1919-20
»	5.426	58.682	328	101.580	2.005.527	1920-21
»	8.004	169.700	71.760	378.898	2.842.119	1921-22
»	8.000	55.500	120.000	349.500	2.590.000	prévis.

Nous avons résumé dans le graphique— n° 2 a — et — n° 2 b — en fin de cette étude les variations pendant la période 1895 — 1910 des recettes budgétaires, de l'ensemble des contributions directes et de chacun des impôts que nous avons examinés ci-dessus (1).

(1) Il suffit de superposer sur le graphique le calque à utiliser et de faire coïncider les croix marquées sur les années 1897 et 1907.

Pendant les quinze premières années qui, chose extraordinaire en Bulgarie, ne sont troublées par aucune guerre, le pays se développe. Le budget passe de 76.000.000 à 180.000.000. Cependant, ni les recettes de l'ensemble des impôts directs ni celles de l'impôt foncier ne varient sensiblement. Tout l'effort est demandé aux impôts indirects et aux taxes qui de 43.000.000 s'élèvent à 133.000.000 de leva. Dans ce dernier chiffre sont comprises les recettes des chemins de fer et des exploitations d'État qui, par suite des progrès économiques, augmentent d'importance.

Quant aux impôts directs secondaires, ils s'accroissent également dans des proportions variables. Leurs fluctuations s'expliquent par l'effet des différentes lois particulières qui ont été mentionnées. Seul, l'impôt sur les professions tend à se détacher.

Nous verrons dans la 3ème partie ci-après, que les variations des mêmes impôts seront beaucoup plus considérables et que des tendances s'affirmeront plus nettement. Nous remarquerons qu'à partir de 1910, les impôts directs et l'impôt foncier, en particulier, verront encore diminuer leur importance et que l'impôt sur les professions deviendra vers 1921 — 1922 l'un des plus remarquables. Nous essaierons alors d'en expliquer les causes.

TROISIÈME PARTIE

LES NOUVEAUX IMPÔTS INTRODUITS

DEPUIS 1919

LE PROGRAMME AGRARIEN

La déroute et la révolte de l'armée à la suite de la défaite du Dobro-pole forcèrent le Gouvernement bulgare à signer, le 29 septembre 1918, l'armistice de Salonique. L'abdication du roi Ferdinand (1), et les circonstances politiques amenèrent la constitution d'un Ministère de coalition sous la présidence de M. Téodoroff, dans lequel entrèrent des représentants du parti agrarien.

Les élections de 1920 envoyèrent au Sobranié une majorité agrarienne (2). Le cabinet de M. Stamboliisky

(1) M. Gentizon, correspondant du *Temps* dans les Balkans, a dans les numéros 17 et 18 (novembre et décembre 1921) de la *Revue de France*, rapporté pour la première fois d'une façon exacte les événements qui se produisirent à cette époque. M. Stamboliisky, leader agrarien, sorti de prison après avoir pris l'engagement de ramener les soldats à l'obéissance, se mit à la tête des révoltés, tenta de se proclamer président de la République bulgare et finalement rentra à Sophia, tandis que son adjoint, M. Raiko Daskaloff, lieutenant de réserve ayant lancé des manifestes à la troupe au titre de « Généralissime des armées bulgares » s'enfuyait, après l'échec de ce coup d'état à Salonique, sur un camion militaire français. M. Stamboliisky est actuellement (mai 1922), Président du Conseil; M. Raiko Daskaloff, Ministre de l'Intérieur

(2) Ou que l'on rendit telle en cassant certaines élections qui auraient mis ce parti en minorité et en ne procédant pas à des élections complémentaires.

constitué à cette époque se composait en grande partie d'instituteurs, théoriciens aux idées simples et ariétées, qui voulaient à tout prix faire aboutir leur programme : dégrever les paysans, imposer la « population improductive » des villes et enfin décourager les capitaux étrangers (1). Leur action s'est exercée dans tous les domaines. Elle offre des points de contact étroits avec les idées communistes (répartition des terres — travail obligatoire etc...). Elle a aussi été très sensible en matière fiscale, et là, on peut toucher du doigt les intentions réelles du Gouvernement bulgare.

Les impôts directs ont été transformés. Nous donnons ci-après un tableau de ceux qui ont existé en Bulgarie et de ceux qui sont en vigueur actuellement d'après le budget de 1922-1923.

Impôts directs existant antérieurement	Impôts directs actuels (Budget 1922-1923)
Impôt fonc.er.	Impôt sur le revenu.
Impôt sur les professions.	Impôt sur les sociétés.
Impôt sur les bâtiments.	maintenu.
Béglik.	maintenu.
	Impôt de l'exonération de la prestation du travail.
Impôt militaire.	Impôt militaire (modifié).

(1) Depuis la guerre de nombreux opuscules ont été écrits sur la Bulgarie par différents auteurs dont certains n'ont jamais mis le pied dans ce pays. Le Gouvernement bulgare possède à l'étranger des services de propagande très bien organisés et bien payés. Les questions bulgares, malgré la nombreuse littérature qui y est consacrée, sont imparfaitement connues dans les pays occidentaux.

Impôt des routes	
Impôt des écoles.	
Impôt sur les successions.	maintenu.
Impôt sur les bénéfices de guerre (1).	maintenu
Licences de fabrication et de vente du tabac.	maintenu.

Nous voyons donc qu'à l'exception de l'impôt sur les bâtiments et du béglik, tous les principaux impôts directs actuels ont subi des modifications importantes ou constituent des créations entièrement nouvelles. En 1921-1922, ainsi que nous l'avons déjà signalé, l'impôt foncier abandonné aux communes a été remplacé par un impôt spécial temporaire portant sur certains terrains et sur les forêts. Nous examinerons sommairement ces différentes créations ou modifications d'impôts du parti agrarien.

(1) L'impôt sur les bénéfices de guerre est perçu en vertu d'une loi publiée le 20 mars 1919. *J. O.* n° 358 calquée sur les dispositions des lois française et suisse sur le même sujet. Il est perçu sur les profits extraordinaires réalisés de 1914 à 1918 et est actuellement en cours de liquidation.

SECTION I

L'IMPOT FONCIER PERÇU EN 1921-1922

La loi du budget pour l'année 1921-1922 avait abandonné l'impôt foncier précédemment décrit aux budgets des communes. Elle laissait subsister un déficit de 531 millions de leva. Un budget rectificatif voté le 8 juillet 1921 (1) effectua des compressions de dépenses, établit certains impôts supplémentaires et ramena le déficit des prévisions budgétaires à 102 millions de leva (2). En particulier, il réinstitua un impôt foncier spécial et temporaire dont on attendait 80 millions de leva de recettes.

Les articles 23 et 24 de ce budget rectificatif étaient ainsi conçus :

« *Article 23.*—Le Ministre des Finances est tenu d'im-
« poser d'un impôt unique de 30 leva par décare, les
« terres labourées depuis 1903 et qui n'ont pas été
« déclarées jusqu'à présent. 20 % de cet impôt seront en
« faveur des communes. Les propriétaires de ces terres

(1) Publiée au *J. O.* du 14 juillet n° 81.

(2). Cela n'empêcha pas d'ailleurs le Gouvernement bulgare, le 28 décembre 1921, de voter des crédits complémentaires au budget, se montant à 365 millions de leva, sans même tenter de faire face aux nouvelles dépenses par des recettes quelconques. (Loi publiée au *Journal Officiel*, 4 janvier 1922).

« sont tenus de les déclarer avant le 1^{er} janvier 1922.
« Celles non déclarées à cette date seront passibles d'un
« impôt triplé. »

« *Article 24.* — Toutes les forêts communales et privées
« sont imposées d'un impôt unique d'un taux 30 fois
« plus grand que celui de 1915 ».

« *Remarque I.* — Les forêts des écoles sont exemptées
« de cet impôt. »

« *Remarque II.* — Les communes s'engagent à voter
« les crédits supplémentaires correspondant à l'impôt
« de leurs forêts. »

L'impôt avait donc un caractère extraordinaire. Il était temporaire et son taux était relativement assez élevé. Il faut cependant remarquer que 30 leva par décare n'ont représenté pendant l'année 1921-1922, qu'un peu moins de 3 francs français ou un franc or, soit moins de 30 francs français par hectare.

Les terres ainsi imposées sont celles qui furent usurpées depuis le recensement de 1903 par les particuliers sur le domaine public ou communal. L'établissement d'un impôt de 30 leva par décare ne constitue donc qu'une régularisation de la propriété. C'est un moyen pour les usurpateurs de devenir légalement propriétaires à bon compte (1).

(1) M. Liapcheff, Ministre des Finances, dans son exposé sur la situation financière de la Bulgarie, du 3 décembre 1910, expliquait l'accroissement de l'impôt foncier de la manière suivante :

« On ne peut mettre en doute que depuis 1905, les terres
« ont subi un accroissement nouveau. D'après les renseignements
« dont je dispose, cet accroissement s'élève à 3 millions de

Quant aux forêts, l'impôt qui leur était fixé était égal à 30 fois celui qui avait été établi par la répartition de 1915. Il ne portait que sur les forêts des nouveaux territoires.

Les recettes de cet impôt sur les terres et sur les forêts étaient prévues dans le budget de 1921, pour 80.000.000 de leva, (les terres devaient fournir 60 millions de leva, les forêts : 20 millions). Les perceptions ne se sont élevées qu'à 17,6 millions. Le Gouvernement bulgare, qui semble n'avoir accepté qu'à regret cet impôt foncier spécial, en a-t-il poursuivi la perception avec toute la diligence nécessaire ? Cela paraît douteux.

Cet impôt n'a été perçu que pendant l'année financière 1921-1922. A partir du budget de 1922-1923, l'impôt foncier est rayé du budget de l'État.

« décares, qui ont été pris sur les pâturages privés pour un million de décares et sur les pâturages publics pour 2 millions de décares. Comme les pâturages privés sont déjà imposés, je ne mets en compte que les deux millions prélevés sur les pâturages publics, ce qui à 42 stotinki donne 840.000 leva. »

SECTION II

L'IMPOT SUR LE REVENU

L'impôt sur le revenu global a été établi en Bulgarie par la loi du 22 juillet 1920 (1). Celle-ci a été complétée par la loi du 14 janvier 1922 (2). Une telle imposition ne doit pas être considérée comme absolument nouvelle dans le pays. Nous avons vu en effet que l'un des éléments de la Verguie, dont l'origine remonte au système fiscal turc, était constitué par le temetouat qui frappait le revenu. En 1885, cet impôt avait fait place aux patentes, qui elles-mêmes avaient été remplacées en 1895 par l'impôt sur les professions. Quoiqu'un impôt sur le revenu ait déjà existé en Bulgarie, ce n'est cependant pas dans le passé que doit être recherchée l'origine de l'impôt actuel.

La loi fondamentale a été calquée sur les principales dispositions des lois française et suisse, mais en supprimant tout ce qui se rapportait à la détermination du revenu imposable. Il en résulte que cette loi tronquée et incomplète est loin de réserver aux contribuables toute la justice et toutes les garanties désirables. La véritable

(1) Loi concernant l'impôt sur le revenu publiée au *Journal Officiel* du 22 juillet 1920, n° 88.

(2) « Loi amendant et complétant la loi de l'impôt sur le « revenu général », votée le 21 décembre 1921, publiée au *Journal Officiel* n° 232, du 14 janvier 1922.

origine de l'impôt bulgare ne doit pas être cherchée dans le besoin immédiat que l'on ressentait; elle se trouve plutôt dans un souci d'ordre politique, et aussi dans la vanité de copier toutes les nouveautés (?) occidentales, sans se préoccuper de vérifier si le pays est arrivé à un degré de développement suffisant pour s'y adapter. Nous examinerons rapidement les principales dispositions des lois qui s'y rapportent.

A. — DISPOSITIONS DE LA LOI. —

LOI DU 22 JUILLET 1920

Sous le régime de la loi de 1920 étaient soumis à l'impôt sur le revenu, tous les sujets bulgares et tous les étrangers domiciliés dans le royaume, pour leur revenu en Bulgarie et à l'Étranger.

Étaient exemptés : les invalides, pour leurs pensions ; toutes personnes, pour les primes d'assurances sur la vie, contre la grêle et l'incendie, mortalité du bétail, etc. ; les employés de l'État, pour leurs frais de déplacement et indemnités.

L'impôt frappait tous les revenus du contribuable, y compris ceux du travail. Y étaient également ajoutées la valeur locative du logement personnel (mais non de celui utilisé pour l'exercice de la profession) et la valeur des produits en nature consommés par lui. Étaient au contraire déduites toutes les dépenses relatives à l'exercice de la profession (salaire du personnel, nourriture du bétail, semences, etc.), à l'exception de la valeur des marchandises non vendues, du bétail, des machines, etc.

Pour les revenus ne dépassant pas 25.000 leva, il était opéré, avant tout calcul de l'impôt, une déduction à la base de :

3.000 leva pour une personne ;

5.000 leva pour un foyer de 2 ou 3 membres et en outre 500 leva par membre d'une même famille supérieure à trois personnes.

Le taux de 2 % était appliqué aux premiers 20.000 leva. Il croissait progressivement par tranche de 10.000 leva pour atteindre 35 % au-dessus de 2.000.000 de leva (1). L'impôt inférieur à 10 leva était porté à cette somme. L'impôt des contribuables célibataires de 30 à 40 ans était majoré de 10 %.

Le contribuable devait déposer avant le 1^{er} janvier de chaque année une déclaration que nous examinerons ci-après. A défaut de celle-ci, les fonctionnaires étaient autorisés à fixer l'impôt d'autorité.

Ces déclarations étaient transmises par le contribuable ou le maire de chaque commune au préfet des finances d'arrondissement. Celui-ci remplissait des fonctions semblables à celles des Commissions premières rencontrées jusqu'ici. Il avait le droit de prendre tous renseignements, de nommer tous experts, de convoquer le contribuable. L'impôt était établi par lui après vérification et rectification des déclarations par ses agents. La somme fixée ainsi que le délai et le lieu des réclamations étaient notifiés aux contribuables par lettre.

(1) Ce calcul de l'impôt par tranches est exceptionnel dans le système fiscal bulgare.

Le travail d'imposition du préfet des finances d'arrondissement était transmis avec les plaintes des contribuables à la Commission de contrôle de département (1). Cette dernière possédait des attributions identiques à celles des autres Commissions de contrôle : elle pouvait diminuer l'impôt, annuler les impositions trop basses en les renvoyant à un autre préfet des finances, etc. Mais, innovation importante dans le système bulgare, elle avait à examiner, non plus seulement les plaintes des contribuables, mais toutes les déclarations. Ces décisions étaient communiquées aux contribuables. Elles pouvaient être portées en cassation par pourvoi auprès de la Cour suprême du Contentieux administratif.

La loi édictait en outre des dispositions transitoires, en vue du remplacement progressif par cet impôt des autres impôts directs existant en 1920.

Cette loi ne contenait que des indications très vagues au sujet des procédés de calcul du revenu. Des circulaires ministérielles, et aussi les décisions des différents fonctionnaires chargés de son application, suppléèrent à ce silence.

Dans son article 14, la loi prévoyait qu'un modèle de déclaration serait établi par le Ministère des Finances. Deux modèles ont été dressés, l'un pour l'année 1920-1921, l'autre pour 1921-1922. Ils ne diffèrent que par des détails.

Le contribuable devait rédiger séparément chacune des trois parties de la déclaration.

(1) Composée du préfet des finances de département président, de l'avocat de l'État et du président de la Commission permanente de département.

a — La première concernait les revenus provenant de l'agriculture et de l'exploitation du bétail. Le contribuable indiquait le nombre de décares exploités et non exploités, la production en kilogrammes (déduction faite de la semence) et le revenu correspondant en leva. Il devait faire des estimations séparées pour les céréales, vignes, jardins de roses, forêts, pâturages, prairies etc..

Le nombre et le revenu de chaque espèce de bétail était indiqué de la même façon. La quantité de décares et le bétail soumis à l'impôt foncier et au beglik étaient donnés sur une colonne spéciale.

Suivait l'inscription des dépenses dont la déduction était autorisée par la loi (fourrage pour le bétail — salaires des domestiques et des ouvriers — impôts — assurances etc...)

b) La seconde partie de la déclaration comprenait tous les renseignements relatifs au revenu des différentes professions, du travail, des biens meubles et immeubles, dépôts, traitements et titres.

Une colonne spéciale était réservée pour l'indication de l'impôt sur les professions payé par le contribuable. Au total de ces revenus était ajoutée la valeur du loyer personnel et retranchée celle des dépenses déductibles, d'entretien de la famille etc.....

c) La troisième partie comprenait les revenus des autres personnes vivant au foyer du contribuable.

Des colonnes étaient réservées sur chaque partie de la déclaration, pour l'inscription par le préfet des finances ou ses agents, des rectifications des revenus du contribuable et la détermination du montant de l'impôt.

Les prescriptions de la loi et du Ministère des finances étaient donc très insuffisantes. Les déclarations devaient être vérifiées et rectifiées par les Préfets des finances. Ceux-ci procédèrent à la fixation des prix moyens des céréales, du bétail etc... destinés à servir de base à l'estimation du revenu dans leurs arrondissements. Le modèle de déclaration ne distinguant pas entre les diverses espèces de céréales, le prix fut uniformément fixé à la même somme pour toutes les récoltes (blé, maïs, seigle, orge etc...) Certains préfets l'établirent à 2 leva par kilogramme, d'autres à 8 leva. La moyenne ressortit à 2 leva 85. Il en résulta des injustices, d'abord entre les arrondissements, puis dans chaque arrondissement entre les divers contribuables par suite de l'inégal éloignement du marché, de la valeur et de la nature différente des céréales cultivées etc.....

Des réclamations nombreuses s'élevèrent. Une circulaire de M. Tournakoff, Ministre des Finances, du 21 mai 1921, tenta de remédier en partie à ces injustices. Elle prescrivit aux préfets des finances de « se rapprocher autant que possible de la réalité ». A cet effet, il leur était enjoint de se communiquer entre eux les résultats de leurs enquêtes personnelles, puis après convocation du maire et des élus de chaque commune, d'établir d'accord avec ceux-ci, les bases servant au calcul du revenu. Les prix normaux ont donc été fixés à partir de juin 1921 par les Commissions ainsi constituées et non plus par le préfet des finances seul. Les procès-verbaux de leurs décisions devaient être approuvés par le Ministre des Finances.

Les agents des finances semblaient avoir encore plus de liberté pour rectifier la seconde partie des déclarations, celles des revenus professionnels. Il est dans tous les pays extrêmement difficile de déterminer les revenus des professions libérales ou commerciales. Les éléments d'estimation possibles sont ordinairement très incertains. Pour remédier à cette insuffisance particulièrement accusée en Bulgarie, on avait imaginé de mettre en regard du revenu déclaré, le montant de l'impôt sur les professions payé par le même contribuable. Les vérificateurs s'en servaient comme élément d'appréciation. Il semble pour le moins étrange que, dans l'application d'un nouvel impôt créé soi-disant pour réaliser plus de justice entre les contribuables, on ait pris pour élément d'appréciation un ancien impôt à l'injustice duquel on voulait justement remédier.

Les recettes de l'impôt sur le revenu, prévues dans le budget de l'année financière 1920-1921 pour 10 millions de leva, n'ont rapporté pendant l'exercice que 328.000 leva. En 1921-1922, les recettes escomptées s'élevaient à 120 millions de leva. Il n'a été perçu à ce titre que 72 millions de leva environ. Pour expliquer ce déficit considérable, on fait valoir que l'impôt n'était entré en recouvrement que très tardivement.

Ces résultats dûs en partie d'ailleurs à l'introduction récente du nouvel impôt, n'ont pas découragé les réformateurs agrariens. Des modifications importantes ont été introduites par la loi du 14 janvier 1922 et les recettes prévues à ce titre dans le budget de l'année financière 1922-1923 s'élèvent à 300 millions de leva. Nous examinerons sommairement ces modifications.

B. — MODIFICATIONS APPORTÉES A LA LOI
DU 14 JANVIER 1922

La loi du 14 janvier 1922 a étendu considérablement la surface de l'impôt et en a élevé le taux. Elle a transporté à des Commissions premières le rôle antérieurement attribué aux préfets des finances d'arrondissement en matière de fixation de l'impôt; enfin elle a donné à une Commission centrale spéciale des pouvoirs très étendus. Le caractère de l'impôt s'en trouve légèrement modifié.

Sont actuellement atteints par l'impôt tous les étrangers pour leur revenu acquis dans le Royaume, quoique n'y étant pas domiciliés.

Les déductions accordées aux revenus inférieurs à 25.000 leva sont supprimées. L'impôt minimum est fixé à 50 leva. Il reste également fixé à cette somme pour les contribuables d'un revenu égal à 3.000 — 5.000 — 5.500 — 6.000 leva etc.... d'après le nombre de personnes à leur charge.

Le taux est actuellement établi comme suit :

1^o Sur les premiers 20.000 leva, 2 %; 2^o sur les 10.000 leva suivants (20.000 à 30.000), 3 %; 3^o sur les 10.000 leva suivants (30.000 à 40.000), 4 %, etc...

13^o Sur les 50.000 leva suivants (350.000 à 400.000) 20 %; 14^o sur les 100.000 leva suivants (400.000 à 500.000); 22 %, etc.

19^o Sur les 500.000 leva suivants (1.500.000 à

2.000.000), 37 % ; 20° au-dessus de 2.000.000 de leva (1), 40 %.

Une exonération totale d'impôt est cependant accordée aux paysans pour le bétail nécessaire à l'entretien d'un ménage (une vache ou bufflesse, 5 moutons, 15 poules, un cochon de lait, 2 ruches d'abeilles).

En outre, afin d'arriver à une égalité plus grande dans la charge de l'impôt, une Commission centrale (2) « aura à fixer la moyenne du revenu de chaque décare « de prairies, de forêts et de chaque culture de céréales « et autres, celle de l'élevage du bétail et autres éléments du revenu, et répartira les arrondissements « d'après leur fertilité. Elle devra indiquer le montant « maximum et minimum des revenus à déclarer dans « chaque arrondissement, et les dépenses, nécessités « par la production de ce revenu, admises par la loi ». (3)

Les décisions de cette Commission, après approbation du Ministre des finances, sont transmises au préfet des finances qui, en présence des maires des communes, des représentants des contribuables, de l'ingénieur agronome de l'arrondissement, de l'administrateur des forêts et des agents des finances « répartit les villages et

(1) Ce qui en avril 1922 représente environ 153.000 francs français.

(2) Convoquée par le Ministre, au Ministère des Finances et composée du Chef de la Section des impôts directs, des contrôleurs de la même section, de l'Inspecteur en chef de l'Agriculture, du Chef de l'Instruction professionnelle du Ministère de l'Instruction publique, du Chef du Département du Commerce du Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Travail, et de cinq députés.

(3) Article 7 de la loi du 14 janvier 1922.

« les villes de l'arrondissement, d'après les moyennes
« établies par la Commission centrale, en 3 ou 5 caté-
« gories de revenus..... »

Les contribuables sont alors invités à déposer leurs déclarations en prenant pour base les moyennes déterminées par les Commissions.

Les maires, les conseils municipaux, le préfet des finances sont chargés de vérifier les déclarations, et d'y faire porter les corrections nécessaires.

La Commission première fixe l'impôt. La Commission de contrôle peut, soit approuver la décision, soit diminuer l'impôt, soit renvoyer à l'examen d'une autre Commission. Le pourvoi en cassation auprès de la Cour du Contentieux administratif est toujours possible.

Telles sont les principales modifications qui ont été apportées par la loi du 14 janvier 1922. Elles ont été nécessitées par l'augmentation de recettes demandées à l'impôt sur le revenu et aussi par les inconvénients que révélait l'application de la loi antérieure. En particulier, on a été obligé de renoncer à l'imposition par les préfets des finances et de recourir aux Commissions, revenant ainsi aux errements suivis d'ordinaire dans le système fiscal bulgare.

Le règlement d'administration publique à établir pour l'application de la nouvelle loi n'a pas encore été élaboré. Cette dernière est encore trop récente pour qu'on puisse tenter de porter un jugement particulier.

Si, pendant ces deux premières années de l'application de l'impôt sur le revenu, les résultats ne paraissent pas avoir été des plus encourageants, faut-il en recher-

cher la principale cause dans les vices ou les défauts de la loi ? Il ne semble pas. Il paraît plutôt que l'introduction d'un impôt sur le revenu global en Bulgarie ait été, pour le moins, en avance de plusieurs dizaines d'années sur le développement du pays. La Bulgarie est un pays presque exclusivement agricole. La détermination de la matière imposable est donc extrêmement difficile. Le fisc ne dispose pas des renseignements dont il peut faire état dans les pays de civilisation plus avancée. Voici d'ailleurs l'opinion de M. Weiss Bartenstein en 1918 : (1)

« Nous répondrons affirmativement à la question
« suivante : L'état actuel de la Bulgarie exige-t-il le
« maintien des impôts à caractère purement fiscal
« et l'abandon de l'idée d'un impôt sur le revenu ou
« sur la fortune ? Ces derniers supposent en effet des
« conditions de développement économique et un
« personnel de fonctionnaires instruit et complètement
« sûr. Ces deux conditions manquent encore en Bulgarie ;
« aussi les impôts directs doivent-ils être, pour la Bulgarie
« actuelle, des impôts de rapport, quoique la science
« financière les repousse avec raison. »

Le tableau suivant donne les renseignements sur les revenus de l'année 1920-1921 et les impositions prévues pour 1921-1922.

(1) Weiss Bartenstein, *op. cit.*, page 416.

	Villes	Campagnes	Total
Déclarations déposées	206 .008	574 .449	780 .557
Revenu déclaré (leva)	1 .277 .083 .627	2 .292 .741 .449	3 .569 .825 .076
Revenu rectifié par les autorités des finances, leva	1 .849 .177 .395	4 .474 .936 .011	6 .324 .113 .406
Nombre des contribuables	190 .163	558 .123	748 .286
Valeur des rôles émis (leva) . . .	63 .120 .129	104 .567 .342	167 .687 .471

Les déclarations des campagnes indiquaient donc un revenu total de 2.292.000.000 de leva environ (rectifié 4.474.936.011 leva). Sans doute il faut faire état des exonérations accordées. Mais comme nous le verrons plus loin, on peut estimer approximativement la production des céréales seule à 12 milliards de leva environ et la production totale agricole de 20 à 22 milliards de leva environ, non compris le bétail, etc. Ces chiffres semblent être un minimum. Il faut donc convenir que l'évasion fiscale a été considérable. Ce résultat était inévitable. Pourquoi donc, dans un moment où l'état des finances bulgares était aussi précaire par suite des charges de la guerre, a-t-on renoncé aux contributions anciennes qui comportaient certes leurs défauts, mais que l'on pouvait améliorer, pour faire une expérience aussi dangereuse ? Les intérêts du Trésor ne paraissent nullement avoir été pris en considération. La prudence a été écartée. L'impôt sur le revenu, chez certains

peuples occidentaux avait été récemment à la mode. Aussi devait-il être adopté par un Gouvernement en quête de nouveautés, hâlé de tout modifier, dont il servait les plans politiques.

Il semble, comme nous le verrons quelques pages plus loin, que les anciennes contributions directes eussent pu fournir au Trésor des recettes de beaucoup supérieures à celles que doit apporter la réorganisation fiscale agrarienne.

SECTION III

L'IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS

La loi du 6 août 1920 (1) a modifié complètement l'imposition des sociétés par actions, sociétés d'épargne et autres sociétés tenues de publier périodiquement leur bilan. Antérieurement à cette date, ces sociétés étaient soumises à l'impôt sur les professions. Elles étaient imposées comme les établissements industriels et commerciaux, aux taux prévus par l'article 3 de la loi de l'impôt sur les professions (2). Les recettes perçues en vertu de la nouvelle loi restèrent cependant intégrées dans celles de l'impôt sur les professions. En 1922, le nouvel impôt sur les sociétés a été réorganisé (3) et érigé en un impôt indépendant. Il figure dans le budget de l'année financière 1922-1923 sous un paragraphe spécial.

A. — DISPOSITIONS DE LA LOI DU 6 AOUT 1920

Dans les 10 jours après approbation du bilan de l'année par l'Assemblée générale de la société, la direc-

(1) Loi relative à l'impôt sur les sociétés T. O. n° 101, 6 août 1920.

(2) Voir l'impôt sur les professions de 1895 à 1920, deuxième partie ci-dessus.

(3) Loi modifiant et complétant la loi de l'impôt sur les sociétés, votée le 19 décembre 1921, publiée à l'*Officiel* n° 241 du 26 janvier 1922.

tion devait déposer au préfet des finances de l'arrondissement, une déclaration accompagnée d'un exemplaire du bilan et d'un exemplaire du rapport du conseil d'administration et du conseil de contrôle. Cette déclaration indiquait les bénéfices imposables.

Dans ces bénéfices étaient compris les tantièmes des directeurs, membres du Conseil d'administration et de contrôle, les dividendes, les réserves, les bénéfices reportés, partie des sommes affectées aux amortissements des immeubles (1), les revenus des biens meubles et immeubles, des actions et obligations non exemptées par des lois spéciales et la valeur de location du bâtiment d'exploitation.

Étaient déduits le montant des dépenses nécessaires à l'exercice de la profession, les dommages et les pertes d'après le bilan, les réserves mathématiques pour les sociétés d'assurances, les dons de bienfaisance, etc.

L'impôt des succursales des sociétés étrangères soumises au contrôle public était établi sur les bénéfices réalisés en Bulgarie. Le capital considéré pour le calcul était celui « qui était versé dans le pays et déposé « comme gage de leur existence. »

Le taux de l'impôt était variable suivant l'objet des sociétés : banques, commerce et assurances (tableau n° 1); industrie, mines, agriculture (tableau n° 2) coopératives (tableau n° 3)

(1) Les sommes affectées à l'amortissement excédant 2 % de l'estimation des bâtiments massifs, 4 % de celle des autres bâtiments, 6 % de celle des machines et autres biens mobiliers, étaient comprises dans le revenu imposable.

Le tableau suivant donnera une idée de l'imposition.

Rentabilité du capital versé	<i>Taux de l'impôt</i>	
	Tabl. n° 1	Tabl. n° 2
1 ^o Revenu représentant 8 % du capital versé	10 %	8 %
2 ^o Revenu représentant 8 à 12 % du capital versé	11 %	9 %
.....		
8 ^o Revenu représentant 35 à 40 % du capital versé	22 %	16 %
9 ^o Revenu représentant 40 à 50 % du capital versé	24 %	18 %
10 ^o Revenu représentant plus de 50 %	25 %	20 %

Les coopératives étaient particulièrement privilégiées. Elles étaient imposées sur leur bénéfice net, par tranches variables.

Tableau n° 3

<i>Bénéfice imposable</i>	<i>Taux de l'impôt</i>
1 ^o Sur les premiers 25.000 leva .	6 %
2 ^o Sur les 25.000 leva suivants (25.000 à 50.000)	7 %
3 ^o Sur les 50.000 leva suivants (50.000 à 100.000)	8 %
.....	
6 ^o Sur les 500.000 leva suivants (500.000 à 1.000.000)	14 %
7 ^o Plus d'un million	16 %

L'impôt ainsi établi a été perçu à partir de l'année

financière 1920-1921. Il remplaçait pour les sociétés l'impôt sur les professions et l'impôt sur le revenu. En outre, celles-ci pouvaient être soumises à une majoration communale, égale au montant même de l'impôt perçu par l'État. Pratiquement l'impôt était doublé.

B. — L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS D'APRÈS LA LOI
DU 26 JANVIER 1922

La loi du 26 janvier 1922 a réparti les sociétés d'après leur objet en un plus grand nombre de classes. Les sociétés de Mines et les sociétés coopératives de production forment maintenant des catégories distinctes.

En même temps, un élément nouveau est introduit dans la détermination du taux de l'impôt. Celui-ci, sous le régime de la loi précédente, était fixé selon la productivité du capital, sans considération directe du montant du bénéfice obtenu ; la nouvelle loi a établi une gradation dans le taux de l'imposition, suivant le chiffre du bénéfice réalisé.

Un aperçu des taux appliqués sera donné par les exemples suivants choisis aux limites extrêmes de l'imposition.

	Productivité du capital versé	Taux de l'impôt
I. Sociétés de banque, Commerce et Assu- rances.	8 %	varie de 10 % à 21 % selon que le bénéfice varie de 20.000 leva à plus de 2.000.000 de leva.
	40 à 50 %	17 à 29 %
	Plus de 50 %	18 à 30 %
II. Sociétés industrielles agricoles et économi- ques.	10 %	9 à 18 %
	40 à 50 %	15 à 27 %
	Plus de 50 %	16 à 28 %
III. Sociétés de Mines.	12 %	8 à 17 ½ %
	45 à 50 %	14 à 24 %
	Plus de 50 %	15 à 25 %
IV. Sociétés coopératives de Crédit, de Consom- mation et d'assu- rances.	12 %	6 à 18 %
	40 à 50 %	9 ½ à 21 ½ %
	Plus de 50 %	10 à 22 %
V. Sociétés coopératives de production.	14 %	5 à 16 %
	40 à 50 %	8 ½ à 19 %
	Plus de 50 %	9 à 20 %

On voit donc l'extrême faveur accordée aux coopé-
ratives. Il faut remarquer en outre qu'à cet impôt perçu
pour le compte de l'État, vient s'ajouter un autre impôt
communal qui peut être égal au premier.

Quelques chiffres montreront l'importance des impôts réclamés aux sociétés. Nous prendrons pour exemple une société de la première catégorie.

Supposons une société de banque, ou société commerciale ayant un capital de 4 millions de leva soit : 133.500 francs-or environ (valeur correspondante au moment du vote de la loi). Cette société réalise des bénéfices imposables légèrement supérieurs à 2 millions de leva, soit à la même époque 67.000 francs-or, c'est-à-dire plus de 50 % de son capital. Les bénéfices nets sont d'ailleurs inférieurs aux bénéfices imposables. La société sera imposée à 30 % pour l'État et à 30 % au titre de la contribution communale, soit 60 % ou 40.200 francs-or. Resteront à la disposition de la société : 67.000 fr. — 40.200 fr. = 25.600 francs-or. En évaluant à 10 % l'intérêt à servir aux actionnaires et l'amortissement du capital soit : 13.350 fr. environ, on voit que la société ne disposera guère que de 25.600 fr. — 13.350 fr. = 12.250 francs-or pour les tantièmes du directeur, des membres du Conseil d'administration, du conseil de contrôle, la représentation du loyer de l'immeuble etc... Ce qui évidemment laisse peu de marge aux dépenses imprévues et non déductibles.

Cette défaveur marquée des sociétés dans le système fiscal bulgare résulte du plan politique poursuivi, et s'applique particulièrement, semble-t-il, aux sociétés étrangères. Les 61 sociétés étrangères existant en Bulgarie à la fin d'octobre 1921, représentaient un capital de 262.669.000 leva investi dans les banques (37,2 %); dans l'industrie (43,5 %); dans le commerce (15,1 %);

dans les entreprises de transport (3,1 %). Le capital social de toutes les sociétés anonymes ne dépassant pas 1.150 millions de leva, le capital provenant de l'étranger ferait donc un peu plus du quart de cette somme (1).

Il ne paraît donc pas exagéré de dire que la nouvelle loi aura pour effet, sinon pour but, de décourager les capitaux étrangers qui sont investis dans les entreprises les plus importantes de Bulgarie (2). On trouve là une des caractéristiques dominantes du plan financier des réformateurs agrariens.

(1) Dr. Sp Ganeff. Les capitaux étrangers en Bulgarie. *Bulletin des Chambres de Commerce et d'Industrie bulgares* n° 3, novembre 1921.

(2) Les sociétés françaises sont en particulier très nombreuses.

SECTION IV

IMPOT D'EXONÉRATION DE LA PRESTATION DU TRAVAIL

Avant d'examiner les recettes produites par le rachat de « la Prestation du travail », il paraît utile de donner un aperçu de ce qu'est, en Bulgarie, le travail obligatoire pour tous. Cette institution remarquable se rattache étroitement à la « politique régénératrice du programme agrarien ».

La législation et la réglementation de « la Prestation du travail » quoique nées depuis deux ans à peine sont déjà très nombreuses (1). Nous n'en rapporterons que l'état actuel.

Sont astreints à la prestation du travail tous les ressortissants bulgares de l'un et l'autre sexe, les hommes depuis 20 ans jusqu'à 40 ans, les jeunes filles de 16 à 30 ans inclusivement. La loi prévoit qu'un travail conve-

(1) *a)* Loi sur la prestation du travail du 14 juin 1920. *J. O.* n° 56, modifiée et complétée par la loi du 9 novembre 1921.

b) Règlement sur l'application de la même loi du 22 novembre 1920. *J. O.* n° 190.

c) Règlement concernant la prestation provisoire pour l'année 1920-1921. *J. O.* n° 167, 25 octobre 1920.

d) Règlement concernant la prestation provisoire pour l'année 1921-1922. *J. O.* n° 65 du 24 juin 1921.

e) Règlement sur l'application de l'article 8 de la loi sur la prestation du travail. *J. O.* n° 220 du 28 décembre 1921.

f) Règlement sur la prestation du travail des jeunes filles. *J. O.* n° 283 du 18 mars 1922.

nable sera donné aux jeunes filles musulmanes qui l'exécuteront à domicile.

Cette institution a un double but :

1^o D'organiser et d'utiliser les forces de travail du pays dans tous les domaines de l'économie nationale, (construction de routes, de chemins de fer, de bâtiments, de lignes téléphoniques et télégraphiques, exploitations de forêts, de mines, dessèchement de marais, élevage de vers à soie, de ruches d'abeilles et de bétail, mise en conserve de produits alimentaires, tissage de draps, d'étoffes pour les hôpitaux, pour les troudovaks et troudovaques (1) etc.....)

2^o De faire naître chez les citoyens l'amour du travail public.

Nous ne pouvons, pensons-nous, mieux définir les buts poursuivis qu'en rapportant textuellement l'extrait suivant (2).

« Ces buts..... sont établis par la loi elle-même, ils « peuvent être concrétisés ainsi :

« a) Transformer la Bulgarie en un pays entièrement « bien construit avec les ressources minima affectées « à cet effet ;

« b) Arriver à réunir, égaliser et concilier au moyen « du travail commun, les citoyens de toutes les classes « sociales, de toutes les professions et de tous les partis ;

« c) Par le travail obligatoire et gratuit, dans l'intérêt

(1) Les troudovaks et troudovaques sont les jeunes gens et jeunes filles astreints au travail obligatoire.

(2) La prestation du travail obligatoire en Bulgarie. (Exposé populaire) par M. Christo Stoyanoff, Directeur général de la « Prestation du Travail. » Sophia 1921.

« du bien général, d'entretenir en éveil le sentiment du
« devoir dans l'âme de tous les citoyens et de toutes les
« citoyennes envers la Mère Bulgarie.

« ... Voilà pourquoi l'Institut du Travail est et sera
« avant tout un institut culturel et le Gouvernement
« Agrarien le considère de plein droit comme l'une des
« idées de réforme les plus heureuses qu'il pût réaliser.

« Saluons-le donc et remercions-le de ce qu'il a
« fait pour la Bulgarie ! »

La durée du travail obligatoire est fixée de la façon
suivante :

a) La Prestation du travail ordinaire est due par les
troudovaks n'ayant pas été pendant trois mois ininter-
rompus au moins, au service de l'État. Le travail obli-
gatoire est fixé pour les hommes à huit mois, et pour les
jeunes filles à quatre mois. Il peut être accompli en
deux ou plusieurs fois.

b) La Prestation du travail spéciale est due par les
troudovaks ayant appartenu à un service public de
l'État pendant plus de trois mois. Sa durée est fixée à
21 jours au plus par an. En cas d'urgence, les Conseils
municipaux peuvent soumettre à cette prestation les
habitants de leur commune jusqu'à 50 ans.

La loi exempte de ces deux sortes de prestations :
les personnes incapables physiquement de les fournir,
les femmes mariées, officiers, soldats et gendarmes. De
la prestation du travail spéciale sont en outre exonérés
les soutiens de famille et les fonctionnaires d'État indis-
pensables. En principe le service est personnel et les
personnes qui y sont soumises ne peuvent ni se faire

remplacer ni se racheter par une taxe quelconque. La loi fondamentale du 14 juin 1920 ne tolérait aucune exception à cette règle. Les dispositions suivantes (1) ont cependant permis le rachat dans certains cas.

Rachat de la Prestation du travail ordinaire. — Un certain nombre de personnes fixé à 20 % de celui de troulovaks peuvent s'exonérer du service effectif (de 8 ou 4 mois), en versant une certaine somme avant le 1^{er} février de l'année dans laquelle ils sont appelés. Les demandes doivent être déposées au « bureau départemental de la Prestation du travail », avec une déclaration indiquant l'état de fortune du contribuable et celui de ses parents. L'impôt est fixé par l'administration sur la valeur de 240 jours de travail. Le minimum est fixé à 12.000 leva, le maximum à 48.000 leva, payables en une fois. L'appel de la décision est impossible. Ces sommes sont perçues au profit de l'État.

Rachat de la prestation du travail spéciale. — Les Conseils municipaux peuvent exonérer de la prestation en nature spéciale (21 jours par an), certaines personnes, au maximum 30 % du nombre de leurs troulovaks et 40 % pour Sophia. Ils fixent pour les exemptés la valeur du rachat en tenant compte de la situation de fortune du contribuable (minimum 100 leva, maximum 300 leva par jour). Les sommes ainsi produites sont affectées aux budgets des communes.

Cette institution est administrée par une direction instituée auprès du Ministère des Travaux Publics,

(1) Loi du 9 novembre 1921 et Règlement du 28 décembre 1921.

divisée en trois sections : Administrative — Technique — et Économat. Un conseil supérieur du Travail obligatoire est constitué par le directeur, les secrétaires généraux et trois membres permanents. Dans chaque département est établi un Conseil du travail départemental composé du préfet, de l'ingénieur en chef, du président ou d'un membre de la Commission permanente de département, de l'ingénieur agronome et d'un inspecteur du travail.

Les administrations de l'État des Départements et des Communes, qui ont des travaux à faire exécuter doivent s'adresser aux bureaux de la Prestation du travail. En cas de besoin, la direction peut employer, sous son contrôle et sa responsabilité, les troudivaks aux travaux qu'elle juge utiles.

Dans une partie spéciale du budget figurent les redevances dues à l'État par les administrations (chemins de fer, postes etc....) auxquelles ont été confiés des troudivaks. Des sanctions pénales très sévères (amendes, prison, perte des droits civils et politiques) sont prévues pour les infractions à la loi.

Notons enfin, que nul sujet bulgare ne peut adopter une autre nationalité ni émigrer dans un pays étranger, sans avoir satisfait aux prescriptions du travail obligatoire.

Il ne rentre pas dans le cadre de cette étude d'examiner le côté économique ou social de cette institution. Elle constitue un premier pas vers une organisation communiste, pour laquelle le Gouvernement actuel a, semble-t-il, une prédilection marquée. Il est permis en outre de noter que l'œuvre accomplie pendant les

périodes de service, par les troudivaks, tour à tour maçons, terrassiers, menuisiers, briquetiers, téléphonistes etc..... (1) ne peut être très productive. Il faut également faire remarquer la perturbation produite dans la vie sociale et économique de la Nation, par l'enlèvement à leurs occupations normales des différentes catégories de travailleurs. Il semble d'ailleurs que dans la pratique, on soit arrivé à réduire le nombre de jours et d'heures de travail et à admettre des accommodements. C'est ainsi que dans certaines régions, pour la prestation du travail spéciale, les journées du troudivak fournissant un cheval et une voiture, ou un camion automobile, lui ont été comptées doubles ou quintuples.

Se plaçant à un point de vue plus spécial, on a voulu voir dans cette institution un moyen indirect de tourner les prescriptions du Traité de Neuilly, ordonnant l'abolition du service militaire obligatoire (2) en Bulgarie. Quoiqu'il en soit, il faut noter que même dans ce pays, où le Gouvernement exerce un pouvoir dictatorial, des critiques sévères ont été élevées contre le système. Notons l'aveu suivant : (3)

(1) Le Gouvernement exploite par le travail des troudivaks, une fabrique de briques, des ateliers de menuiserie et de charpente à Choumen ; des ateliers de couture à Sliven et à Choumen ; de chaussures à Gorna-Bagna ; des exploitations agricoles à Kabiuk et à Kalouguérovo ; des jardins potagers à Petritch.

(2) « Le service militaire obligatoire sera aboli en Bulgarie. L'armée bulgare ne sera, à l'avenir, constituée et recrutée que par des engagements volontaires. » (Article 65 du Traité de Neuilly).

(3) Christo Stoyanoff, *op. cit.*

« Des obstacles, des intrigues, des menaces et des
« restrictions venant du dehors, des contestations sur
« l'utilité de l'Institut lui-même, ayant souvent leur
« source dans les milieux mêmes qui créèrent la Presta-
« tion du Travail, accompagnaient de près le dévelop-
« pement de la nouvelle institution. »

« C'est le sort de toutes les entreprises importantes,
« des réformes considérables en vue de la régénération
« rapide de la nation, surtout lorsqu'elles portent une
« atteinte sensible à la liberté individuelle et aux inté-
« rêts *du citoyen égoïste*. Et dans tous ces cas, la foi,
« l'énergie seules, tant des créateurs de cette institution
« que de ceux qui sont chargés de son application, ont
« réussi à venir à bout de ces difficultés. »

« Aujourd'hui... ce premier succès est assuré. Les
« résultats actuels, en vérité assez modestes, mais entiè-
« rement satisfaisants pour la courte période... sont
« encourageants..... »

Il nous a paru indispensable de donner ces quelques explications sur le caractère véritable de la loi. Le but fiscal est tout à fait secondaire. Au budget de l'État figurent dans le chapitre des impôts directs, les recettes de l'exonération du travail obligatoire, et dans le chapitre des recettes diverses, les redevances payées par les diverses administrations publiques pour emploi de trougovaks.

Nous donnons ci-après un tableau des recettes et des dépenses au titre de la Prestation du travail effectuées pendant l'année 1921-1922 et celles prévues pour 1922-1923.

	Année Financière 1921-1922		Année Financière 1922-1923
	Prévues	Effectuées	Prévues
1 ^o Recettes			
§ 6. — Rachat de la prestation.	»	»	80 .000 .000 (2)
§ 98. -- Divers. — Prestation du travail (redevan- ces des adminis- trations).	20 .000 .000 (1)	2 .548 .281	120 .000 .000 (3)
2 ^o Dépenses	113 .980 .100 (4)	114 .885 .593	204 .345 .000 (5)

Il paraît inutile d'insister sur l'inexistence totale du point de vue fiscal. On a voulu dans le budget bulgare pour 1922-1923, mettre en regard les recettes et les dépenses, les premières devant suffire à faire face aux dernières. Or, un examen des divers budgets de ce pays montre que les prévisions des recettes sont rarement atteintes et les dépenses sont quelquefois dépassées. On peut, sans crainte de trop s'aventurer, prévoir que si l'expérience du travail obligatoire est poursuivie, elle se traduira, lors de la clôture définitive des comptes de 1922-1923, par un déficit pour les finances bulgares.

(1) Chapitre IX, § 98 du budget des recettes 1921-1922.

(2) Chapitre I^{er}, § 6 du budget des recettes 1922-1923.

(3) Chapitre IX, § 98 du budget des recettes 1922-1923.

(4) Article 1^{er}, n^o 12, lettre b du budget 1921-1922.

(5) Article 1^{er}, n^o 12, lettre b du budget 1922-1923.

SECTION V

L'IMPOT MILITAIRE

Nous arrivons enfin au dernier impôt réorganisé par le Gouvernement agrarien, l'impôt militaire.

Le Traité de Neuilly interdit, ainsi que nous l'avons vu quelques pages plus haut, le service militaire obligatoire en Bulgarie. La loi du 13 mars 1922 (1) a remanié complètement l'ancien impôt militaire perçu antérieurement. Elle se proposait les buts suivants :

- a) Faciliter le recrutement des engagés volontaires.
- b) Fournir au Trésor public des recettes plus grandes, par l'augmentation du nombre des contribuables, de la matière imposable et du taux de l'impôt.

Est soumis à l'impôt militaire tout sujet bulgare âgé de 21 ans n'ayant pas contracté d'engagement volontaire dans l'armée, la gendarmerie ou la garde des frontières. En sont exemptés :

1° Les individus ayant accompli leur service militaire, les engagés volontaires ayant servi plus d'une année, et toute personne ayant dépassé 30 ans.

2° Les indigents par suite d'infirmités physiques ou mentales.

3° Les personnes devenues incapables par suite d'acci-

(1) Loi sur l'impôt militaire, votée et approuvée par l'Assemblée Nationale le 3 mars 1922 ; approuvée par Décret n° 10 du 13 mars 1922 et publiée au *J. O.* n° 291 du 23 mars 1922.

dents survenus dans le service en qualité de volontaires ou de troudovaks.

L'impôt est dû pendant six années. Il est constitué de deux éléments :

a) un impôt fondamental annuel de 300 leva par personne.

b) un impôt complémentaire fixé à 30 pour cent du montant total de l'impôt sur le revenu global de la famille du contribuable et de celui-ci (1).

Les parents du contribuable sont responsables du paiement de l'impôt sur leurs biens propres.

Au 31 décembre de chaque année au plus tard, les Conseils municipaux envoient l'état des personnes de leurs communes soumises à l'impôt militaire, au chef du bureau de recrutement. Ce dernier, après vérification des listes, les transmet, avant le 1^{er} mars, aux préfets des finances d'arrondissement qui fixent l'impôt et le font recouvrer par les percepteurs sous leurs ordres. Tout contribuable qui émigre ou dont la famille émigre à l'étranger doit verser en une seule fois l'impôt complémentaire qu'il aurait payé pour les années suivantes. Un règlement d'administration publique sera élaboré ultérieurement par les soins du Ministère des finances et du Ministère de la guerre.

Cette loi édicte donc, à côté de l'impôt fixe de 300 leva par an, une majoration de l'impôt sur le revenu du contribuable pendant six années. Elle a pour but de

(1) Lorsque le chef de famille est un invalide avec incapacité de travail de plus de 50 %, ou une femme veuve, le taux de l'impôt complémentaire est fixé à 20 % ; (article 4 de la loi)

procurer à l'État des ressources et des engagements volontaires. On peut se demander si une majoration de l'impôt sur le revenu et des exemptions convenablement étudiées n'auraient pas produit le même résultat. On pourrait peut-être voir dans les fonctions du chef du bureau de recrutement, une des raisons de l'instauration de cet impôt. Mais ceci dépasse le point de vue strictement financier de cet exposé. Le budget de 1922-1923 prévoit pour cet impôt un total de recettes de 50 millions de leva.

Dans le tableau ci-après sont reproduites les prévisions des recettes des impôts directs pour 1922-1923 (Chapitre 1^{er} du budget).

CHAPITRE I^{er} (Impôts Directs)

§ 1 Impôt sur le revenu général	300 .000 .000 leva
§ 2 Impôt sur les sociétés	60 .000 .00) —
§ 3 Impôt sur les bâtiments	20 .000 .000 —
§ 4 Impôt sur les bénéfices de guerre	55 .000 .000 —
§ 5 Béglik	35 .000 .000 —
§ 6 Exonération de la Prestation du travail régulier	80 .000 .000 —
§ 7 Impôt militaire	50 .000 .000 —
§ 8 Impôt sur les successions	8 .000 .000 —
§ 9 Licences de fabrication et de vente du tabac	1 .500 .000 —
§ 10 Licences pour la fabrication et la vente de l'alcool	11 .000 .000 —
Total	620 .500 .000 leva

Nous avons ici terminé l'exposé des réformes apportées aux impôts directs par le Gouvernement agrarien. Le programme fiscal qu'il avait annoncé dès 1919 semble près d'être entièrement réalisé et la réorganisation, que certains ont appelé la désorganisation des finances, effectuée. Il paraît intéressant de consacrer quelques pages à suivre les variations des différents impôts directs, de les comparer à l'ensemble des recettes du budget, d'estimer les charges pesant sur la population, et leur répartition.

Pour faciliter cette étude, nous avons représenté dans le graphique n° 3, les recettes générales du budget de l'État et celles des impôts directs.

EXPLICATION DU GRAPHIQUE N° 3 ET DE SES
DIFFÉRENTES PARTIES

*Charge des impôts directs
en comparaison du coût de la vie*

Une comparaison des recettes de l'État, bornée au simple rapprochement des sommes perçues en leva pendant les différents exercices, ne permettrait qu'une appréciation inexacte de leur valeur réelle. Le leva, qui aux environs de 1910 se tenait au pair du franc-or, a vu son cours s'abaisser progressivement, jusqu'à ne plus représenter dans le second semestre de 1921 que la trente-troisième partie de sa valeur primitive. On ne saurait d'ailleurs ramener les recettes ou les dépenses d'un État au taux de l'or. La comparaison faite entre

les années successives ne correspondrait à rien de réel et garderait un caractère par trop spéculatif. Ce procédé ne pourrait s'appliquer avec exactitude qu'aux dépenses et recettes effectuées en or ; par exemple pour les dettes ou créances extérieures. Les dépenses de cette nature restent en général beaucoup moins importantes que celles qui sont faites à l'intérieur du pays (1).

La dépréciation de la monnaie nationale est ressentie par les habitants sous la forme d'un renchérissement du coût de la vie. Les impôts perçus sont en général employés par l'État au paiement de ses fonctionnaires, à l'entretien de ses services, à l'acquisition des matériaux et marchandises nécessaires. L'ensemble de ces dépenses reste en fonction du coût de la vie. Sans doute les traitements des fonctionnaires ne suivent pas immédiatement le renchérissement général et leur augmentation ne se produit qu'avec un certain retard. Les sommes que doit consacrer l'État à l'achat des matériaux nécessaires subissent parfois une augmentation supérieure à celle du coût de la vie à l'intérieur du pays.

(1) Cependant en Bulgarie, les dépenses prévues au budget pour le Service de la dette se sont élevées aux chiffres suivants :

1910	40.440.156 leva sur 1 bud. de dép. total.	178.395.443
1920-21	858.198.701	2.294.687.440
1921-22	647.197.063	2.693.237.083
1922-23	1.173.028.812	4.646.163.413

Le service de la dette publique en Bulgarie est depuis 1912 une administration autonome. Dans les chiffres indiqués sont comprises ses dépenses propres.

En 1921, sont intervenus différents arrangements entre le Gouvernement bulgare et ses créanciers, autorisant le premier à effectuer les paiements en francs français au lieu de les exécuter en francs or.

La disproportion devient très grande lorsque les commandes sont faites à l'étranger, dans les pays dont la monnaie est moins dépréciée. Cependant, on peut considérer que la plupart des dépenses de l'État s'effectuent à l'intérieur du pays et que pour comparer celles des années successives, on ne puisse mieux faire que de rapprocher leurs variations aux fluctuations du coût de la vie.

La considération des variations du coût de la vie devient nécessaire lorsqu'il s'agit des recettes que perçoit l'État au titre des impôts directs. Si l'on considère la charge fiscale supportée par le contribuable, on ne saurait mieux, semble-t-il, en faire la comparaison qu'avec les dépenses d'entretien de celui-ci. On pourrait même dire que l'impôt n'est qu'une dépense ajoutée aux dépenses normales d'entretien et qu'il doit varier proportionnellement avec elles. Sans doute les revenus de certains contribuables (exprimés en leva) n'ont pas augmenté dans la même proportion que les dépenses nécessaires à la vie ; c'est la situation des porteurs d'obligation nationales mobilières (classe à peu près inexistante en Bulgarie). Mais le cas inverse peut se produire, et c'est celui, semble-t-il, des paysans de ce pays. Par suite des circonstances mondiales dues à la guerre, les produits agricoles ont pris une valeur qui, même ramenée au taux de l'or, est de beaucoup supérieure à celles qu'ils avaient dans les années normales.

Pour ces différentes raisons, il nous a paru nécessaire de rapprocher les variations des recettes du budget et des

différents impôts directs, et les variations des dépenses d'entretien. Nous avons donc fait abstraction, si l'on peut dire, des sommes évaluées en leva et nous avons exprimé, dans le graphique n° 3, les recettes de l'État en fonction des marchandises qu'ils représentent, c'est-à-dire en fonction de la valeur que ces dernières représentaient dans les années normales en 1908, 1909, 1910.

Sur le graphique n° 3, ont été portées en ordonnées les années 1908 à 1922, et en abscisses, pour chacune d'elles, la quantité de denrées nécessaires à la vie, d'après leur valeur en 1908, dont l'acquisition était possible avec une même somme de leva. En d'autres termes, ce qui a été pris pour unité, ce n'est pas une quantité de leva, mais la quantité de marchandises qu'elle représente. Les courbes du graphique n° 3 indiquent donc la variation du pouvoir d'achat d'une même somme en leva exprimée en denrées consommables. Chacun de leurs points indique le rapport de cette somme au montant des dépenses d'entretien, celles de l'année 1908 ayant été prises pour unité (1). Si nous

(1) Pour construire les courbes de ce graphique, nous avons utilisé les indices calculés par M. Popoff, dans les différents numéros du bulletin de statistique mensuel du Royaume de Bulgarie, des « prix moyens et de la valeur de la consommation annuelle des produits des plus usités, pour un ménage moyen, » depuis 1901 jusqu'en 1922. » Ces indices portent sur 47 articles et expriment le renchérissement moyen de la vie.

1908	indice 100	1913	indice 130	1918	indice 864,1
1909	— 100	1914	— 139,7	1919	— 1.852,2
1910	— 100	1915	— 166,3	1920	— 2.300,1
1911	— 114	1916	— 248,1	1921	— 2.466,0
1912	— 124	1917	— 447,9	janv. 1922	3.164,4

suivons par exemple une courbe quelconque, à laquelle nous donnerons la valeur de 100 leva, nous verrons qu'en 1909 ces 100 leva avaient conservé le même pouvoir d'achat qu'en 1908, — qu'en 1914, ils n'en représentaient plus que les 7/10^{ème} environ. En 1914 ils ne permettaient donc plus d'acquérir qu'une quantité de produits consommables, qui aurait été payée 70 leva en 1908. En continuant à suivre la courbe, on se rend compte qu'en janvier 1922, le pouvoir d'achat du leva tombait à la trentième partie environ de celui de 1908, et qu'en 1922, il fallait payer 100 leva une certaine quantité de produits valant 3 leva 33 en 1908.

Afin de permettre l'emploi de ce graphique à différentes échelles, nous n'avons tracé que les courbes sans leur affecter une valeur concrète. Leurs différents points n'expriment donc qu'un rapport. Les chiffres qui leur correspondent se trouvent indiqués sur les calques annexés (3 a, — 3 b, — 3 c, — 3 d, — 3 e.)

Plaçons par exemple sur le graphique n° 3, le calque n° 3 a, qui représente les courbes décrites par les recettes du budget ordinaire et par celles de l'ensemble des impôts directs. On se rend facilement compte que, de 1911 à 1916 les recettes du budget en leva ont peu varié, mais on voit aussi qu'en 1916, leur valeur en produits de consommation n'était plus que la moitié de celle de 1911. Une horizontale menée par les points correspondant à 1911 et 1916 montre que les recettes de la première année représentaient la valeur de 180 millions de denrées consommables en 1908, tandis que celles de la dernière année ne valaient plus que 80 millions de marchandises en 1908.

De même une horizontale menée par le point représentant le chiffre du budget en 1908, montrerait que, pour que les recettes des années suivantes eussent conservé le même pouvoir d'achat (en denrées consommables), autrement dit pour qu'elles eussent permis d'entretenir le même nombre de fonctionnaires dans les mêmes conditions (1), il eût fallu qu'en 1915, elles fussent montées à 275 millions environ ; en 1918, à plus d'un milliard ; en 1912, à 4 milliards 650 millions environ. Le graphique n° 3 bis permet d'ailleurs de ramener la valeur des budgets de chaque année, à celle de 1908 (en produits consommables).

Ce mode de représentation graphique est d'une extrême simplicité. Il donne automatiquement la valeur réelle des recettes par rapport au coût d'entretien de la vie. Il ne nous paraît pas avoir déjà été employé. Il semble pouvoir être appliqué avec succès à différentes études concernant les finances publiques de tous les pays, et permettrait peut-être une étude comparative très intéressante. Ce serait en outre un moyen simple, en y apportant les améliorations nécessaires, de déterminer la pression fiscale exercée sur les contribuables.

Nous devons cependant élever les remarques suivantes au sujet du mode de représentation adopté :

Si l'on suppose que les dépenses d'entretien indispensables ont augmenté d'une façon constante par rapport à l'unité monétaire, la courbe obtenue serait une exponentielle simple, d'ailleurs facile à calculer. Or, si les

(1) En supposant que tout le budget fût employé à entretenir des fonctionnaires.

variations sont considérables, — comme dans le cas qui nous occupe, — et si l'on fait porter l'examen sur un nombre d'années tant soit peu élevé, les extrémités de la courbe tendent vers l'asymptote. Par suite de la nature de cette courbe, une dépréciation semblable du leva (par exemple du quart, de moitié de lui-même) au cours de deux années différentes, ne serait pas représentée par des angles de pente égaux. Le graphique que nous avons adopté ne peut donner qu'une impression inexacte des variations, si l'on ne considère que les pentes. Cet inconvénient vient du fait que dans notre graphique les distances séparant les années sont constantes.

Une impression plus exacte à ce point de vue serait pratiquement réalisée par le procédé suivant : Les distances entre les années successives seraient représentées par des longueurs décroissant dans le même rapport que le pouvoir d'achat du leva. Des chutes semblables de la monnaie donneraient des angles de pente égaux, et la figure décrite par une même somme dont le pouvoir d'achat diminuerait de façon constante serait une droite. On arriverait dans le graphique ici en question à ne séparer les années 1921-22 et 1922-23 que par une distance trente fois plus petite que l'écartement des années 1908 et 1909. Un tel procédé exigerait une surface assez considérable, mais pourrait toutefois donner des résultats intéressants.

Le graphique ici présenté doit encore faire l'objet des observations suivantes : Les indices qui ont été appliqués aux exercices financiers 19-20 — 20-21 — 21-22 —

sont les indices moyens des années 1919 — 1920 — 1921. Il eût fallu pour plus d'exactitude établir les indices de avril 1919 à avril 1920 etc..., les recettes de ces exercices ayant été perçues du 1^{er} avril au 31 mars suivant et aussi toutefois pendant les périodes complémentaires. L'erreur ainsi enregistrée nous paraît négligeable; la majeure partie des impôts rentre en effet du 1^{er} avril au 1^{er} janvier suivant. Le décalage qui subsiste est rendu presque insensible, par suite de la petitesse des variations, par rapport aux valeurs de 1908. Pour les prévisions de l'année 1922-1923, nous avons adopté l'indice du mois de janvier 1922, le plus récent qu'il nous ait été possible d'obtenir.

Les calques annexés à ce graphique n° 3 donnent par le procédé adopté les renseignements suivants :

Le graphique — n° 3 a — indique les variations des prévisions et perceptions du budget ordinaire, de l'ensemble des impôts directs, et de l'ensemble des impôts indirects, taxes etc...

Le graphique — n° 3 b — montre les variations des recettes perçues au titre des principaux impôts directs (impôt foncier, impôt sur les bâtiments, impôt sur les professions, béglik et, pour les dernières années, de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt militaire).

Le graphique — n° 3 c — donne les prévisions de recettes de ces impôts principaux dans les budgets bulgares.

Le graphique — n° 3 d — montre les variations des impôts secondaires.

Le graphique — n° 3 e — permet de suivre les variations des charges portant sur les paysans et sur les habitants des villes. Les courbes de ce dernier graphique se rapportent aux impôts suivants :

L'impôt foncier et le béglik ont été mis entièrement à la charge des paysans.

L'impôt sur les bâtiments a été réparti à raison de 55 % à la charge des villes et 45 % à la charge des paysans. Ces taux ont été obtenus en prenant la moyenne des impositions de 1911 et 1918, années où les estimations ont été faites (voir ci-dessus page 93).

L'impôt sur les professions et celui des Sociétés ont été mis à la charge des villes.

Pour l'impôt sur le revenu, nous avons admis que les rentrées opérées s'étaient effectuées pour les villes et pour les campagnes dans les proportions établies pour les prévisions de 1921-1922. Il nous a été impossible d'obtenir des renseignements précis (1).

Les autres impôts directs, impôt des routes, impôt militaire, impôt des écoles sont, soit des impôts personnels, soit des impôts de majoration portant sur l'ensemble des impôts directs principaux. Ils sont relativement peu élevés et l'allure générale des courbes ne peut nullement se trouver modifiée du fait qu'ils ont été négligés (2).

On peut remarquer que les courbes des recettes dans leur ensemble ont suivi pendant les guerres la courbe du pouvoir d'achat du leva. Évalué en monnaie bulgare,

(1) Voir ci-dessus page 147.

(2) Nous avons obtenu les chiffres suivants pour l'ensemble

le produit des impôts, jusqu'en 1919 n'a pas sensiblement varié. Des fluctuations assez sensibles apparaissent cependant pour certains d'entre eux. A partir de 1919, les recettes générales s'accroissent, mais celles des différentes contributions n'augmentent pas dans des proportions identiques.

En particulier, l'examen du graphique — n° 3 a — montre que la valeur réelle des recettes du budget général, (ramenées au coût de la vie), a considérablement diminué de 1910 à 1919. Les rentrées, sauf en 1911, ont été constamment inférieures aux prévisions.

La Bulgarie pour soutenir ses guerres n'a pas eu recours à des augmentations d'impôt. Elle n'a pas non plus émis d'emprunts dans ce but. Une subvention de 1.300 millions de leva reçue de l'Allemagne et de l'Autriche, lui a permis de faire face aux dépenses militaires extraordinaires (1).

des charges :

Années	Paysans	Villes
1910	23.000.000 leva	7.700.000 leva
1911	18.466.000 —	7.050.000 —
1912	7.600.000 —	4.900.000 —
1913	5.121.000 —	4.097.000 —
1914	13.496.000 —	8.980.000 —
1915	12.020.000 —	8.570.000 —
1916	18.675.000 —	7.674.000 —
1917	21.270.000 —	10.714.000 —
1918	27.086.000 —	20.382.000 —
1919-20	46.746.000 —	24.950.000 —
1920-21	54.769.000 —	72.586.000 —
1921-22	85.729.000 —	99.678.000 —

(1) Exposé du Ministre des Finances, M. Tourlakoff, sur la situation financière de l'État — Sophia 1922 — page 10

La Bulgarie a donc vécu et vit encore avec un budget véritablement famélique. Le nombre des fonctionnaires a augmenté, en même temps que leurs traitements ont été réduits au minimum (1). De 1913 à 1921, le salaire en leva du fonctionnaire inférieur n'a été augmenté que de sept fois ; celui du fonctionnaire moyen de cinq fois ; celui du fonctionnaire supérieur, d'un peu plus de trois fois (2). Le résultat ne s'est pas fait attendre. Il s'est produit une désorganisation complète dans les administrations, les fonctionnaires ayant quelque valeur ont déserté les services de l'État pour entrer dans les entreprises privées. Ceux qui sont restés dans leur emploi sont souvent obligés de solliciter des bakchichs pour vivre. Leur situation précaire ne leur permet pas toujours de garder l'indépendance nécessaire. Les dépenses cependant ont toujours été supérieures aux recettes et les gouvernements ont dû avoir recours à des émissions croissantes de billets de banque (3).

Cette dette de la Bulgarie envers ses anciens alliés a d'ailleurs été cédée aux Puissances alliées et associées par l'article 124 du Traité de Neuilly, et il a été tenu compte de ce transfert dans la fixation du chiffre des Réparations.

(1) De 47.546 en 1911, le nombre des fonctionnaires s'est élevé à 143.997 en 1921 et à 102.650 en 1922. (Budget 21/22 et 22/23). Le ministère de la Guerre accuse en 1922 une diminution de 36.737 fonctionnaires.

(2) Bulletin statistique mensuel, février 1922, page 4.

(3) Au 28 février dernier (1922) 3.602.500.000 leva billets de banque étaient en circulation ; le montant des avances de la Banque Nationale à l'État atteignait 3.736.000.000 de leva. Les billets ont été émis uniquement pour les besoins de l'État. Les prêts faits à l'industrie et au commerce sont insignifiants. On pourrait voir dans ce fait, la caractéristique de la politique pratiquée envers les habitants des villes.

Malgré l'augmentation sensible des impôts qui commence en 1919, la valeur réelle des recettes n'atteint pas celle de 1908. Les rentrées pour 1921-1922 (12 mois) sont de 1/4 inférieures en puissance d'achat à celles de 1908. Et cependant la Bulgarie a dû reprendre le service des dettes extérieures, interrompu pendant la guerre, pour lequel d'ailleurs les créanciers ont consenti certaines concessions. La valeur réelle des sommes perçues par la Bulgarie pour son budget propre est donc considérablement inférieure à celle des années normales.

L'effort réalisé a du reste été presque exclusivement demandé à la population soi disant « improductive » des villes. Les recettes des impôts indirects de consommation et autres représentent en effet en valeur de denrées consommables, environ la même importance qu'en 1908. Or ces impôts ne frappent la population agricole que dans une proportion dérisoire. Les paysans, qui forment 80 % de la population totale, ne peuvent être atteints que par les impôts directs. Ces derniers ont considérablement diminué, non seulement en valeur réelle, (résultant de la comparaison avec le coût de la vie), mais encore par rapport à l'ensemble du budget, ainsi que le montrent les chiffres suivants. Nous n'avons compris dans les impôts directs, pour le calcul de la proportion, que les principaux d'entre eux, les impôts normaux existant en 1908 ou créés depuis : l'impôt foncier, l'impôt sur les bâtiments, le béglik, l'impôt sur les professions, l'impôt sur le revenu ; et nous avons écarté tous ceux qui n'ont qu'un caractère exceptionnel, temporaire ou personnel : tels que l'impôt sur les bénéfices de guerre, le rachat de la prestation du travail, l'exoné-

ration du service militaire, l'impôt des routes, des écoles etc... etc...

En 1910 ces impôts directs représentent $\frac{1}{6}$ environ du budget général ; en 1911, $\frac{1}{7}$; en 1918, $\frac{1}{12}$; en 1919-20 $\frac{1}{12}$; en 1920-21, $\frac{1}{15}$; en 1921-22 (12 mois), $\frac{1}{15}$.

La plus grande partie des impôts directs, qui vers 1908-1910 pesait sur la population des campagnes, retombent maintenant à la charge des habitants des villes, ainsi que nous le verrons ci-après.

Nous pouvons donc caractériser de la manière suivante les tendances qui, du budget de 1908 à celui de 1922, se font jour : diminution considérable de la valeur réelle du budget, diminution de l'importance des impôts directs, et pour ces mêmes impôts, allègement de ceux pesant sur les campagnes et augmentation de la charge des villes, augmentation également des impôts indirects et de consommation, taxes etc... frappant particulièrement les citadins.

Si l'on superpose les graphiques — n° 3 b et n° 3 c — , on se rend compte que l'impôt foncier et l'impôt sur les bâtiments restent constamment en dessous des prévisions. Le premier, non seulement accuse une diminution de sa valeur réelle, mais décroît même plus rapidement que le pouvoir d'achat du leva, chose incompréhensible si l'on considère que la production agricole n'a pas sensiblement varié, et que les prix atteignent 30 et 40 fois ceux d'avant guerre. L'impôt sur les professions, frappant particulièrement les habitants des villes, accuse une augmentation beaucoup plus considérable que les autres impôts directs. Faut-il en déduire

que les matières imposables qu'il atteint, ont subi un accroissement supérieur ? Il est difficile de le dire avec certitude. Toutefois il ne le semble pas. L'écart remarqué entre les prévisions et recettes des contributions portées sur les graphiques paraît démontrer que les agents du fisc ont réservé tous leurs soins au recouvrement des impôts des villes.

Les impôts secondaires (graphique — n° 3 d —) se bornent à suivre les courbes que décrit la devise bulgare. Le saut brusque qu'ils subissent en 1914, rendu plus sensible par l'échelle du graphique adoptée, s'explique par ce fait que ces impôts étant calculés sur des majorations de tous les autres impôts directs, ils ont bénéficié de l'amélioration générale des recettes pendant cette année de paix.

Il nous a paru intéressant de joindre aux graphiques ci-dessus, un graphique — n° 3 e — indiquant une répartition, pour l'ensemble des principaux impôts directs, des charges supportées par les habitants des villes et par les habitants des campagnes. On y notera le résultat de la politique générale pratiquée. La charge des paysans qui se trouvait en 1908, être trois fois plus élevée que celle des habitants des villes, devient en 1921-1922 inférieure de 1/6^{ème} à celle des citadins. Par suite du mode de représentation adopté, le graphique — n° 3 e — ne montre peut-être pas d'une manière suffisante la disproportion qui s'est produite. Les chiffres ci-dessous donneront une impression plus exacte.

Impôt par habitant	1910	1921-1922 (12 mois)
Villes	9,31	102,87
Campagnes	7,11	22,04

Les chiffres de la population utilisés ont été fournis par les recensements de 1910 et de 1920 : Tandis que l'impôt par tête n'a augmenté que de trois fois pour le paysan, il s'est accru de plus de onze fois pour le citadin. Encore faut-il ajouter, comme nous l'avons maintes fois mentionné, que les impôts indirects qui n'atteignent que très peu la population des campagnes et qui restent à la charge des villes, ont été majorés de trente fois environ (valeur en leva) pendant la même période.

De l'examen qui précède, on peut donc tirer la conclusion suivante : tandis que les habitants des villes (20 % de la population) supportent en 1922 une charge fiscale sensiblement égale, légèrement inférieure à celle de 1908 ; les habitants des campagnes (80 % de la population) ont été considérablement exonérés. Faut-il en chercher une justification dans la diminution des revenus agricoles, ou au contraire, doit-on voir dans ce fait l'aboutissement d'un plan politique défini ? C'est la question que nous examinerons ci-après. Nous essayerons de déterminer la valeur de la production agricole pendant ces dernières années et nous en comparerons le chiffre à celui de 1911, année de la plus récente répartition de l'impôt foncier. Prenant pour base le taux de cet impôt par rapport à la production agricole dans cette dernière année, nous chercherons à établir le montant qui aurait pu être prévu pour 1922, s'il n'avait été rayé du budget de l'État. Nous verrons que les recettes d'un impôt foncier dans les mêmes conditions, non seulement dépasseraient les prévisions les plus optimistes d'un impôt sur le revenu pesant sur les paysans, mais

encore permettraient à l'État d'équilibrer largement son budget, laisseraient à sa disposition des sommes considérables et assureraient un assainissement rapide des finances. Passant ensuite à l'examen du beglik, nous estimerons les recettes supplémentaires qui pourraient être procurées au Trésor, par l'adoption en Bulgarie de modifications heureuses apportées dans un pays voisin.

I. — L'IMPÔT FONCIER TEL QU'IL AURAIT PU ÊTRE PRÉVU
DANS LE BUDGET DE 1922-1923

La Bulgarie a matériellement peu souffert de la guerre. Les opérations militaires se sont déroulées hors de son territoire, chez ses voisins et ennemis. Sa superficie actuelle, malgré les amputations subies en 1913 et 1919, par les traités de Bucarest et de Neuilly, est encore de 10.000 klmq. supérieure à celle de 1911. Elle a en effet conservé au sud une partie de ses acquisitions sur la Turquie. On pourrait donc considérer que la perte de la fertile Dobroudja en 1913 se trouve compensée et que la capacité de production du pays est restée la même. Nous le vérifierons dans un instant.

Le prix des produits agricoles a augmenté dans des proportions considérables. Le tableau suivant indique la valeur en leva des quelques produits pendant la période 1900-1910 et au 1^{er} janvier 1922 (1).

	Moyenne 1900-1910	Janvier 1922	Augment.
Froment 100 kil. 16 leva 02		557 leva 50	35 fois
Seigle .. — 12 » 16		399 » 06	32 — ½
Orge ... — 11 » 51		418 » 50	36 —
Maïs ... — 11 » 68		348 » 38	30 —
Avoine . — 10 » 81		335 » 31	31 —
etc.			

(1) Ces chiffres sont puisés dans le bulletin de statistique mensuel, février 1922. En janvier tous les cours avaient marqué un certain fléchissement. Les prix étaient plus élevés en octobre 1921 et surtout en avril et mai 1922. A Paris, en mai, le quintal de blé était coté 78 francs, soit au cours de 1210, 945 leva environ. Il faut cependant considérer l'influence de la taxe douanière à l'importation de 14 francs.

Les prix des produits animaux donnent des résultats comparables :

	Moyenne 1900-1910	Janvier 1922	Aug- mentat.
Viande de bœuf 100 kil.	64 leva	1.950 leva	32 fois
Mouton —	68 —	2.183 —	32 —
Agneau —	68 —	3.850 —	57 —
Porc —	92 —	2.694 —	30 —
Beurre de vache —	216 —	6.800 —	31 —
Fromage —	90 —	3.538 —	39 —
From. Kachkaval —	165 —	7.163 —	44 —
etc.			

D'autres exemples permettraient des remarques semblables. On pourrait en déduire que l'augmentation de prix des produits agricoles a été, en général, supérieure au renchérissement de la vie (30 fois), et que l'on aurait pu demander à l'impôt foncier en 1922, des recettes 30 fois supérieures à celles de 1911, la production étant supposée la même. L'impôt aurait donc pu être prévu pour 600 millions de leva

Il convient, dans une pareille question, dont l'importance n'échappe à personne en Bulgarie, de vérifier, en utilisant tous les renseignements officiels, la possibilité de ce chiffre. Nous verrons qu'il ne constitue qu'un minimum et que la charge fiscale en résultant pour le contribuable, serait inférieure à celle d'avant guerre.

Dans la deuxième partie de cette étude, nous avons vu qu'en 1911 le montant de l'impôt foncier avait été fixé d'après le revenu agricole, séparément sur les terres, sur les forêts et sur les vignes. En outre, en 1914, un impôt sur les terres à tabac a été établi (1). Nous cher-

(1) 2 leva et 3 leva par décare suivant la qualité du terrain.

cherons donc à évaluer la production de chacune de ces catégories de terrains en 1921, et l'impôt leur correspondant.

1^o *Terres*. — Le bulletin statistique n^o 6 (juin 1921), indique les résultats probables de la récolte des céréales (en grains). Nous trouvons, d'autre part, dans le bulletin n^o 12 (décembre même année), les prix moyens du marché en octobre 1921. Nous pourrions donc évaluer la valeur en leva de cette production, sinon avec une exactitude absolue, du moins d'une façon approximative. A titre de vérification, nous avons également effectué la même opération sur la base des prix de la bourse de Commerce de Varna en avril 1922. Le tableau de la page suivante donne les résultats obtenus.

Il semble qu'on puisse évaluer entre 12 et 13 milliards de leva la valeur de la récolte de céréales en grains (1). Nous n'avons pu obtenir directement, faute de renseignements précis, la valeur de la production en paille, ni celle des autres catégories de cultures — plantes industrielles, potagères, fourragères, légumes, fruits, jardins de mûriers, roseraies — etc.....

D'après une statistique (2), la valeur de la production

(1) Nous tenons à attirer l'attention sur le point suivant. Il ne s'agit nullement de fixer réellement la valeur de la récolte d'une façon certaine. Les renseignements nécessaires nous font défaut. Nous n'avons d'autre but que de comparer la valeur de la production en 1920 ou 1921 et celle de 1911 et de déterminer un ordre de grandeur pour le chiffre qui aurait pu être prévu pour l'impôt foncier en 1922, dans les mêmes conditions d'imposition qu'en 1911.

(2) Annuaire statistique 1911, page 179.

des terres labourables se répartissait ainsi en l'année 1911 :

Céréales (grains)	397.552.475 leva
Paille	80.636.133 —
Ensemble	478.188.608 leva
Autres cultures	177.310.094 —

Total 655.498.702 — (1)

Les céréales (grains) représentaient donc environ 59 % de la valeur totale. Nous pouvons estimer que la production des autres cultures a subi la même augmentation de valeur que la production des céréales. Nous sommes d'autant plus autorisés à le faire que la superficieensemencée en céréales n'a pas augmenté (2).

La valeur de la production des terres se serait donc accrue de $\frac{13.000}{397} =$ c'est-à-dire environ 33 fois. L'impôt

foncier pour 1922 aurait donc pu être augmenté dans la même proportion. Fixé en 1911 à 18.400.000 leva, il aurait pu être prévu pour 1922 à 607.200.000 leva.
2° *Vignes*. — D'après les renseignements du Ministère de l'Agriculture, en 1921 — 45.138 hectares ont été exploités. La production connue pour 36.065 hectares s'est élevée à 219.292.300 kilogrammes de raisin et 1.315.760 hectolitres de vin. En supposant un rendement

(1) L'impôt foncier avait été établi en 1902 sur un revenu imposable de 285 millions de leva. Nous n'avons pu obtenir de renseignements pour 1911 et nous supposons que de 1911 à 1922, le revenu réel et le revenu imposable ont varié dans la même proportion.

(2) En 1911, la superficieensemencée en céréales était de 2.523.738 hectares. (Annuaire statistique 1911, page 172). En 1921, elle était de 2.250.416 hectares. (Bulletin statistique 1921, n° 6).

Valeur de la production probable des céréales en 1921. (Ordre de grandeur)

Produits	Kilogram. (1)	Prix en octobre 1921 100 kilos (2)	Valeur totale	Prix en avril 1922 100 kilos (3)	Valeur totale
Froment	1 156 927 315	625,83	7 240 398 215	622,50	6 970 867 500
Seigle	213 112 788	404 67	862 403 519	470	1 001 630 103
Méteil	145 746 220	—	—	550	760 160 421
Orge	288 283 899	391,69	891 284 205	465	1 340 520 130
Avoine	163 606 995	269,75	441 328 869	400	654 427 980
Epeautre	9 161 102	—	—	600	54 966 612
Millet	12 210 367	343,50	41 942 610	550	67 157 028
Maïs	873 440 903	326,13	2 848 552 816	450	3 930 484 063
Riz	4 583 070	2 044	93 577 950	1 750	80 203 725
Sarrazin	7 662	—	—	—	—
Total	2 867 080 321	—	12 419 488 184	—	14 860 417 562

1) Bulletin statistique 1921, n° 6.

(2) — — — nos 11 et 12.

(3) Cours de la Bourse de Varna et renseignements particuliers.

égal pour toutes les vignes, on peut arrêter pour 1921 les chiffres suivants : 274.117.000 kilogrammes de raisin et 1.644.710 hectolitres de vin. En 1911, la production s'établissait ainsi : 104.632.412 kilogrammes de raisin et 551.042 hectolitres de vin (1). La production en quantité a donc plus que doublé.

Le prix du litre de vin qui s'élevait à 0 lev 50 en 1911 est passé actuellement à 16 leva 06 (janvier 1922). Il a donc augmenté de 32 fois.

La valeur de la production totale en leva aurait donc augmenté de 64 fois. L'impôt foncier sur les vignes fixé à 800.000 leva pour 1911 aurait pu être prévu pour 1922 à 51.200.000 leva.

3° *Forêts*. — Nous n'avons pu recueillir de renseignements précis. L'impôt foncier sur les forêts était fixé en 1911 à un taux extrêmement bas, 0 lev 0387. Nous admettrons que l'impôt aurait pu être élevé dans la même proportion que le coût de la vie (30 fois) (2), et aurait pu passer de 800.000 leva à 24 millions leva.

4° *Terres à tabac*. — La production du tabac a subi en Bulgarie des fluctuations très grandes. Elle a permis l'édification de fortunes colossales pendant la guerre. En 1914, 13.530.159 kilogrammes (3) ont été produits, qui, au taux moyen de 1 lev 65 le kilogramme acheté au

(1) Annuaire statistique 1911, page 173.

(2) Notons que le prix du bois de chauffage en particulier s'est élevé de 5 leva 99 le mètre cube en 1911 à 304 leva 88 en janvier 1922 ; soit une augmentation de plus de 50 fois. (*Bulletin statistique* n° 2, février 1922).

(3) Bulletin des Chambres de Commerce et d'industrie bulgares, octobre 1921, février 1922. Ce dernier bulletin indique un prix actuel de 70 leva par kilogramme de tabac.

producteur, représentaient 22.324.764 leva. En 1917 — 1918 — 1919, les quantités produites étaient les suivantes : 19.794.465 Kg., 19.895.669 kg., 19.395.841 kg. En 1920, la production atteignait 29.396.680 kg. En 1921, elle tombait à 16.558.690 kg. La valeur de la production, sur un chiffre moyen de 21.000.000 kg. à 53 leva le kilogramme s'élevait donc à 1.123.000.000 leva. Elle s'est donc accrue de 50 fois environ. L'impôt foncier sur les terres à tabac, s'il avait suivi la même progression, aurait donc pu passer de 683.000 en 1914 à 34.150.000 leva.

En arrondissant les différents chiffres énumérés ci-dessus, nous arriverions aux résultats suivants :

Impôt sur les terres	600 .000 .000 leva
Impôt sur les vignes	50 .000 .000 —
Impôt sur les forêts	20 .000 .000 —
Impôt sur les terres à tabac ...	30 .000 .000 —

Total 700 .000 .000 leva

Sans doute le chiffre que nous indiquons garde un caractère un peu spéculatif. Nous ne voulons y voir simplement que l'indication d'un ordre de grandeur pour le montant possible de l'impôt foncier. Il y aurait lieu d'y apporter toutes les rectifications nécessaires, dans un

Les qualités supérieures sont payées au producteur jusqu'à 85 leva. Le prix du kilogramme de tabac, chez le producteur a atteint en septembre 1922, 100 leva.

Le droit de banderole perçu par l'État lors de la vente du tabac, prévu dans le budget de 1914 pour 30.000.000 de leva, figure dans le budget de 1922-1923 (impôts indirects) pour 260.000.000 de leva. Il n'a donc été augmenté que de neuf fois.

sens ou dans l'autre, qui nécessiteraient des enquêtes prolongées. Nous tenons à faire remarquer que seuls des documents officiels ont été utilisés et que pour la comparaison de deux valeurs de même nature, nous avons puisé autant que possible nos renseignements à la même source. Le chiffre indiqué ci-dessus pour l'impôt foncier représenterait donc théoriquement, pour le contribuable, une charge égale à celle de 1911. Il est permis de penser que dans l'application, le chiffre de 600 millions de leva primitivement cité pourrait se trouver largement dépassé.

Nous tenons également à signaler un argument présenté par le Ministre des finances, lors du dépôt du budget de l'exercice 1920-1921. L'impôt foncier disait-il a été augmenté de 10 à 12 fois.

« Vous n'êtes pas sans savoir que l'impôt foncier n'a
« été augmenté, il y a deux ans, que de dix fois. Pour-
« quoi demanderez-vous ? Parce qu'avant 1915, les
« céréales ne payaient aucun droit d'exportation. C'est
« en 1916 que fut introduit le droit d'exportation sur
« les céréales de 10 centimes par kilogramme. Ce qui
« fait aujourd'hui en monnaie de papier 70 stotinki. Si
« nous prenons en considération que notre exportation
« de céréales atteindra au moins 300 à 400.000 tonnes,
« nous trouverons que ce droit d'exportation donnera
« un revenu de 270 à 300 millions de leva. En ajoutant
« les 40.000.000 de leva de l'impôt foncier, nous trouvons
« que la production agricole figure dans les recettes pour
« 340 millions de leva. Par conséquent l'impôt foncier
« qui était pour commencer de 22 millions de leva et

« plus tard, après l'annexion des nouveaux territoires, « de 30 millions de leva, est augmenté aujourd'hui de « 10 à 12 fois » (1).

Nous remarquerons simplement que l'exportation des céréales ne s'est élevée en 1920 qu'à 140.950 tonnes (2), et qu'au surplus, nous avons calculé la valeur de la production sur la base des prix actuels en Bulgarie, ayant tenu compte par conséquent de la diminution de prix possible sur le marché intérieur du pays.

L'impôt foncier qui constitue dans tous les États et particulièrement dans les pays agricoles le revenu le plus précieux et le plus important, en raison de sa régularité et de sa solidité, puisqu'il repose sur la terre (3), a été rayé du Budget de l'État en 1921, ainsi que nous l'avons vu. A sa place a été institué l'impôt sur le revenu prévu en 1922 pour 300.000.000 de leva. Si l'on suppose que cet impôt se répartira entre les villes et les campagnes de la manière prévue en 1921, 186 millions de leva environ seraient à la charge des campagnes. On comprend dès lors, en admettant même que des rectifications importantes dussent être apportées aux chiffres que nous avons indiqués, de la faveur dont jouissent en Bulgarie les paysans. Tandis que dans les pays occidentaux, en France particulièrement, qui a vu son territoire envahi,

(1) Exposé sur la situation financière de la Bulgarie par Marco Turlakoff, Ministre des Finances, le 30 septembre 1920 Traduction française, page 38.

(2) *Bulletin statistique*, n° 6, juin 1921, page 4, sur une production de deux millions de tonnes.

(3) Voir Ivan Altinoff. La Thrace interalliée. Sophia 1921, page 84.

qui a souffert des dévastations de ses ennemis, qui doit restaurer ses régions enfin libérées, les contribuables plient sous le poids de charges fiscales incomparablement plus lourdes qu'en 1914, on voit un pays vaincu, après s'être joint aux agresseurs, au lieu de réparer comme il s'y est engagé les ruines qu'il a causées, exonérer dans un but de politique intérieure et aussi pour se soustraire à ses obligations, la classe la plus nombreuse et la plus riche de sa population. Le Ministre Président déclare aux étrangers qui veulent l'entendre, combien sont justifiées les réclamations de la France pour les Réparations. Les faits sont là qui, pour peu qu'on les étudie, montrent qu'entre les paroles et les actes, comme il est de coutume en Orient, il y a un abîme. Le Gouvernement bulgare crie partout une misère inexistante, ou dont il est la cause. Non seulement il n'effectue aucun des paiements promis pour les Réparations — et c'est assurément le but qu'il se propose — mais recourant à l'émission de billets, alors que d'autres moyens seraient possibles, il jette le trouble dans la production et dans les finances du pays. Au moment où l'on parle partout de reconstruction économique de l'Europe, ne serait-il pas juste d'exiger, avant de leur accorder aucune faveur, que les peuples qui sont en état de le faire se reconstruisent eux-mêmes, et de leur citer le proverbe français : « Aide toi, le Ciel t'aidera. » Ne devrait-on pas même demander que ces peuples supportent un accroissement de leurs charges fiscales au moins comparable à celui que s'imposent les peuples vainqueurs ?

L'ordre de grandeur que nous avons indiqué pour

l'impôt foncier ne correspond, pour la population rurale, qu'à une charge équivalente à celle de 1911. Le chiffre pourrait en être encore majoré. Il y a vingt-deux ans, en 1900, le paysan bulgare était encore soumis à la dîme, incomparablement plus lourde que l'impôt foncier. Tel qu'il existait en Bulgarie, l'impôt foncier lui-même était reconnu très faible par les Bulgares eux-mêmes. « D'après les renseignements pour les pays étrangers, l'impôt variait entre 7 et 30 % du revenu net en France, en Bulgarie entre 5 et 25 % (1) ».

Une autre observation déjà faite, que les impôts indirects restent pour la plupart à la charge des villes, exigerait le rétablissement d'un impôt foncier en Bulgarie. L'impôt sur le revenu, très difficile à percevoir dans un pays agricole, est pratiquement irrecevable sur le paysan bulgare. Le remplacement dans ce pays de la dîme par l'impôt foncier avait produit les meilleurs résultats. Le paysan était incité à cultiver ses terres, pour en retirer au moins la valeur de l'impôt à sa charge (2).

Cependant le système de la répartition, tel qu'il existait en Bulgarie, serait peut-être un obstacle au bon rendement de l'impôt foncier. Il y aurait également avantage à réduire le rôle des commissions, qui basent plus souvent leurs décisions sur des motifs politiques que sur ceux qui doivent entrer en ligne de compte dans l'établissement d'un impôt. L'administration de la

(1) Ivan Altinoff, *op. cit.*, page 86.

(2) On remarque déjà en Bulgarie que par suite des lois agrariennes (répartition des terres, etc.) les surfaces ensemencées ont tendance à décroître.

Thrace interalliée se trouva en face d'un semblable problème lorsqu'elle eut à organiser le système fiscal thracien, régi antérieurement par les lois bulgares (1).

« Il ne restait donc d'autre issue que d'envisager un
« impôt général, déterminé dans sa proportion, c'est-à-
« dire un impôt de quotité. La Direction des Finances
« adopta l'opinion du célèbre économiste Paul Leroy-
« Beaulieu : « Le système de répartition est empirique
« et viole ouvertement la justice ; le système de quotité
« est scientifique et équitable. » Sur quelle base devrait-
« on maintenant établir cet impôt?.....

« Il est intéressant de connaître comment fut obtenu
« le taux de l'impôt, puisque cela met en relief les soins
« minutieux de la nouvelle administration du pays,
« ainsi que l'étude approfondie des problèmes, étroite-
« ment liés à l'établissement d'un impôt foncier équi-
« table sans être exorbitant. »

« Tout d'abord on chargea le service agronomique de
« la Thrace d'entreprendre une enquête minutieuse
« pour établir le rendement des diverses terres du pays,
« durant les dernières dix années, pour une unité de
« surface déterminée et invariable. Comme unité de
« surface fut adopté le décare, après quoi les différentes
« sortes de terres et de cultures furent classées d'après
« l'ordre décroissant de leurs revenus. Cette série de
« terres ainsi que l'échelle de leur revenu furent parta-

(1) M. Ivan Altinoff a rapporté dans un livre très intéressant, « La Thrace interalliée », l'œuvre accomplie par la mission du Général Charpy (octobre 1919-mai 1920) dont tous reconnaissent la haute valeur et le caractère bienfaisant pour l'influence française en Orient. Ivan Altinoff, page 84.

« gées en un certain nombre de catégories, chaque caté-
« gorie comprenant des terres différentes, mais ayant
« un revenu sensiblement égal. Étant donné que le
« revenu des terres d'une même catégorie varie dans
« certaines limites, d'après la situation du terrain,
« chaque catégorie fut partagée en un certain nombre
« de classes, correspondant aux divers rendements des
« terres d'une même catégorie : rendement très bon,
« bon, moyen et mauvais.

« Ainsi fut établi le tableau de classement des terres
« d'après l'ordre de leur revenu moyen. La matière
« imposable étant déterminée, quel taux allait-on
« adopter?... La Direction des Finances en Thrace
« décida que le taux de l'impôt foncier en Thrace ne
« devait pas dépasser 4 1/2 %, majoration communale
« comprise, soit sans cette majoration — 3 %, chiffre
« sans doute peu élevé, mais suffisant pour les besoins
« du pays. L'expérience devait démontrer du reste,
« ultérieurement, s'il était possible de relever ce taux.
« La forme sous laquelle était établi ce projet de légis-
« lation permettrait facilement de procéder à des correc-
« tions, si elles apparaissaient nécessaires, sans toucher
« au mécanisme même de la loi. Enfin, d'après le taux
« moyen adopté — 3 %, en l'appliquant au revenu des
« terres dans chacune des catégories et classes établies,
« on obtint par décare le montant de l'impôt dû par
« unité de surface, pour chaque catégorie et valeur des
« terres. En multipliant par la superficie totale du ter-
« rain d'un contribuable le montant dû par unité de

« surface, on obtenait le montant total de l'impôt dû par
« le contribuable. »

« Ainsi fut élaboré le tableau suivant du taux de
« l'impôt foncier en Thrace sur les propriétés non bâties
« par décare et en leva. »

Tableau du Taux de l'Impôt Foncier en Thrace, en
Leva, par Décare pour Chaque Catégorie et Valeur
des Terres.

Caté- gories	Nature des Terres ou des Cultures	Classes correspondant aux divers rendements des terres.			
		I	II	III	IV
		Rendem. très bon	Rendem. bon	Rendem. moyen.	Rendem. mauvais
1	Terres à vignes, tabac, plantes oléagineuses, betteraves	38	29	22	15
2	Jardins potagers	27	21	16	11
3	Vergers	16	13	10	7
4	Champs potagers, mû- raies	13	11	8	5
5	Terres à blé, orge, maïs .	8	6	5	4
6	Prairies	7	5	4	3
7	Terres à seigle, avoine et blé noir	5	4	3	2
8	Pâturages, terres in- cultes	3	2	1,40	0,80
9	Forêts, bois	2	1,70	1,20	0,60
10	Jonchaies, marécages ne se desséchant jamais .	0,70	0,40	0,20	0,10

Les taux d'impôt appliqués en Thrace ne représentent
plus qu'un intérêt historique, la valeur du leva ayant
considérablement varié depuis. L'institution d'un impôt

foncier de quotité en Bulgarie serait nécessaire pour les finances de l'État. En 1911, la superficie des terres imposées se montait à 44.505.832 décares. La charge moyenne correspondant à l'impôt que nous indiquons pour les terres serait donc de 13 leva environ par décare, ce qui ne paraît nullement excessif. Cette charge correspondrait actuellement à 10 francs français par hectare ou environ 4 francs or. Les services de la statistique seraient à même de donner d'ailleurs tous les renseignements pour les calculs nécessaires. Il est à peine besoin de mentionner que quel que soit le parti au pouvoir, le rétablissement de l'impôt foncier en Bulgarie rencontrerait l'opposition des électeurs paysans.

II. — MODIFICATIONS QUI POURRAIENT ÊTRE APPORTÉES AU BÉGLIK

Au moment où les Ministères des Finances de tous les pays s'ingénient à augmenter la surface des impôts déjà existants, ou à découvrir de nouvelles matières imposables, il paraît utile de signaler quelques modifications qui, apportées au Béglík (1), accroîtraient son rendement dans une proportion considérable, tout en étant parfaitement supportable pour les contribuables.

Nous avons vu que, sous la domination turque, dans certaines provinces, étaient soumis au Béglík, non seulement les moutons et les chèvres, mais tout le bétail.

(1) M. Tournakoff, Ministre des Finances, dans son exposé sur la situation financière de la Bulgarie, lors du dépôt du budget 1921-1922, envisageait cependant pour une prochaine année l'abolition du béglík, page 40.

L'administration de la Thrace interalliée rétablit cette imposition de la manière suivante : (2)

« La modification essentielle y introduite consista
« en son application sur une plus grande échelle. Ainsi
« en Thrace furent soumis à l'impôt du béglik, d'après
« le taux ci-après par tête de bétail, les animaux sui-
« vants : brebis : 4 leva ; chèvres : 6 leva ; cochons :
« 10 leva ; taureaux : 20 leva ; bœufs et vaches : 15 leva ;
« buffles : 13 leva ; étalons : 24 leva ; chevaux : 15 leva ;
« mulets : 10 leva. Tout contribuable, essayant de
« frauder quant au nombre du bétail imposable, était
« passible d'une amende six fois supérieure à l'impôt
« lui-même et le 10 % de l'amende était alloué aux
« déceleurs de la fraude. »

D'après os renseignements personnels, on peut éva-
luer aux chiffres ci-après le nombre du bétail existant
actuellement en Bulgarie. En y appliquant les taux de
l'impôt perçu en Thrace, on obtiendrait les résultats
suivants :

	Nombre de Bé- tail en 1921	Taux de l'im- pôt	Produit
Brebis	9.017.073	4	36.068.292 leva
Chèvres	1.425.913	6	8.555.478 —
Porcs	1.064.622	10	10.646.220 —
Taureaux	43.372	20	867.440 —
Bœufset vaches.	1.445.727	15	21.685.905 —
Buffles	371.610	13	4.830.930 —
Etalons	33.152	24	795.648 —
Chevaux	383.337	15	5.750.055 —
Mulets	10.402	10	104.020 —
		Total.	89.303.988 —

(2) Ivan Altinoff, *op. cit.*, page 80.

Ces taux étaient appliqués en Thrace au mois d'avril 1920. L'indice du renchérissement du coût de la vie est passé depuis cette époque de 2.185 à 3.156 en janvier 1922 (l'indice 100 étant appliqué à la période 1901-1910). Une augmentation proportionnelle devrait être appliquée au taux de l'impôt. Il pourrait donc être perçu plus de 130 millions de leva, au titre du béglik, sans que l'on puisse trouver cette charge excessive. Un impôt de 30 leva par taureau, par exemple, soit actuellement un franc or, n'a rien de comparable au prélèvement d'un animal sur dix, tel qu'il était pratiqué dans le système fiscal turc.

On peut en outre faire la remarque suivante : D'après la loi bulgare de 1911, les taux étaient fixés à 0 lev 40 par mouton et 0 lev 60 par chèvre. Les prix de ces animaux ont augmenté de 30 à 40 fois leur montant d'avant guerre. L'impôt actuel n'a nullement suivi la même progression, puisqu'il est porté dans le budget de 1922-1923 à 3 leva pour les moutons et à 5 leva pour les chèvres, perçus au profit de l'État, et ainsi prévu pour 35 millions de leva. Une majoration de l'impôt, correspondant à l'accroissement du coût moyen de la vie, donnerait pour les moutons et les chèvres seuls un rendement de 110 millions au minimum (4.060.000 perçus en 1911). On voit dès lors l'importance de la somme qui pourrait être perçue au titre du beglik portant sur tous les animaux (plus de 200 millions). Les habitants des villes ont jusqu'ici supporté presque entièrement l'augmentation des impôts. Il serait nécessaire, aussi bien pour le développement du pays que pour les finances bulgares, de demander le même effort aux paysans qui forment la plus grande partie de la population.

CONCLUSION

Nous avons exposé dans cet ouvrage les transformations des impôts directs, en Bulgarie, depuis l'affranchissement jusqu'à l'époque actuelle. Trois phases se remarquent dans leur évolution.

La première qui s'étend de 1879 à 1895 est une période d'attente. La population bulgare est uniquement composée de paysans. On se borne à maintenir en vigueur le système fiscal légué par la Turquie et les impôts directs, particulièrement la dîme, restent la base essentielle des ressources de l'État. Les gouvernements qui se succèdent, tentent parfois sous la pression de l'opinion publique, des modifications de détail ; mais les renseignements font défaut, les préoccupations politiques détournent l'attention, les besoins d'argent du Trésor obligent toujours à recourir aux anciens impôts.

En 1895, la grande réforme fiscale facilitée par quelques années de paix s'accomplit. La plupart des impôts abolis font place à des impôts copiés sur ceux des sociétés modernes. Pendant cette période, les impôts directs perdent peu à peu la première place dans le budget. Par suite de la division du travail, résultant du développement du pays, ils se séparent en deux catégories, l'une frappant plus spécialement les villes, l'autre les campagnes. Les citadins supportent des impôts directs de plus en plus lourds. Les impôts indirects qui les frappent s'accroissent progressivement.

Toutefois la classe paysanne, la plus nombreuse, garde la charge principale des impôts directs.

Sous l'impulsion du roi Ferdinand, véritable fondateur de la Bulgarie moderne, le pays fait appel aux capitaux étrangers, principalement aux capitaux français, afin de mettre en valeur ses richesses naturelles. A la veille de la guerre cependant, il a recours à l'Allemagne. Tous les emprunts (1) sont affectés à l'exécution de travaux publics, au remboursement de la dette flottante, à la couverture des déficits budgétaires.

Le parti agrarien parvenu au pouvoir en 1919, à la suite de la guerre, met à exécution son programme de réformes. En deux ans tout l'édifice des impôts directs, péniblement constitué et amélioré depuis 24 ans, est jeté à bas. Un gouvernement d'instituteurs et de paysans mûs par des conceptions théoriques et séduits par les idées des socialistes allemands, organise un système d'impôts nouveaux et assouvit son animosité contre les habitants des villes et contre les étrangers. Son œuvre désorganisera d'ailleurs d'une manière invisible les finances de l'État et, par là même, mettra la Bulgarie dans l'impossibilité d'exécuter les paiements dûs par elle pour les Réparations.

A ce régime de faveur pour les paysans — dont la charge fiscale est infiniment moins lourde qu'avant guerre — se joint un mouvement communiste et xéno-

(1) Emprunts 1892, 1902, 1904, 1907, 1909, 1914. Pour l'emploi des fonds, voir le discours sur la situation financière de la Bulgarie. Tourlakoff, 23 février 1922, page 26.

phobe (1) très accentué, encouragé par le Gouvernement. Ce n'est pas le lieu dans une étude financière d'exposer les faits en détail. Il nous suffira de mentionner les lois sur la répartition des terres, sur la prestation du travail, sur la commune de Sophia, les lois expropriant, moyennant des indemnités dérisoires, les immeubles en faveur de l'État et des coopératives, sur l'amnistie des crimes policiers, loi supprimant l'inaliénabilité des juges. Les arrestations arbitraires, les crimes politiques (2) sont à l'ordre du jour. Pour éviter toutes divulgations qui feraient scandale, une censure impitoyable, un état de siège continuels sont maintenus jusqu'en 1922!

Les finances publiques se ressentent d'un pareil état de choses. Dans ce pays qui n'a pas souffert de la guerre, le budget ordinaire se clôt par un déficit. Des budgets extraordinaires, des crédits spéciaux, dont l'utilité paraît des plus douteuses, s'exécutent sans couverture préalable, et viennent encore ajouter au gâchis. La Banque Nationale sert uniquement à procurer des billets à l'État. Chose caractéristique, le montant des billets en circulation est inférieur au montant des avances de la Banque. La politique financière est très simple. Il s'agit pour les ministres de profiter le mieux et le plus

(1) Bornons-nous à mentionner ici l'assassinat du Capitaine français Roy-Marnier à Philippopoli, celui du secrétaire du Consulat français de Routhouk, etc.

(2) Meurtre de l'ancien Ministre Takef, attentat de l'Odéon, bombe jetée sur un cortège le 24 mai 1921, etc. Les crimes commis par la police dans les outchasak (commissariats de police) font frémir d'horreur tous les hommes civilisés. « Le peuple n'a jamais connu de tels excès, même sous le régime de servitude des Osmanlis » (Préporetz, (la Bannière) 23 septembre 1922.

longtemps possible des avantages du pouvoir et de déclarer à l'Étranger que quoique pleine de bonne volonté, la Bulgarie malheureuse ne peut remplir ses engagements. Non seulement le paiement des Réparations est dès à présent difficile, mais encore il est à craindre que le pays n'éprouve un jour de sérieuses difficultés à faire face aux annuités des emprunts extérieurs — dont les porteurs français détiennent la majeure partie — surtout si, comme il est possible, le versement en francs-or était exigé.

L'assainissement des finances de l'État ne peut être obtenu que par l'équilibre du budget. Les paysans doivent être imposés selon leur capacité contributive. Nous avons vu en effet que les ressources qu'ils pourraient fournir au Trésor, en supposant que leur charge soit simplement égale à celle d'avant guerre, permettraient l'équilibre du budget, l'assainissement des finances et ramènerait la confiance dans le crédit de l'État, ébranlé même à l'intérieur du pays (1).

On assiste en ce moment à ce spectacle paradoxal : Les États qui ont été attaqués, au mépris de toute justice, imposent à leurs contribuables, pour réparer leurs ruines, des charges de beaucoup supérieures à celles d'avant guerre, tandis que les agresseurs diminuant leurs impôts se rendent insolvables et courent à la faillite. En dehors de l'équilibre du budget, toutes les mesures isolées envisagées : report des paiements, transformation de la Banque Nationale, programme de mise

(1) En 1922, un emprunt intérieur (le seul depuis 1914) n'a procuré que 150 millions de leva au Trésor, malgré toute la pression effectuée.

en valeur du pays etc.... seront inefficaces, si elles ne sont précédées d'une réorganisation du système fiscal.

La Bulgarie peut et doit équilibrer son budget. S'il convient à certaines Puissances, en échange d'avantages concédés à leur Haute Finance, de ne pas poursuivre les paiements des Réparations, il est cependant indispensable que le régime fiscal actuel soit modifié, ne serait-ce même que pour mieux assurer ces avantages. Avouons cependant que les contribuables français, italiens ou serbes, qui supporteront de ce fait une aggravation de leurs charges fiscales auront bon dos.

Le dénouement de la situation actuelle pourrait se trouver, si la crainte des puissances voisines n'y faisait obstacle, dans l'instauration d'un régime communiste ou d'une dictature agraire. Le Gouvernement ne cache pas ses sympathies pour les communistes et c'est à eux qu'il ferait vraisemblablement appel en cas de besoin. En Bulgarie, le régime parlementaire est un mythe. Le parti qui tient le pouvoir le garde aussi longtemps qu'il lui plaît (1). Une dictature agrarienne serait la destruction de toute civilisation, le retour aux temps primitifs. Ce danger peut devenir réel. On a pu voir le 1^{er} mai 1922, dans les rues de Sophia, un long cortège comprenant plusieurs milliers de manifestants, où les bolcheviks vêtus de rouge fraternisaient avec les communistes paysans. Quant au gouvernement, il paraît pousser de toutes ses forces à un semblable cataclysme.

(1) Une véritable dictature politique par la majorité a toujours existé. Les votes du Sobranié, chambre unique, autorisent tous les excès. L'institution d'une Chambre Haute, destinée à faire contrepoids serait nécessaire.

On voit de nos jours des chefs d'État, qui élaborent plans sur plans pour la reconstruction économique de l'Europe, décerner les plus grands éloges au Gouvernement agrarien. On veut voir en lui l'apôtre d'une Bulgarie nouvelle, le champion de l'Entente contre Ferdinand. Il est intéressant à ce propos de remarquer que lors du vote du Sobranié sur la guerre, les agrariens se sont contentés de déposer dans l'urne des bulletins blancs, alors qu'un vote hostile aurait peut-être changé le cours des événements. Ils ont d'ailleurs affirmé maintes fois leurs sympathies pour la politique du cabinet d'alors (1). Monsieur Stamboliisky lui-même, comme beaucoup d'autres, se bornait à demander une neutralité pleine d'avantages.

Il faut donc se mettre en garde contre une certaine presse qui chante à tort et à travers les louanges de la Bulgarie nouvelle, sans se rendre compte qu'elle prépare ainsi son pays aux plus cruelles désillusions. Il se peut que des publicistes, peu habitués aux coutumes orientales, laissent surprendre leur bonne foi et publient des informations insuffisamment étudiées. La diplomatie paysanne est habile, elle donne parfois le change. Mais les questions balcaniques ont une telle importance, que ceux qui les traitent ont le devoir impérieux d'être documentés. Leurs erreurs peuvent amener des conséquences désastreuses.

(1) Notons aussi qu'un des leaders agrariens, M. Draghief rapporte que M. Stamboliisky, dans sa prison, affirmait ses sympathies pour les puissances centrales. Devant Detcho Tenef, il dit : « On m'a enfermé bien en vain, comme vous le savez, j'ai été le plus ardent germanophile du parti. » (Une confession politique, Draghief, Sophia, page 27).

L'entrée en guerre de la Bulgarie en 1915 aux côtés de nos ennemis a surpris une Entente mal renseignée. La mentalité orientale et les questions balcaniques sont en effet étrangères aux Européens — c'est ainsi que l'on désigne dans ce pays les États occidentaux —. Et c'est faire preuve d'ignorance complète que de croire un seul instant que l'idée du droit pouvait être suffisante pour amener la Bulgarie aux côtés de l'Entente. Dans ce pays, seuls les intérêts comptent. Ils ont toujours déterminé les deux grands courants politiques, pour ou contre la Russie, par conséquent contre ou pour l'Autriche.

Ces courants se sont manifestés à l'occasion des questions de la Macédoine et de la Thrace. Ces provinces ont toujours fait l'objet des compétitions des Balcaniques. Elles sont peuplées des ressortissants de tous les peuples voisins : Serbes, Bulgares ou Grecs se les disputent tour à tour. Chaque domination nouvelle engendre une œuvre d'assimilation brutale, déportations, meurtres, rien n'est épargné. Les temps turcs n'ont rien connu de plus odieux. Sous la pression de l'opinion publique savamment excitée par les gouvernements, les peuples des Balcans se dressent les uns contre les autres, dans des « guerres pour la libération de leurs frères opprimés ». Chacun d'eux cherche les alliances les plus avantageuses pour faire valoir ses droits. Et voilà la véritable origine des mouvements germanophiles ou ententophiles. Entre ces peuples à demi civilisés, de nouvelles « guerres de libération » sont à craindre aussi longtemps que la Macédoine et la Thrace ne seront pas complètement assimilés par l'un ou par l'autre.

Ce court exposé, qui ne se rattache cependant pas

d'une manière directe aux questions financières, montre la complication inextricable et l'extrême importance des problèmes balkaniques dans lesquels toutes les principales puissances européennes ont des intérêts opposés engagés. L'opinion publique étrangère se laisse déterminer malheureusement trop souvent par des arguments sentimentaux. De là parfois des désillusions cruelles.

La politique financière actuelle est de nature à désorganiser le pays, à l'arrêter dans son développement et à léser tous les intérêts étrangers légitimes. Un avenir prochain dira si ce pays est capable de se ressaisir et de retrouver dans une politique fiscale plus saine, les remèdes à ses malheurs. Sa bonne volonté réelle lui vaudrait peut-être ce débouché sur la Mer Égée, promis par le Traité de Neuilly et indispensable à son développement économique. Ses réclamations sur la Thrace seraient peut-être mieux écoutées. Tous ceux qui portent un véritable intérêt à la Bulgarie ne peuvent que former de semblables vœux.

Vu par le Président de la Thèse,
Paris, le 23 Juillet 1922.

EDGARD ALLIX

Vu :

Le Doyen :

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.	5
INTRODUCTION.	9
1° Formation historique et territoriale de la Bulgarie.	10
2° Économie de la Bulgarie	14

PREMIÈRE PARTIE

Régime des impôts en Bulgarie avant la libération.	21
La Dime	22
La Verguie	26
Le Beglik et le Sertchim	27
L'Impôt militaire.	28
Les impôts directs en Bulgarie depuis la libération jusqu'à la réforme de 1894-1895.	33
L'œuvre de la Commission Russo-bulgare.	33
Modifications apportées depuis l'affranchissement jusqu'à la réforme 1894-1895.	36
La Dime	37
La Verguie	46
Le Beglik et le Sertchim	49
L'Impôt des Routes ; l'impôt militaire.	51

DEUXIÈME PARTIE

La réforme de 1894-1895. Les impôts directs jusqu'en 1921.	55
L'impôt foncier	60
L'Impôt sur les bâtiments	87
L'Impôt sur les Professions.	97
Le Béglük. — L'Impôt militaire. — L'Impôt des Routes. — L'Impôt des Écoles.	117
Tableau des recettes des impôts directs de 1895-1922.	128

TROISIÈME PARTIE

Les nouveaux impôts. — Le programme agrarien. . . .	131
L'Impôt foncier en 1921-1922.	134
L'Impôt sur le Revenu.	137
L'Impôt sur les Sociétés.	150
L'Impôt sur l'exonération de la prestation du Travail. .	156
L'Impôt militaire.	165
Explication du graphique n° 3	168
L'Impôt foncier tel qu'il aurait pu être prévu dans le budget 1922-1923.	184
Modifications à apporter au Béglik.	198
CONCLUSION	201
Graphique n° 1 et ses annexes.	
Graphique n° 2	»
Graphique n° 3	»
